

LIGNES DE MIRE

LES GAUCHES ET LA QUESTION MILITAIRE

CRITIQUE ET PRATIQUE DES SYSTÈMES MILITAIRES

N°1 / 1^{ER} JUIN 2025

Le Réseau Bastille a pris l'initiative d'organiser une table ronde sur le thème « Les gauches et la question militaire » mercredi 14 mai. Elle a réuni une trentaine de participant·es d'horizons divers de la gauche qui se sont penché·es sur la question : « Que devrait être une politique militaire de gauche ? »

Question éludée depuis de trop nombreuses années et que nous devons impérativement nous poser dans les pires conditions : guerre impérialiste russe en Ukraine, multipolarité impérialiste multipliant les conflits et les menaces, montée des forces postfascistes en Europe et division systémique de la « gauche ».

Nouvelle situation sans rapport avec des périodes historiques connues. Il est donc impossible de répéter invariablement les mêmes mots d'ordre souvent vides de sens et de contenus. Deux analyses devraient nous permettre d'avancer dans notre réflexion commune : les enseignements de la lutte de résistance de l'Ukraine face à l'agression russe et les positions des différents courants de ce qu'on appellera la « gauche nordique ».

La réunion s'est ouverte sur la contribution des auteurs de « Aux armes citoyens. Valmy 2.0 » (voir p.12).

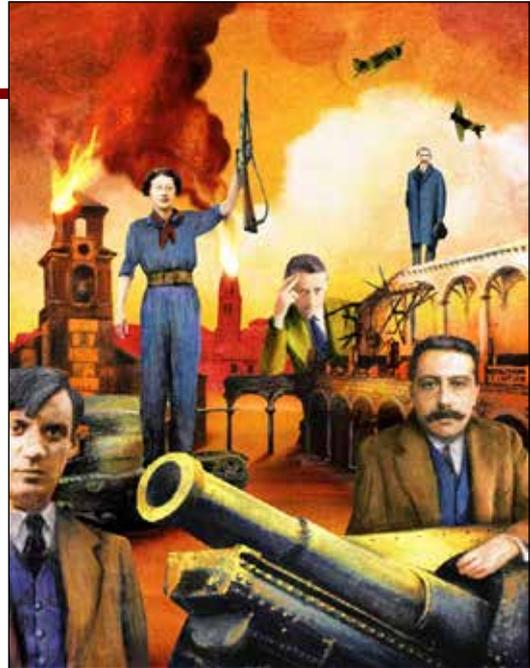
Comment affronter des positions *a priori* contradictoires : s'opposer à la militarisation des régimes capitalistes sans abandonner le terrain de la défense populaire contre les agressions impérialistes ; comment lutter contre la production d'armement du lobby militaro-financier et ses profits faramineux sans réfléchir à une production d'armement nécessaire et adaptée à une force militaire populaire.

Il n'y a que des réponses politiques à trouver, sans proclamations ni affirmations dilatoires. Pour une orientation politique globale qui ambitionne de gouverner.

La discussion fournie a rendu compte de la complexité de ces questions qui redeviennent d'actualité.

Sans doute faudra-t-il reprendre l'historique de la question militaire dans la gauche non étatique, le développer en abordant la dissuasion nucléaire ?

Comment se positionner contre les politiques de réarmement à l'échelle des États et de l'Europe (ReArm) sans tomber dans la rhétorique bancale, pas d'armes des crédits sociaux ? Rhétorique réfutée par les programmes résolument sociaux des gauches nordiques.



Au fil de la discussion, les formes de mobilisation, de formation sont abordées, l'organisation démocratique des structures de défense (syndicats, élections des responsables) apparaît comme un point central.

Chaque approche a permis d'avancer dans la réflexion sans éluder la complexité.

Évidemment, le succès et la richesse de la discussion nous à obliger à organiser la poursuite de la recherche collective.

Un Google group a été créé qui permet des échanges entre tous :

gauches-questions-militaires@google-groups.com

Des publications d'articles, de documents sont regroupés dans ce cahier « Lignes de mire ».

Des contacts avec des spécialistes de différentes questions (armement, économie, sociologie...) des analystes militaires (Ukraine, Russie, Finlande...) sont ou seront contactés afin d'organiser des réunions thématiques.

Nous avons tou·tes le même objectif animer une réflexion commune utile à tou·tes pour qu'enfin la gauche crée un corpus théorique commun qui lui permettra de sortir de l'impasse pacifiste a priori ou d'arrêter d'abandonner ces questions aux gouvernements bourgeois.

Il est évidemment toujours possible de s'inscrire dans le groupe, de participer à la réflexion commune.

1. Pour télécharger le fichier audio de la table ronde cliquer sur l'image (avant le 29 juin).

UNE MÉTHODE POUR PENSER ANTI-DÜRHING

FRIEDRICH ENGELS

LIGNES DE MIRE

LA VIOLENCE ORGANISÉE est avant tout l'armée. Et rien ne dépend plus des conditions économiques que précisément la composition, l'organisation, l'armement, la stratégie et la tactique d'une armée. La base est l'armement, et ce facteur dépend à son tour directement du stade de production. Armes de pierre, de bronze, de fer, cuirasse, cavalerie, poudre à canon, et maintenant l'énorme révolution que la grande industrie a provoquée dans la guerre par les fusils rayés se chargeant par la culasse et l'artillerie – produits que, seule, la grande industrie pouvait créer avec ses machines travaillant uniformément et fabriquant des produits presque absolument identiques. De l'armement dépendent à leur tour la composition et l'organisation, la stratégie et la tactique. Cette dernière dépend aussi de la viabilité – le dispositif et les résultats de la bataille de léna impossibles avec les chaussées actuelles – et maintenant, par-dessus le marché, le chemin de fer ! Donc, c'est la violence qui est, plus que toute autre chose, sous la domination des conditions de production existantes et le capitaine Jähns lui-même l'a vu (*Kölnische Zeitung*, Machiavel).

À ce sujet, faire ressortir, en particulier, la façon moderne de faire la guerre du fusil à baïonnette au fusil se chargeant par la culasse, où ce n'est pas l'homme au sabre qui fait la chose, mais l'arme ; ligne, colonne pour de mauvaises troupes, mais couvertes par des tirailleurs (léna contre Wellington), et enfin, la dispersion générale en tirailleurs et la transformation du pas à cadence lente en pas de course. [...]

Nous avons vu comment, sur le plan économique, la noblesse féodale commença à devenir superflue, voire gênante dans la société de la fin du Moyen Âge ; comment aussi, sur le plan politique, elle était déjà une entrave au développement des villes et de l'État national, possible à cette époque sous la forme monarchique seulement. Elle avait été maintenue malgré tout par cette circonstance, qu'elle avait jusque-là le monopole du maniement des armes, que sans elle on ne pouvait faire de guerre ni livrer de bataille. Cela devait changer aussi ; le dernier pas allait être fait pour prouver à la noblesse féodale que la période de la société et de l'État qu'elle dominait touchait à son terme, que, dans sa qualité de chevalier, même sur le champ de bataille, on ne pouvait plus l'utiliser.

Combattre le régime féodal avec une armée elle-même féodale dans laquelle les soldats sont liés par des liens plus forts à leur suzerain immédiat qu'au commandement de l'armée royale – c'était évidemment tourner dans un cercle vicieux et ne pas avan-

cer d'un pas. Dès le début du 14^e siècle, les rois s'efforcent de s'émanciper de cette armée féodale, de créer leur propre armée. À partir de cette époque, nous trouvons dans les armées royales une proportion sans cesse croissante de troupes enrôlées ou louées. Au commencement, il s'agit surtout de l'infanterie, composée des déchets des villes et de serfs déserteurs, Lombards, Génois, Allemands, Belges, etc., employée à l'occupation des villes et au service des sièges, à peine utilisable au début dans les batailles en rase campagne. Mais déjà vers la fin du Moyen Âge, nous trouvons aussi des chevaliers qui, avec leurs suites rassemblées Dieu sait comme, se louent au service des princes étrangers et annoncent par là l'effondrement irrémédiable des conditions de la guerre féodale.

En même temps, dans les villes et parmi les paysans libres, là où il en existait encore et où il s'en était formé de nouveaux, se créaient les conditions de base d'une infanterie aguerrie. Jusque-là la chevalerie, avec sa suite également montée, ne constituait pas tellement le noyau de l'armée, que plutôt l'armée elle-même; le train des serfs qui l'accompagnait à pied comme valets d'armée n'apparaissait – en rase campagne – que pour désertir et pour piller. Tant que dura l'apogée de la féodalité, jusqu'à la fin du 18^e siècle, la cavalerie livra toutes les batailles et en décida. À partir de cette date, la chose change, et, en vérité, sur plusieurs points en même temps. La disparition progressive du servage en Angleterre créa une classe nombreuse de paysans libres, propriétaires fonciers (yeomen) ou fermiers, et fournit ainsi la matière première d'une nouvelle infanterie, exercée au maniement de l'arc, l'arme nationale anglaise de l'époque. L'introduction de ces archers qui combattaient toujours à pied, qu'ils fussent montés ou non pendant la marche, donna lieu à une importante modification dans la tactique des armées anglaises. À partir du 14^e siècle, la chevalerie anglaise se bat de préférence à pied, là où le terrain ou d'autres circonstances s'y prêtent. Derrière les archers qui entament le combat et effritent l'ennemi, la phalange fermée de la chevalerie attend pied à terre l'assaut adverse ou le moment propice pour avancer, tandis qu'une partie seulement reste à cheval pour soutenir le combat décisif par des attaques de flanc. Les victoires ininterrompues des Anglais en France à cette époque reposent essentiellement sur cette restauration d'un élément défensif dans l'armée et, pour la plupart, sont tout autant des batailles défensives avec contre-attaques que celles de Wellington en Espagne et en

Belgique. L'adoption par les Français de la nouvelle tactique, – peut-être à partir du moment où les arbalétriers italiens qu'ils louèrent tinrent lieu d'archers anglais – mit fin à la marche victorieuse des Anglais. De même, au début du 14^e siècle, l'infanterie des villes de Flandre avait osé – et souvent avec succès – affronter la chevalerie française en rase campagne, et, en essayant de livrer traîtreusement les paysans impériaux libres de Suisse au grand-duc d'Autriche qui n'était autre que lui-même, l'empereur Albert poussa à la création de la première infanterie de renommée européenne. Dans les triomphes des Suisses sur les Autrichiens et sur les Bourguignons, la cavalerie cuirassée – montée ou à pied – succomba définitivement devant l'infanterie, l'armée féodale devant les débuts de l'armée moderne, le chevalier devant le bourgeois et le paysan libre. Et pour confirmer dès l'abord le caractère bourgeois de leur République, la première République indépendante d'Europe, les Suisses firent argent immédiatement de leur gloire militaire. Tous les scrupules politiques disparurent; les cantons se transformèrent en bureaux d'enrôlement, afin de rassembler des mercenaires pour le plus offrant. Ailleurs aussi, et notamment en Allemagne, le tambour du racoleur circula; mais le cynisme d'un gouvernement qui ne semblait être là que pour vendre ses ressortissants, reste inégalé jusqu'au moment où, à l'époque de l'avidité nationale le plus profond, des princes allemands le surpassèrent.

Ensuite, au 14^e siècle, la poudre à canon et l'artillerie furent également apportées en Europe par les Arabes en passant par l'Espagne. Jusqu'à la fin du Moyen Âge l'arme à feu portative resta sans importance, ce qui se conçoit, car la flèche de l'archer de Crécy portait tout aussi loin et touchait peut-être plus sûrement, – bien qu'elle n'eût pas le même effet, – que le fusil à canon lisse du fantassin de Waterloo. Le canon de campagne était encore également dans l'enfance; par contre les canons lourds avaient déjà plus d'une fois battu en brèche les remparts exposés des châteaux des chevaliers et annoncé à la noblesse féodale que la poudre scellait la fin de son règne.

La diffusion de l'imprimerie, la reprise de l'étude de la littérature antique, tout le mouvement de la culture qui se renforce et s'universalise de plus en plus à partir de 1450, tout cela favorisa la bourgeoisie et la royauté dans leur lutte contre la féodalité. [...]

LIGNES DE MIRE

THÉORIE DE LA VIOLENCE (SUITE)

Considérons cependant d'un peu plus près cette « violence » toute-puissante de M. Dühring. Robinson asservit Vendredi « l'épée à la main ». Où a-t-il pris l'épée ? Même dans les îles imaginaires des robinsonnades, les épées, jusqu'ici, ne poussent pas sur les arbres et M. Dühring laisse cette question sans réponse. De même que Robinson a pu se procurer une épée, nous pouvons tout aussi bien admettre que Vendredi apparaît un beau matin avec un revolver chargé à la main, et alors tout le rapport de « violence » se renverse : Vendredi commande et Robinson est forcé de trimer. Nous nous excusons auprès du lecteur de revenir avec tant de suite dans les idées sur l'histoire de Robinson et de Vendredi qui, à vrai dire, est du ressort du jardin d'enfants et non de la science, mais qu'y pouvons-nous ? Nous sommes obligés d'appliquer en conscience la méthode axiomatique de M. Dühring et ce n'est pas notre faute si, de ce fait, nous évoluons continuellement dans le domaine de la puérité pure. Donc, le revolver triomphe de l'épée et même l'amateur d'axiomes le plus puéril concevra sans doute que la violence n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour sa mise en œuvre des conditions préalables très réelles, notamment des instruments, dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait ; qu'en outre ces instruments doivent être produits, ce qui signifie aussi que le producteur d'instruments de violence plus parfaits, grossièrement parlant des armes, l'emporte sur le producteur des moins parfaits et qu'en un mot la victoire de la violence repose sur la production d'armes, et celle-ci à son tour sur la production en général, donc... sur la « puissance économique », sur l' « état économique », sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la violence.

La violence, ce sont aujourd'hui l'armée et la flotte de guerre, et toutes deux coûtent, comme nous le savons tous à nos dépens, « un argent fou ». Mais la violence ne peut pas faire de l'argent, elle peut tout au plus rafler celui qui est déjà fait et cela ne sert pas non plus à grand-chose, comme nous l'avons également appris à nos dépens avec les milliards de la France. L'argent doit donc, en fin de compte, être fourni par le moyen de la production économique ; la violence est donc une fois de plus déterminée par l'état économique, qui lui procure les moyens de s'armer et de conserver ses engins. Mais cela ne suffit pas. Rien ne dépend plus de conditions économiques préalables que justement l'armée et la flotte. Armement, composition, organisation, tactique et stratégie dépendent

avant tout du niveau atteint par la production dans chaque cas, ainsi que des communications. Ce ne sont pas les « libres créations de l'intelligence » des capitaines de génie qui ont eu en cette matière un effet de bouleversement, c'est l'invention d'armes meilleures et la modification du matériel humain, le soldat ; dans le meilleur des cas, l'influence des capitaines de génie se borne à adapter la méthode de combat aux armes et aux combattants nouveaux.

Au début du 14^e siècle, la poudre à canon est passée des Arabes aux Européens occidentaux et a bouleversé, comme nul ne l'ignore, toute la conduite de la guerre. Mais l'introduction de la poudre à canon et des armes à feu n'était nullement un acte de violence, c'était un progrès industriel, donc économique. L'industrie reste l'industrie, qu'elle s'oriente vers la production ou la destruction d'objets. Et l'introduction des armes à feu a eu un effet de bouleversement non seulement sur la conduite même de la guerre, mais aussi sur les rapports politiques, rapports de domination et de sujétion. Pour obtenir de la poudre et des armes à feu, il fallait l'industrie et l'argent, et tous deux appartenaient aux bourgeois des villes. C'est pourquoi les armes à feu furent dès le début les armes des villes et de la monarchie montante, appuyée sur les villes, contre la noblesse féodale. Les murailles jusque-là imprenables des châteaux forts des nobles tombèrent sous les coups des canons des bourgeois, les balles des arquebuses bourgeoises traversèrent les cuirasses des chevaliers. Avec la cavalerie cuirassée de la noblesse, s'effondra aussi la domination de la noblesse ; avec le développement de la bourgeoisie, l'infanterie et l'artillerie devinrent de plus en plus les armes décisives ; sous la contrainte de l'artillerie, le métier de la guerre dut s'annexer une nouvelle subdivision tout à fait industrielle : le corps des ingénieurs.

Le développement des armes à feu se fit très lentement. Le canon restait lourd, l'arquebuse grossière, malgré de nombreuses inventions de détail. Il fallut plus de trois cents ans pour mettre au point une arme valable pour équiper toute l'infanterie. Ce n'est qu'au début du 18^e siècle que le fusil à pierre avec baïonnette supplante définitivement la pique dans l'armement de l'infanterie. L'infanterie d'alors se composait de mercenaires au service des princes, qui avaient belle tenue à l'exercice, mais qui étaient très peu sûrs et dont la bastonnade était l'unique moyen de cohésion ; elle était recrutée parmi les éléments les plus dépravés de la société et, souvent, parmi les prisonniers de guerre ennemis enrôlés de force, et la seule forme de combat dans laquelle ces soldats pussent

utiliser le nouveau fusil était la tactique linéaire, qui atteignit son achèvement suprême sous Frédéric II. Toute l'infanterie d'une armée était disposée sur trois rangs en un très long quadrilatère creux, et en ordre de bataille elle ne se mouvait qu'en bloc; tout au plus autorisait-on l'une des deux ailes à avancer ou à reculer un peu. Cette masse maladroite ne pouvait se mouvoir en ordre que sur un terrain tout à fait plat et là encore à cadence lente (75 pas à la minute); il était impossible de changer l'ordre de bataille au cours de l'action et une fois l'infanterie au feu, la victoire ou la défaite se décidaient très rapidement, d'un seul coup.

Ces lignes peu maniables se heurtèrent dans la guerre d'indépendance américaine à des bandes de rebelles qui, certes, ne savaient pas faire l'exercice, mais n'en tiraient que mieux avec leurs carabines rayées; ils combattaient pour leurs intérêts à eux, donc ne désertaient pas comme les troupes mercenaires et ils n'avaient pas l'obligance d'affronter les Anglais en se disposant comme eux en ligne et en terrain découvert, mais se présentaient en groupes de tirailleurs dispersés et rapidement mobiles, sous le couvert des forêts. La ligne était impuissante ici et succombait aux adversaires invisibles et insaisissables. On redécouvrait la disposition en tirailleurs: méthode de combat nouvelle due à un matériel humain modifié.

Ce qu'avait commencé la révolution américaine, la Révolution française l'acheva, également sur le terrain militaire. Aux armées mercenaires de la coalition si bien entraînées, elle n'avait, elle aussi, à opposer que des masses mal exercées, mais nombreuses, la levée en masse de toute la nation. Mais avec ces masses il fallait protéger Paris, donc couvrir une zone déterminée et cela ne pouvait se faire sans une victoire dans une bataille de masses à découvert. Le simple combat en tirailleurs ne suffisait pas: il fallait trouver une formation pour l'utilisation des masses et elle se trouva avec la colonne. La formation en colonne permettait, fût-ce à des troupes peu entraînées, de se mouvoir avec assez d'ordre, et même avec une vitesse de marche plus grande (100 pas et plus à la minute); elle permettait d'enfoncer les formations rigides du vieil ordre en ligne, de combattre sur tout terrain, par conséquent même sur ceux qui étaient le plus défavorables à la ligne, de grouper les troupes de la manière qui convenait suivant les besoins, et en liaison avec le combat de tirailleurs dispersés, de retenir, d'occuper et de fatiguer les lignes ennemies jusqu'à ce que le moment fût venu de les rompre au point décisif de la position avec des masses tenues

en réserve. Si par conséquent cette nouvelle méthode de combat, qui reposait sur la combinaison de tirailleurs et de colonnes et sur la distribution de l'armée en divisions ou en corps autonomes, composés de toutes les armes, et qui fut portée au sommet de sa perfection par Napoléon aussi bien sous son aspect tactique que stratégique, était devenue nécessaire, c'était surtout en raison de la modification du matériel humain, le soldat de la Révolution française. Mais elle avait encore dans le domaine technique deux conditions préalables d'une grande importance: premièrement, le montage des pièces de campagne sur affûts plus légers qui avait été mis au point par Gribeauval et qui seul rendait possible le mouvement plus rapide qu'on exigeait d'elles maintenant, et, deuxièmement, la cambrure de la crosse du fusil qui jusque-là était une prolongation du canon en droite ligne; introduit en France en 1777, cet emprunt au fusil de chasse permettait de viser un adversaire pris à part avec des chances de l'atteindre. Sans ce progrès, on n'aurait pas pu opérer en tirailleurs avec l'arme ancienne.

Le système révolutionnaire qu'était l'armement du peuple entier fut bientôt limité à la conscription (avec remplacement par rachat en faveur des riches), et adopté sous cette forme dans la plupart des grands États du continent. Seule, la Prusse, avec son système de Landwehr, essaya de faire appel dans une plus large mesure à la force militaire du peuple. La Prusse est, en outre, le premier État qui – après le rôle sans lendemain joué par le bon fusil à baguette rayé qui avait été perfectionné entre 1830 et 1860 – ait pourvu toute son infanterie de l'arme la plus moderne, le fusil rayé chargé par la culasse. C'est à ces deux dispositions qu'elle dut ses succès de 1866.

Dans la guerre franco-allemande s'opposèrent pour la première fois deux armées qui disposaient toutes deux du fusil rayé chargé par la culasse, et cela en ayant toutes deux des formations tactiques essentiellement semblables à celles du temps du vieux fusil à pierre et à canon lisse, réserve faite de l'introduction de la colonne de compagnie à l'aide de laquelle les Prussiens avaient tenté de trouver une forme de combat mieux appropriée au nouvel armement. Mais lorsque le 18 août à Saint-Privat, la garde prussienne voulut faire un essai sérieux de la colonne de compagnie, les cinq régiments les plus engagés perdirent, en deux heures au maximum, plus d'un tiers de leur effectif (176 officiers et 5 114 hommes), et de ce jour, la colonne de compagnie était condamnée en tant que formation de combat, au même titre que la colonne de bataillon et la ligne. On abandonna toute

LIGNES DE MIRE

tentative d'exposer à l'avenir au feu de l'ennemi toute espèce de formation serrée, et du côté allemand, on ne combattit plus qu'avec ces groupes denses de tirailleurs en lesquels jusqu'ici, sous la grêle de balles frappant au but, la colonne s'était déjà régulièrement décomposée toute seule, mais auxquels en haut lieu on s'était toujours opposé comme contraires à la discipline ; et de même, dans le champ de tir de l'ennemi, le pas de course devint désormais la seule façon de se déplacer. Encore une fois, le soldat avait été plus malin que l'officier ; il avait trouvé instinctivement la seule forme de combat qui fasse ses preuves jusqu'ici sous le feu du fusil chargé par la culasse, et il l'imposa avec succès malgré la résistance du commandement.

La guerre franco-allemande a marqué un tournant d'une tout autre signification que tous les tournants précédents. D'abord, les armes sont si perfectionnées qu'un nouveau progrès capable d'avoir quelque influence bouleversante n'est plus possible. Lorsque l'on a des canons avec lesquels on peut toucher un bataillon du plus loin que l'œil le distingue, ainsi que des fusils qui en font autant en prenant l'homme isolé pour cible et avec lesquels l'armement prend moins de temps que la visée, tous les autres progrès sont plus ou moins indifférents pour la guerre en rase campagne. Pour l'essentiel, l'ère du développement est donc close de ce côté. Mais en second lieu, cette guerre a contraint tous les grands États continentaux à introduire chez eux en le renforçant le système de l'armée de réserve (Landwehr) prussienne et, ce faisant, une charge militaire qui les mènera forcément à leur ruine en peu d'années. L'armée est devenue le but principal de l'État, elle est devenue un but en soi ; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers États entre eux les oblige d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple – ouvriers de la ville et des champs et paysans – a une volonté. À ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périclète de la dialectique de son propre développement.

Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser précisément parce qu'elle était bourgeoise et non prolétarienne, l'acte de donner aux masses laborieuses une volonté dont le contenu correspondit à leur situation de classe – le socialisme y parviendra infailliblement. Et cela signifie l'éclatement par l'intérieur du militarisme et avec lui, de toutes les armées permanentes.

Voilà une des moralités de notre histoire de l'infanterie moderne. La deuxième, qui nous ramène de nouveau à M. Dühring, est que toute l'organisation et la méthode de combat des armées, et par suite, la victoire et la défaite s'avèrent dans la dépendance des conditions matérielles, c'est-à-dire économiques, du matériel humain et du matériel d'armement, donc de la qualité et de la quantité de la population ainsi que de la technique. Seul, un peuple de chasseurs comme les Américains pouvait redécouvrir le combat en tirailleurs – et s'ils étaient chasseurs, c'était pour des raisons purement économiques, de même que, maintenant, c'est pour des raisons purement économiques que les mêmes Yankees des anciens États se sont métamorphosés en paysans, industriels, marins et négociants qui tiraillent non plus dans les forêts vierges, mais d'autant mieux, en revanche, sur le terrain de la spéculation, où ils ont aussi poussé très loin l'utilisation des masses. Seule, une révolution comme la Révolution française, qui émancipa économiquement le bourgeois et notamment le paysan, pouvait trouver les armées de masse en même temps que les libres formes de mouvement sur lesquelles se brisèrent les vieilles lignes rigides – images militaires de l'absolutisme pour lequel elles se battaient. Et nous avons vu, cas par cas, comment les progrès de la technique, dès qu'ils étaient applicables et appliqués dans le domaine militaire, obligeaient aussitôt et presque de force à des changements, voire à des bouleversements de la méthode de combat, et qui plus est, souvent contre la volonté du commandement de l'armée. En outre, il n'est pas un sous-officier zélé qui ne fût capable dès aujourd'hui d'éclairer M. Dühring sur la façon dont la conduite de la guerre dépend de la productivité et des moyens de communications de l'arrière comme de ceux du théâtre des opérations. Bref, partout et toujours, ce sont les conditions et les moyens de puissance économique qui aident la « violence » à remporter la victoire, sans laquelle elle cesse d'être violence, et celui qui, selon les principes de M. Dühring, voudrait réformer la chose militaire en

partant du point de vue opposé, ne récolterait que des coups¹.

Si nous passons maintenant de la terre sur la mer, les vingt dernières années à elles seules nous offrent un bouleversement d'une portée tout autre encore. Le vaisseau de combat de la guerre de Crimée était le deux-ponts ou le trois-ponts en bois, armé de 60 à 100 canons, qui marchait encore de préférence à la voile et n'avait qu'une faible machine à vapeur de secours. Il portait surtout des pièces de 32 avec un corps de canon d'environ 50 quintaux de 100 livres, et seulement quelques pièces de 68 pesant 95 quintaux. Vers la fin de la guerre apparurent des batteries flottantes blindées, monstres lourds, presque immobiles, mais invulnérables pour l'artillerie d'alors. Bientôt, le blindage d'acier fut transféré aussi aux vaisseaux de ligne; mince encore au début, une épaisseur de quatre pouces passait déjà pour un blindage extrêmement lourd. Mais le progrès de l'artillerie dépassa bientôt le blindage; pour chacune des épaisseurs de blindage qui furent employées l'une après l'autre, il se trouva une nouvelle pièce plus lourde, qui la perçait avec facilité. Nous voici donc, d'une part, à des épaisseurs de 10, 12, 14, 24 pouces (l'Italie va faire construire un navire avec un blindage de trois pieds d'épaisseur); d'autre part, à des pièces rayées dont les canons pèsent 25, 35, 80, et même 100 tonnes (de 20 quintaux) et qui lancent à des distances inouïes auparavant des projectiles de 300, 400, 1 700 et 2 000 livres. Le navire de combat d'aujourd'hui est un gigantesque vapeur à hélice blindé déplaçant 8 000 à 9 000 tonnes avec une puissance de 6 000 à 8 000 chevaux, à tourelles mobiles et 4 ou au maximum 6 pièces lourdes, avec une proue qui se termine au-dessous de la ligne de flottaison en un éperon destiné à couler les navires ennemis; c'est une machine colossale unique, sur laquelle la vapeur effectue non seulement la propulsion rapide, mais aussi le pilotage, la manœuvre de l'ancre, la rotation des tourelles, le pointage et la charge des pièces, le pompage de l'eau, la rentrée et la mise à flot des canots, qui eux-mêmes marchent en partie à la vapeur, etc. Et la course entre le blindage et l'efficacité du tir est si peu arrivée à son terme qu'aujourd'hui un navire, d'une façon presque générale, ne répond déjà plus à ce qu'on en exige, est déjà

vieilli avant d'être lancé. Le navire de guerre moderne est non seulement un produit, mais, en même temps, un spécimen de la grande industrie moderne, une usine flottante – qui toutefois produit principalement du gaspillage d'argent. Le pays où la grande industrie est le plus développée, a presque le monopole de la construction de ces navires. Tous les cuirassés turcs, presque tous les cuirassés russes, la plupart des Allemands sont construits en Angleterre; les plaques de blindage, quel qu'en soit l'emploi, sont faites presque uniquement à Sheffield; des trois usines métallurgiques d'Europe qui sont seules capables de fournir les pièces les plus lourdes, deux (Woolwich et Elswick) appartiennent à l'Angleterre, la troisième (Krupp) à l'Allemagne. On voit là de la façon la plus palpable comment la « violence politique immédiate », qui d'après M. Dühring est la « cause décisive de l'état économique », est, au contraire, entièrement assujettie à l'état économique; comment non seulement la production, mais aussi le maniement de l'instrument de la violence sur mer, le vaisseau de guerre, est devenu lui-même une branche de la grande industrie moderne. Et il n'y a personne qui soit plus contrarié par cet état de choses que la violence elle-même, c'est-à-dire l'État, à qui un vaisseau coûte maintenant autant qu'auparavant toute une petite flotte, qui doit se résigner à ce que ces coûteux navires soient déjà vieillis, donc dépréciés, avant même d'avoir pris la mer, et qui ressent certainement tout autant de dépit que M. Dühring à voir que l'homme de l'« état économique », l'ingénieur, est maintenant bien plus important à bord que l'homme de la « violence immédiate », le capitaine. Nous, au contraire, nous n'avons absolument aucune raison d'éprouver de la contrariété à voir que dans cette concurrence entre la cuirasse et le canon, le navire de guerre se perfectionne jusqu'au comble du raffinement, ce qui le rend tout aussi hors de prix qu'impropre à la guerre², et ce que cette lutte révèle, jusque dans le domaine de la guerre navale, ces lois internes du mouvement, ces lois dialectiques selon lesquelles le militarisme, comme tout autre phénomène historique, périt des conséquences de son propre développement.

1. À l'état-major général prussien, on sait aussi cela très bien. « Le fondement des choses militaires est, en première ligne, la forme de vie économique des peuples en général », dit M. Max Jähns, capitaine à l'état-major général, clans une conférence scientifique (*Köln. Ztg.*, 20 avril 1876).

2. Le perfectionnement du dernier produit de la grande industrie pour la guerre navale, la torpille à propulsion automatique, semble destiné à réaliser cet effet: le plus petit torpilleur serait dans ces conditions supérieur au plus puissant cuirassé.

LIGNES DE MIRE

Ici également, nous voyons donc avec évidence qu'il n'est nullement vrai que « l'élément primitif doit être cherché dans la violence politique immédiate et non pas d'abord dans une puissance économique indirecte. »

Au contraire. Qu'est-ce qui apparaît précisément comme « élément primitif » de la violence elle-même ? La puissance économique, le fait de disposer des moyens de puissance de la grande industrie. La violence politique sur mer, qui repose sur les navires de guerre modernes, se révèle comme n'étant absolument pas immédiate, mais précisément due à la médiation de la puissance économique, du haut développement de la métallurgie, de l'autorité exercée sur des techniciens habiles et des mines de charbon abondantes.

Mais à quoi bon tout cela ? Qu'au cours de la chaîne guerre navale on donne le commandement en chef à M. Dühring, et il anéantira toutes les flottes blindées esclaves de l'état économique, sans torpilles ni autres artifices, mais par la seule vertu de sa « violence immédiate ».

TACTIQUE DE L'INFANTRIE DÉDUITE DES CAUSES MATÉRIELLES (1700-1870)

C'est au 14^e siècle que la poudre à canon et les armes à feu furent connues en Europe occidentale et centrale et tous les écoliers savent que ces progrès purement techniques ont révolutionné toute la conduite de la guerre. Mais cette révolution se fit très lentement. Les premières armes à feu étaient très grossières, surtout les arquebuses. Et bien qu'on eût inventé de bonne heure une foule de perfectionnements de détail, le canon rayé, la charge par la culasse, la platine à rouet, etc., il fallut cependant plus de trois cents ans, jusqu'à la fin du 17^e siècle, pour que fût mis au point un fusil approprié à l'armement de toute l'infanterie.

L'infanterie des 16^e et 17^e siècles était composée, soit de piquiers, soit d'arquebusiers. Au début, les piquiers étaient destinés à emporter la décision à l'arme blanche, tandis que le feu des fusiliers assurait la défense. C'est pourquoi les piquiers combattaient en masses profondes, analogues à l'antique phalange grecque. Les fusiliers étaient en profondeur de huit à dix rangs, parce que huit ou dix pouvaient tirer à tour de rôle avant qu'un seul n'eût chargé ; celui qui était prêt à tirer, bondissait au premier rang, tirait et retournait au dernier rang pour recharger.

Le perfectionnement progressif des armes à feu changea cette proportion. Le mousquet put enfin se charger assez rapidement pour qu'il suffise de cinq hommes, donc de pelotons de cinq rangs de profondeur, pour entretenir un feu ininterrompu. Avec le même nombre de mousquetaires, on pouvait donc maintenant occuper un front presque deux fois plus long qu'avant. En raison de l'effet devenu bien plus dévastateur du feu de l'artillerie sur des masses profondes, les piquiers furent maintenant, eux aussi, disposés sur six ou huit rangs seulement et ainsi, l'ordre de bataille se rapprocha peu à peu de la position en ligne, où la décision était désormais remportée par le feu des armes et les piquiers n'étaient plus destinés à l'attaque, mais seulement à couvrir les fusiliers contre la cavalerie. À la fin de cette période, nous trouvons un ordre de bataille en deux formations de combat et une réserve, chaque formation étant rangée en ligne, la plupart du temps sur six rangs de profondeur, l'artillerie et la cavalerie soit dans les intervalles des bataillons, soit sur les ailes ; chaque bataillon d'infanterie se compose au plus pour un tiers de piquiers et au moins pour deux tiers de mousquetaires.

À la fin du 17^e siècle se réalisa enfin le fusil à pierre avec baïonnette et le chargement au moyen de cartouches toutes prêtes. C'est ainsi que la pique disparut définitivement de l'infanterie. Le chargement prenait moins de temps, le feu plus rapide se protégeait lui-même, la baïonnette remplaçait la pique en cas de besoin. Par suite, la profondeur de la ligne pouvait être réduite de six à quatre, puis à trois, enfin, çà et là, à deux hommes. Pour un nombre d'hommes égal, la ligne s'allongea donc de plus en plus, il y eut de plus en plus de fusils tirant simultanément. Mais ces lignes longues et minces devenaient aussi de moins en moins maniables, elles ne pouvaient se mouvoir avec ordre que sur un terrain plat et sans obstacle, et de plus seulement à cadence lente, soixante-dix à soixante-quinze pas à la minute ; or, en plaine, elles offraient à la cavalerie la possibilité d'attaques victorieuses, surtout sur les flancs. Soit pour protéger ces flancs, soit afin de renforcer la ligne de feu qui emportait la décision, on retira la cavalerie tout à fait sur les ailes, de sorte que la ligne de bataille proprement dite ne se composait que de l'infanterie avec son artillerie légère de bataillon. L'artillerie lourde, extrêmement peu maniable, était en avant des ailes et changeait de position une fois tout au plus pendant la bataille. Les troupes à pied étaient rangées en deux formations dont les flancs étaient protégés par de l'infanterie disposée perpendiculairement, de sorte qu'elles

étaient formées en un seul rectangle très allongé et creux. Quand cette masse peu maniable n'avait pas à se mouvoir d'un bloc, elle ne pouvait se diviser qu'en trois parties, le centre et les deux ailes, et le mouvement partiel consistait en tout à pousser en avant l'aile qui débordait celle de l'ennemi pour la tourner, tandis que l'on tenait l'autre en arrière comme une menace pour empêcher l'ennemi de modifier son front en conséquence. Changer l'ensemble du dispositif pendant la bataille prenait tant de temps et offrait à l'ennemi tant de points faibles qu'essayer signifiait presque toujours aller à la défaite. Le dispositif initial restait donc déterminant pour toute la bataille et dès que l'infanterie était au feu, la décision intervenait d'un seul coup, sans retour. Toute cette méthode de combat, développée au maximum par Frédéric II, était le résultat inévitable de l'action convergente de deux facteurs matériels : le matériel humain des armées mercenaires des princes d'alors, impeccables à l'exercice, mais tout à fait peu sûres, qui ne devaient leur cohésion qu'à la bastonnade et se composaient pour une part de prisonniers de guerre ennemis enrôlés de force, et, en second lieu, l'armement : le canon lourd peu maniable et le fusil à pierre à baïonnette avec son canon lisse qui tirait vite, mais mal.

Cette méthode de combat prévalut tant que les deux adversaires en restèrent au même point quant au matériel humain et à l'armement et que chacun trouva donc avantage à observer rigoureusement la règle prescrite. Mais lorsqu'éclata la guerre d'indépendance américaine, les soldats mercenaires bien entraînés eurent soudain en face d'eux des bandes d'insurgés, qui ne savaient peut-être pas faire l'exercice, mais tiraient d'autant mieux, avaient pour la plupart des carabines à tir précis et combattaient pour leur propre cause, donc ne désertaient pas. Ces insurgés ne firent pas aux Anglais le plaisir de danser avec eux en terrain découvert, selon toutes les règles traditionnelles de l'étiquette guerrière, le célèbre menuet à pas lent des batailles ; ils attirèrent l'adversaire dans des forêts touffues, où ses longues colonnes en marche étaient exposées sans défense au feu de tireurs éparpillés et invisibles ; formés en ordre dispersé, ils utilisaient le moindre couvert du terrain pour porter préjudice à l'ennemi et, en outre, grâce à leur grande mobilité, ils restaient toujours hors d'atteinte pour ses masses pesantes. Le combat par le feu de tireurs éparpillés, qui avait déjà joué un rôle au moment de l'introduction des armes à feu individuelles, se montra donc ici, dans certains cas, surtout dans la guérilla, supérieur à l'ordre en ligne.

Si les soldats des armées européennes de mercenaires n'étaient déjà pas faits pour le combat dispersé, leur armement l'était moins encore. Certes, on n'appuyait plus en tirant l'arme contre sa poitrine comme l'avaient fait les anciens mousquetaires, on épaulait comme maintenant. Mais il n'était toujours pas question de viser, car avec la crosse toute droite dans le prolongement du canon, on ne pouvait appliquer l'œil au canon. Ce n'est qu'en 1777, en France, que fut également adoptée pour le fusil d'infanterie la crosse cambrée de l'arme de chasse, et qu'ainsi un feu de tirailleurs efficace devint possible. Un second perfectionnement à citer fut l'affût des canons, plus léger et pourtant robuste, qui fut mis au point par Gribeauval au milieu du 18^e siècle et qui seul rendit possible la mobilité plus grande qu'on exigea par la suite de l'artillerie.

Il était réservé à la Révolution française d'exploiter ces deux progrès techniques sur le champ de bataille. Quand l'Europe coalisée l'attaqua, elle mit à la disposition du gouvernement la totalité de la nation en état de porter les armes. Mais cette nation n'avait pas le temps de s'exercer suffisamment aux ingénieuses manœuvres de la tactique en ligne pour pouvoir opposer à l'infanterie prussienne et autrichienne rompue au service une formation analogue. Or la France manquait non seulement des forêts vierges américaines, mais encore de l'extension pratiquement illimitée du territoire pour la retraite. Il fallait battre l'ennemi entre la frontière et Paris, donc défendre un terrain déterminé, et cela ne pouvait finalement se faire que dans une bataille ouverte de masse. En plus de la formation en tirailleurs, il fallait donc trouver une autre formation qui permît aux masses françaises mal exercées de s'opposer avec quelque chance de succès aux armées permanentes d'Europe. On la trouva dans la colonne fermée, employée pour certains cas déjà, mais la plupart du temps sur le champ de manœuvre seulement. La colonne était plus facile à maintenir en ordre que la ligne ; même s'il s'y créait quelque désordre, elle n'en continuait pas moins, en sa qualité de groupement dense, à opposer une résistance, – tout au moins passive ; elle était plus facile à manier, son chef la gardait mieux en main, et elle pouvait se mouvoir plus vite. La vitesse de marche monta à cent pas et plus à la minute. Mais le résultat le plus important fut celui-ci : l'emploi de la colonne comme forme de combat exclusive des masses permit de décomposer le bloc unique et lourd de l'ancien ordre de bataille en ligne en éléments isolés, doués d'une certaine autonomie, qui adaptaient leur instruction générale aux circons-

LIGNES DE MIRE

tances qu'ils rencontraient et dont chacun pouvait se composer des trois armes à la fois; la colonne était assez plastique pour permettre toutes les combinaisons possibles dans l'emploi des troupes; elle rendit possible l'utilisation des villages et des fermes, encore strictement interdite par Frédéric II, et ceux-ci constituèrent désormais dans chaque bataille les points d'appui principaux; elle était applicable en tout terrain; elle pouvait enfin opposer à la tactique en ligne, qui jouait le sort entier de la bataille sur un seul coup, une méthode de combat qui, grâce aux formations en tirailleurs et à l'emploi progressif des troupes, lequel faisait durer la lutte, fatiguait et usait la ligne au point qu'elle ne pouvait plus résister au choc des troupes fraîches tenues en réserve jusqu'au dernier moment. Tandis que la position en ligne était de force égale sur tous les points, l'adversaire qui combattait en colonne pouvait occuper une partie de la ligne par des simulacres d'attaques montés avec de faibles forces et concentrer ses masses principales pour l'attaque au point décisif de la position. Le combat par le feu fut de préférence livré à l'aide de formations de tirailleurs dispersées tandis que les colonnes devaient exécuter l'attaque à la baïonnette. On avait donc de nouveau un rapport semblable à celui des groupes de fusiliers et des masses de piquiers au début du 16^e siècle, à cela près que les colonnes modernes pouvaient à chaque instant se disperser en tirailleurs et que ceux-ci pouvaient également se regrouper en colonnes.

La nouvelle méthode de combat, dont l'utilisation fut développée au maximum par Napoléon, était si supérieure à l'ancienne, que celle-ci s'effondra irrémédiablement et sans recours devant elle, en fin de compte à Iéna où les lignes prussiennes peu maniables, lentes, inutilisables en majeure partie pour le combat dispersé fondirent littéralement devant le feu en tirailleurs des Français, auquel elles ne pouvaient répondre que par des feux de peloton. Mais si l'ordre de bataille en ligne avait vécu, il n'en allait nullement de même pour la ligne en tant que formation de combat. Peu d'années après la date où avec leurs lignes, les Prussiens avaient fait de si mauvaises affaires à Iéna, Wellington conduisait ses Anglais en ligne contre les colonnes françaises, et ne manquait jamais de les battre. Mais c'est que Wellington avait précisément adopté toute la tactique française, à ceci près toutefois qu'il faisait combattre ses formations d'infanterie en ligne, et non en colonne. Il avait ainsi l'avantage d'employer en même temps au feu tous les fusils et à l'attaque toutes les baïonnettes. Les Anglais ont fait la guerre avec cet ordre de bataille jusque ces dernières

années, et tant à l'attaque (Albuera) que sur la défensive (Inkermann), ils ont conquis des avantages sur des effectifs de beaucoup supérieurs. Bugeaud, qui s'était trouvé face à face avec ces lignes anglaises, les préféra jusqu'au bout à la colonne.

Et cependant, le fusil d'infanterie était bien mauvais, si mauvais qu'il était rare d'atteindre un homme isolé à cent pas et tout aussi rare de toucher un bataillon entier à trois cents pas. Aussi, lorsque les Français vinrent en Algérie, subirent-ils de fortes pertes sous le feu des longs fusils des Bédouins tirant à des distances où leurs armes étaient sans effet. Ici, seule la carabine rayée pouvait être efficace; or c'est précisément en France qu'on avait toujours regimbé contre la carabine, même comme arme exceptionnelle, à cause de sa charge lente et de son encrassement rapide. Mais maintenant que se faisait sentir le besoin d'une carabine facile à charger, il fut aussi satisfait rapidement. Les travaux préparatoires de Delvigne furent suivis par le fusil à baguette de Thouvenin et le projectile à expansion de Minié, lequel mettait sur pied d'égalité, quant au chargement, le fusil rayé et le fusil lisse; de sorte que, dorénavant, toute l'infanterie put être armée de fusils rayés à longue portée et à tir précis. Mais le fusil rayé à baguette n'avait pas encore eu le temps de créer la tactique qui lui convenait qu'il était déjà évincé par l'arme de guerre la plus moderne, le fusil rayé chargé par la culasse; en même temps, d'ailleurs, les canons rayés devenaient de plus en plus utilisables.

L'armement de la nation entière tel que l'avait créé la révolution, avait bientôt subi de sérieuses limitations. On n'enrôlait dans l'armée permanente qu'une partie des jeunes gens astreints au service, par tirage au sort, et c'est tout au plus, si l'on formait, avec une partie plus ou moins grande des autres citoyens, une garde nationale mal entraînée. Ou encore, là où on pratiquait avec une réelle rigueur le service militaire obligatoire, on formait, tout au plus, une armée de milice entraînée quelques semaines seulement sous les drapeaux, comme en Suisse. Des considérations financières obligeaient à choisir entre la conscription et l'armée de milice. Un seul pays d'Europe, et encore un des plus pauvres, essaya de combiner service militaire obligatoire et armée permanente: ce fut la Prusse. Et bien que l'obligation du service pour tous dans l'armée permanente n'ait jamais été réalisée qu'approximativement, cela également pour des raisons financières impératives, le système prussien de la réserve mit à la disposition du gouvernement un nombre si important d'hommes entraînés et organi-

sés dans des cadres bien formés que la Prusse était nettement supérieure à n'importe quel autre pays de population égale.

Dans la guerre franco-allemande de 1870, le système français de la conscription succomba devant le système prussien de la réserve. Mais, pour la première fois aussi, les deux partis furent, dans cette guerre, armés de fusils chargés par la culasse, cependant que les formes réglementaires dans lesquelles les troupes évoluaient et se battaient étaient pour l'essentiel les mêmes qu'au temps du vieux fusil à pierre. Tout au plus, rendait-on un peu plus denses les formations en tirailleurs. Pour le reste, les Français continuaient à combattre avec les vieilles colonnes de bataillon, parfois aussi en ligne, tandis que chez les Allemands l'adoption de la colonne de compagnie signifiait au moins un essai pour trouver une nouvelle forme de combat plus adaptée à l'arme nouvelle. C'est ainsi qu'on se tira d'affaire dans les premières batailles. Mais lorsque, au cours de l'assaut sur Saint-Privat (18 août), trois brigades de la garde prussienne essayèrent de mettre sérieusement en pratique la tactique de la colonne de compagnie, on put voir la puissance écrasante du fusil chargé par la culasse. Des cinq régiments les plus engagés (15 000 hommes), presque tous les officiers (176) et 5 114 hommes tombèrent, soit plus d'un tiers. Dans son ensemble, l'infanterie de la garde, qui avait marché au combat avec un effectif de 28 160 hommes, perdit ce jour-là 8 230 hommes, dont 307 officiers. Dès lors, la colonne de compagnie était condamnée comme formation de combat, tout autant que la masse de bataillon ou la ligne. On abandonna toute tentative d'exposer désormais la moindre troupe compacte au feu de l'ennemi; du côté allemand, le combat ne fut plus mené autrement qu'avec ces formations denses de tirailleurs dans lesquelles jusqu'ici les colonnes s'étaient déjà régulièrement décomposées d'elles-mêmes sous la grêle des balles, mais que d'en haut, on avait combattues comme contraires au bon ordre. Le soldat s'était montré une fois encore plus malin que l'officier; la seule forme de combat qui ait jusqu'ici fait ses preuves sous le feu du fusil rayé chargé par la culasse, c'était lui qui l'avait trouvée instinctivement et il l'imposa victorieusement malgré la répugnance des chefs. De même, on n'utilisa plus que le pas de course à portée du terrible feu des fusils.

AUX ARMES CITOYENS/VALMY 2.0

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein

LIGNES DE MIRE

« La concurrence des divers États entre eux les oblige [...] à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le manie- ment des armes donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté. [...] Et ce moment vient dès que la masse du peuple [...] a une volonté. À ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement¹. »

LA GUERRE D'AUTODÉFENSE nationale de l'Ukraine a remis grandeur nature sur le devant de la scène les questions du militarisme, du réarmement et plus généralement les questions militaires. À cette occasion, il est sans doute temps de redonner à ces questions un peu de souffle en réfléchissant à une pensée alternative transitoire. C'est là l'objet de ce modeste dossier « Partis pris » que nous publions dans ce numéro 11 d'*Adresses*. Six textes ont retenu notre attention : « L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne » et « Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale » d'Hanna Perekhoda, « Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis » de Michael Hertoft, « Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe ? » de Christian Zeller, « Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger » de Li Andersson et « Soutenir la résistance ukrainienne, pas les plans de réarmement monstrueux » de Simon Pirani.

Le 26 février dernier, Hanna Perekhoda publiait un billet titré « Comment financer la défense européenne (et comment ne pas le faire)² ». Elle y rappelait que l'abandon par les États-Unis de l'Ukraine, la « dernière ligne de défense de la sécurité européenne », allait obliger les États européens, réfugiés de longue date sous le parapluie américain, à repenser leur système de défense. C'est chose faite. La remilitarisation de l'Europe est en route. Du moins l'idée est-elle en marche dans plusieurs capitales. On ne manquera pas de critiquer les choix et les politiques des États et de l'Union européenne, celles d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Ce n'est pas l'objet de cet article³.

Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein ont été des syndicalistes sous l'uniforme, membres d'Information pour les droits du soldat (IDS) et de la Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO).

Adresses, internationalisme et démocr@tie, n° 11.

1. Friedrich Engels, *Anti-Dürhing*, Paris, Éditions sociales, 1977.

2. Europe solidaire sans frontières, 26 février 2025.

3. À propos des budgets militaires, on se reportera notam-

La véritable question, toujours selon Hanna Perekhoda, est de savoir « si l'Union européenne, et *en particulier la gauche*⁴, a un programme concret pour faire face à cette crise ». Si elle persiste, poursuit-elle, à « déplorer la militarisation sans proposer de solutions aux menaces très réelles auxquelles nous sommes tous confrontés », elle abandonnera « la société au profit de sa propre pureté idéologique ». C'est ce qu'on pourrait désigner comme l'établissement d'une ligne Maginot mentale. On sait ce qu'il advient en général des lignes Maginot. À cela vient s'ajouter un phénomène plus ou moins surprenant, l'union des gauches pacifistes, munichoises et crypto-poutinistes qui, *de facto* font campagne de concert avec une extrême droite à la fois philo-poutiniste et philo-trumpiste, sur un leitmotiv classique : plutôt le beurre que les canons, la paix tout de suite et quoi qu'il en coûte (à la liberté ukrainienne). Laissons la parole à Hanna Perekhoda :

L'approche la plus dangereuse et la plus négative consisterait à réduire les dépenses sociales pour financer l'augmentation des dépenses militaires. C'est la voie que les néolibéraux proposent déjà : réduire les budgets de la santé, de l'éducation, des retraites et de la protection sociale pour réaffecter ces fonds à la défense. Cependant, il est évident que l'affaiblissement de la protection sociale aggraverait les inégalités, alimenterait les tensions sociales et, en fin de compte, déstabiliserait les démocraties. À l'heure où le populisme d'extrême droite gagne du terrain, imposer l'austérité renforcerait rapidement les forces antidémocratiques. Étant donné le soutien manifeste de la Russie et des États-Unis à ces forces, une telle mesure est exactement ce qu'espèrent Trump et Poutine. Une autre solution consisterait à augmenter les impôts des ultra-riches et des multinationales. Ceux qui ont le plus profité de la démocratie devraient contribuer le plus à sa défense. La mise en place d'impôts progressifs sur la fortune, d'impôts sur l'énergie et d'une réglementation plus stricte de l'impôt sur les sociétés pourrait générer des recettes sans nuire aux citoyens ordinaires⁵.

ment à Miguel Urbán, « ReArm Europe et la militarisation des esprits », Réseau Bastille, 21 mars 2005.

4. Souligné par nous.

5. Hanna Perekhoda, « Comment financer la défense européenne (et comment ne pas le faire) », Europe solidaire sans frontières, 26 février 2025.

Hanna Perekhoda, note que ce ne serait que justice si la confiscation des 300 milliards d'euros d'actifs russes gelés finançait la défense de l'Ukraine, mais que « la justice est une notion dangereuse » pour les tenants de l'ordre établi. La mise en œuvre de cette justice mettrait « en péril les fondements mêmes du capitalisme [...], scénario impensable pour ceux qui profitent de ses injustices ». Enfin, écrit-elle dans l'article que nous publions dans ces colonnes, il faut « rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale ». Si la gauche veut rester crédible, elle doit « adopter une position claire sur les questions de défense ». À défaut, elle ne ferait que laisser les droites dominer le débat. Dans son article (« Comment gérer les dilemmes de défense de l'Europe »), Christian Zeller rappelle qu'il est à la fois possible de lutter contre le réarmement et d'aider militairement l'Ukraine⁶. Li Andersson va dans le même sens en insistant pour sa part sur la nécessité de penser « l'autonomie stratégique de l'Europe⁷ ». Le débat est ouvert, les nuances et les divergences se dessinent tout en ouvrant de larges plages d'accords.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici que les forces démocratiques et progressistes mondiales paieront le prix fort en cas de victoire de la Fédération de Russie et qu'inversement c'est la défaite militaire de celle-ci qui entraînera la chute de la dictature poutiniste.

Dans les colonnes d'Europe solidaire sans frontières, parodiant Clemenceau, Pierre Vandevorde, écrit : « L'armée, c'est trop sérieux pour rester l'affaire des militaires⁸. » On pourrait même dire, en extrapolant un peu ce qu'il écrit, que c'est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux politiciens bourgeois. Reprenant les mises en garde formulées par Hanna Perekhoda, il rappelle que la gauche devrait mener campagne pour la mise sous contrôle public des industries d'armement. Il insiste sur la nécessité d'ouvrir « la réflexion et le débat » sur la question

6. Dans un entretien publié par le site Aplutsoc le 11 juin 2022, Vladislav Starodubtsev s'écriait : « Vous voulez un bon moyen de démanteler l'Europe et les USA ? Facile, il suffit de les donner à l'Ukraine ! »

7. Voir dans ce numéro d'Adresses, Li Andersson, « Trump et Poutine : une alliance autoritaire qui nous met tous en danger ».

8. Pierre Vandevorde, « Une invite à la réflexion (France) : l'armée, c'est trop sérieux pour rester l'affaire des militaires », Europe solidaire sans frontières, 6 mars 2025.

LIGNES DE MIRE

militaire en renouant avec l'expérience des comités de soldats des années 1970, à la lumière de « ce que l'expérience ukrainienne nous apprend ». Il devient nécessaire de reposer les questions du droit syndical à l'armée, de la fin de l'armée de métier ou encore de la mise en place d'une réelle instruction militaire citoyenne.

De son côté, la Gauche anticapitaliste belge ouvre le débat en publiant une déclaration intitulée : « Face à l'axe Trump-Musk-Poutine et aux gouvernements néolibéraux autoritaires européens : pour une politique de sécurité anticapitaliste et internationaliste ! ». On y perçoit d'emblée les « leçons » de la guerre d'autodéfense ukrainienne : celle du type d'armes et celles des fins, des moyens et des objectifs à défendre. La Gauche anticapitaliste exhorte « l'ensemble du mouvement social et des forces de gauche à s'emparer sérieusement des enjeux de sécurité pour ne pas les laisser entre les mains de l'extrême droite ou des droites néolibérales ». Se prononçant contre le « plan ReArm Europe qui remet à l'industrie de l'armement et au marché les clés de notre politique de défense », l'organisation se prononce pour l'arrêt des ventes d'armes aux régimes dictatoriaux et colonialistes, pour « la socialisation et planification du secteur de l'armement [...] sous contrôle démocratique » et pour l'envoi des moyens existants vers l'aide à la résistance ukrainienne. La « politique militaire indépendante et internationaliste » met en avant la nécessité d'« une autonomie de défense et stratégique complète par rapport aux États-Unis », ce qui implique la mise en œuvre d'« un programme indépendant de Starlink, l'arrêt des achats de F35, etc. ». Enfin, l'armée doit être démocratisée et placée « sous contrôle citoyen ».

Il est intéressant de rapprocher les observations faites par Zahar Popovitch à l'issue de la défaite de l'armée russe devant Kyiv en 2022 de ce qu'écrivait Philippe Guillaume, en 1949, dans les colonnes de *Socialisme ou barbarie*. Le militant ukrainien relève que « les forces armées ukrainiennes avaient établi des records d'efficacité » dans l'utilisation des armes dont elles disposaient. Pourquoi ? « Une partie de la réponse, souligne-t-il, réside peut-être dans le fait que les Ukrainiens utilisent tous ces outils de manière plus créative et efficace. » Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, Philippe Guillaume rappelait que les prolétaires mobilisés (notamment américains) avaient rapidement assimilé l'usage des nouvelles armes mises à leur disposition. Selon lui, « l'industrialisation de la guerre et les progrès technologiques ne [faisaient] qu'augmenter l'autonomie, l'efficacité

et partant la confiance en soi du combattant ». Il faut se rendre compte, écrivait-il encore, que les progrès « bouleversent si rapidement les conditions de la guerre » qu'ils bousculent à la fois les spécialistes, les états-majors et les combattants. Poussant la réflexion jusqu'à son ultime conséquence possible, il notait que « l'assimilation par les masses de la technique guerrière se retourne objectivement contre les exploiters avant même que les exploités utilisent consciemment leurs armes contre eux. »

Récemment, deux auteurs dont on ne peut soupçonner qu'ils aient la moindre des connivences avec nous, titraient ainsi leur article : « Ce que le Pentagone pourrait apprendre de la guerre en Ukraine⁹ ». Tout à leur plaidoyer pour convaincre le Pentagone de revoir ses procédures d'acquisition des systèmes d'armes, ils donnent raison, à soixante-quinze ans de distance, à Philippe Guillaume en soulignant que les soldats ukrainiens avaient transformé les conditions de production et d'utilisation des matériels militaires en y intégrant des matériels civils (notamment les drones).

L'intelligence collective de la société est bel et bien indispensable à la défense d'un pays assailli qui sait pourquoi il se bat et indispensable à la production des armes qui lui sont nécessaires. La guerre d'Ukraine est venue nous le rappeler.

DÉFENSE NATIONALE, DÉFENSE DU CAPITAL

Il y a quelque trente-cinq ans, avec notre ami Jean-Jacques Ughetto, aujourd'hui disparu, nous avons tenté d'ouvrir aux éditions Syllepse une collection « Point de mire » sous-titrée « Critique et pratique des systèmes militaires ». Inutile de dire que ce fut un flop retentissant¹⁰. L'idée avait germé à l'issue du cycle ouvert par la mobilisation démocratique de la jeunesse encasernée (1972-1982), à laquelle fait référence Pierre Vandevoorde. Celle-ci s'était construite autour de la problématique démocratique que synthétise parfaitement le slogan : « Soldat, sous l'uniforme tu restes un citoyen » ou sa déclinaison, « Soldat, sous l'uniforme tu restes un travailleur ».

9. Jon Schmid et Erik E. Mueller, « What the Pentagon might learn from Ukraine about fielding new tech », *Defense News*, 14 février 2025.

10. Deux titres sont parus : Patrick Le Tréhondat, Patrick Silberstein, Jean-Jacques Ughetto, *Crises et surprises dans l'institution militaire*, Paris, Syllepse/Périscope, 1990 ; et la réédition de la brochure de Pierre Naville, *L'armée et l'État en France*, parue en 1961.

Pour justifier pourquoi trois militants de la gauche révolutionnaire se lançaient dans une telle aventure éditoriale, nous rappelions que « la mise en interrogation de la défense, de son objet et des moyens qu'elle met en œuvre » s'articulait à « notre expérience passée d'appelés du contingent bien décidés à rester sous l'uniforme des citoyens à part entière ». En effet, la lutte menée pour imposer aux armées d'Europe le respect des libertés démocratiques¹¹, pour construire un droit d'association, notamment syndical, avait également permis d'exiger que la Grande Muette dise clairement à la société quelles étaient ses missions.

S'il ne s'était agi que du flop d'un projet éditorial, il ne serait pas utile d'en faire mention ici. Mais en réalité, ce « flop » révélait :

1) le désintéret de la gauche révolutionnaire pour les questions militaires puisque l'antimilitarisme propagandiste et la litote du « défaitisme révolutionnaire¹² » suffisaient à sa politique¹³ ;

11. C'est en 1979 qu'est née à Malmö, en Suède, la Conférence européenne des organisations de conscrits (ECCO). Créée à l'initiative du syndicat d'appelés néerlandais (VVDM), cette organisation – au bureau de laquelle nous avons participé au titre d'Informations pour les droits du soldat – regroupait des organisations syndicales ou à vocation syndicale d'appelés, légales ou clandestines, de plusieurs pays d'Europe. Notons qu'aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, les organisations d'appelés entretenaient des relations soutenues avec les syndicats de sous-officiers et d'officiers. Pour notre part, malgré les conditions de clandestinité qui étaient celles des syndicalistes aux armées en France, nous avons pu, notamment dans le cadre de la Ligue des droits de l'homme, croiser nos préoccupations avec des militaires de carrière eux aussi à la recherche d'une « autre défense ». Pour mémoire, en 1975, sans doute pour lacher du lest, la très officielle revue *Armées d'aujourd'hui* a eu l'audace de publier une tribune intitulée « La tentation syndicale ».

12. Conçu dans le cadre d'un affrontement inter-impérialiste comme celui de la Première Guerre mondiale, le défaitisme révolutionnaire ne peut évidemment s'appliquer dans une guerre de libération nationale comme dans le cas de l'Ukraine. Plus exactement, cette politique doit être mise en œuvre en Russie alors qu'en Ukraine, c'est la préconisation de Trotsky en 1940 qui doit trouver son application.

13. Hier, la suppression de la conscription et le passage à l'armée de métier ont ainsi pu se faire dans une sorte de silence soulagé. L'impôt du sang ne serait désormais payé que par les couches les plus paupérisées de la société. Aujourd'hui, comme l'écrit Michael Hertoft dans l'article que nous publions, certains pensent que « le désarmement est

2) la renonciation de la gauche parlementaire au pouvoir à partir de 1981 tout à la fois à l'introduction de la démocratie aux armées et à la prise en compte de celles-ci comme un enjeu politique et social.

La réflexion à laquelle nous espérons contribuer visait à aider à la « réappropriation des problèmes de défense par l'ensemble des citoyens et des citoyennes », démarche qui impliquait de tenter d'élaborer « une problématique de défense alternative nécessaire à tout projet de transformation de cette société ».

Un des enjeux stratégiques de cette discussion était de ne pas laisser isolées les couches sociales en uniforme face aux courants réactionnaires qui régnaient en maître dans les casernes. Les soldats du rang et l'encadrement inférieur étant par ailleurs souvent d'origine populaire. De plus, la réflexion sur une défense alternative ne pouvait se passer des compétences et de l'expérience de militaires eux-mêmes. Nous pensions donc vital de construire une alliance avec ces « travailleurs en uniforme » et de les gagner à un projet émancipateur auquel ils apporteraient leur contribution. Une démarche qui devait partir de leurs besoins immédiats sur leurs conditions de vie et de travail, en un mot de leurs intérêts sociaux, et qui trouvait son condensé politique dans le syndicalisme aux armées.

Il fallait donc – au moment où, mince affaire, l'empire russo-soviétique s'effondrait – (re)mettre dans le débat public une question toute simple : défendre quoi, comment et contre qui. Alors même que les armées étaient secouées par la crise sociale et par celle des missions, il fallait interroger « l'histoire, les débats et les mises en œuvre » et scruter « ce que la technologie et les bouleversements sociaux induisaient » pour l'organisation des armées. Nous avons lu avec une certaine avidité l'*Essai sur la non bataille* de Guy Brossollet¹⁴ et le livre d'Horst Afheldt qui s'en

par définition de gauche, et que la gauche doit s'opposer à toute production d'armes, à toute utilisation d'armes, et doit donc être une sorte de pacifiste. » Si c'est, écrit-il, une vision qui a l'avantage d'être moralement saine, facile à défendre et raisonnablement logique, elle a la grande faiblesse de ne pas répondre aux problèmes auxquels « nous » sommes confrontés – par exemple, comment un pays peut se défendre lorsqu'il est attaqué par une superpuissance impérialiste. La demande de « paix » a ainsi été utilisée pour refuser de montrer de la solidarité avec l'Ukraine en envoyant des armes.

14. Guy Brossollet, *Essai sur la non bataille*, Paris, Belin, 1975.

LIGNES DE MIRE

inspirait pour l'élaboration d'une défense non suicidaire en Europe¹⁵. Ils arrivaient à la conclusion que les systèmes de défense organisés autour d'une armée *permanente* et *centralisée* étaient dangereux et inadaptés au monde de la fin du 20^e siècle. Ils émettaient des propositions de forces armées intégrées dans la population, décentralisées, démocratiques, dé-hiérarchisées, reposant sur des structures mobiles dotées d'un armement ultramoderne performant¹⁶.

De ce point de vue, le projet éditorial de la collection « Point de mire » mérite d'être rappelé. La note d'intention s'ouvrait ainsi : « Les débats dans notre pays sur les problèmes de défense s'embourbent souvent dans une approche quantitative. » En revanche, au-delà de leur juste dénonciation, tant la doctrine que l'organisation des forces armées – qui s'articulait alors autour du triptyque nucléaire-force de manœuvre-forces d'intervention, restaient peu soumises à la réflexion alternative¹⁷. L'époque était alors, rappelons-le, à ce que les doctrinaires de l'ordre établi appelaient la « défense opérationnelle du territoire », laquelle était conçue, selon le secrétaire d'État à la défense André Fanton « pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la Nation en mai 1968 ». Nous poursuivions la présentation de la collection en notant qu'il était le plus souvent oublié que la politique de défense était à la fois « socialement déterminée » et « amnésique ». En effet, on ignorait plus ou moins

15. Horst Afheldt, *Pour une défense non suicidaire de l'Europe*, Paris, La Découverte, 1985.

16. Le missile antichar Milan était alors présenté comme le parangon de la réorganisation militaire contre les unités de chars. Depuis, les drones, les téléphones portables, l'artillerie guidée à longue portée, les missiles Javelin, et bien d'autres innovations sont arrivées sur le champ de bataille. Notons en ricanant sous cape que dans les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine à grande échelle, le *Washington Post* rappelait que c'était entre autres à cause de la décentralisation – qualifiée de « lacune » – de son armée que l'Ukraine ne pouvait pas être admise dans l'OTAN... Au moment où l'échec russe sur Kyiv se profilait, le spécialiste militaire du quotidien écrivait alors que dans les « poches de résistance disparates », on observait « des unités au niveau du bataillon se battre de manière indépendante ». C'est, écrivait-il encore « peut-être une bénédiction déguisée qui les aide maintenant parce qu'ils ne dépendent pas de systèmes de commandement et de contrôle centralisés »

17. Le Parti socialiste unifié reste sans doute une exception dans ce désert. Opposé à « l'installation d'une armée de métier », le PSU avait mis en débat l'idée d'une « défense populaire ».

délibérément « les formes différentes d'organisation militaire » dont les sociétés avaient pu se doter à certains moments de leur histoire. Il était d'ailleurs révélateur que les célébrations du bicentenaire de la Grande Révolution occultaient avec délice les réalités des armées de l'An II¹⁸.

L'axe néofasciste qui se met en place déstabilise la politique économique et sociale des États et des forces politiques qui se plaçaient, plus ou moins explicitement, sous le parapluie américain. Cette nouvelle donne jette une lumière crue sur le vide que nous avons laissé s'installer dans nos rangs sur les questions militaires¹⁹. Quelles sont les propositions alternatives que la gauche internationaliste et démocratique pourraient mettre en débat ?

LEÇONS UKRAINIENNES

Ce qui se passe dans l'armée ukrainienne devrait pourtant interpeller la gauche de transformation. Il n'est pas rare de voir en Ukraine des treillis dans des rassemblements de protestation sociale et des soldats du rang s'exprimer dans la presse sur

18. À propos des alternatives militaires, on pourra, entre autres, se référer à : Jean Jaurès, *L'armée nouvelle* (Gallica) ; George Orwell, *Le lion et la licorne* (La Murette, RN, 2022) ; « L'armée des hommes libres », Réseau Bastille ; Patrick Le Tréhondat, « La question militaire et l'autogestion », *Autogestion* ; Peter Thatchell, *Democratic Defense*, Londres, Heretic Books, 1985 ; et bien entendu aux réflexions de Léon Trotsky sur la « politique militaire prolétarienne » (Vincent Présumey, « La politique militaire prolétarienne sort du placard », *Aplutsoc*, 21 août 2022) ; Patrick Silberstein, « Armée, lutte des classes et guerre civile : éléments pour une stratégie autogestionnaire », *Mise à Jour*, n° 2-3, 1984 ; Collectif, « Penser la guerre », *ContreTemps*, n° 39, 2018. Sur l'influence du développement technique sur la guerre, on lira avec beaucoup d'intérêt Jean Péré, *La guerre et ses mutations*, Paris, Payot, 1961 ; John F.C. Fuller, *L'influence de l'armement sur l'histoire*, Paris, Payot, 1948 ; B. H. Liddell Hart, *Stratégie*, Paris, Perrin, 1998. Il va de soi que des ouvrages et articles plus récents, notamment celui *L'ours et le renard* de Michel Goya, Paris, Perrin, 2023, et son blog *La Voie de l'épée*, mériteraient d'être pris en compte pour une réflexion militaire « de gauche ».

19. Il n'est pas dans notre objet ici de traiter des choix du PCF et de la France insoumise en matière de défense. Encore qu'il soit difficile de ne pas citer le chef insoumis qui, refusant tout soutien à la résistance ukrainienne, réaffirme à l'occasion que la mission de l'armée française est la défense de « nos » frontières « sur l'Oyapock et le Maroni, dans l'océan Indien et dans les Caraïbes, dans l'Antarctique comme dans le Pacifique ».

leurs conditions de service pour dénoncer des abus. Le mouvement syndical, qui compte des milliers de membres dans les forces armées, entretient des liens permanents avec ses adhérents en uniforme. La première confédération syndicale ukrainienne, la FPU, vient de publier un fascicule *Droits et garanties des militaires mobilisés et démobilisés*. Un syndicat de militaires LGBTQIA+ défend les droits des « gays en uniforme ». Une association de soldates, Veteranka, lutte pour les droits des femmes militaires. La question du droit syndical aux armées est ouvertement discutée alors que le pays est en guerre. Yana Bondareva, qui gère une hotline créée par l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh à destination des soldat-es, explique que « la création de syndicats pour le personnel militaire serait un pas important vers la protection de ses droits et de ses garanties sociales. Les militaires ont le droit d'être représenté-es en matière de salaires, de conditions de service et de soins médicaux. » L'académie des forces terrestres de Lviv a procédé à une élection démocratique pour désigner son directeur. Cinq candidats étaient lice. Les exemples de poussées démocratiques transformatrices dans l'armée ukrainienne abondent. Ils expriment les profondes aspirations du peuple ukrainien qui dans sa lutte de libération nationale contaminent l'espace militaire. Et ils ajoutent à l'armée ukrainienne au combat une « efficacité militaire » reconnue même par les états-majors ou experts occidentaux pourtant hostiles à tout souffle démocratique dans les casernes.

La démocratie sociale et politique aux armées apparaît un élément indispensable au combat militaire. La stratégie militaire en est bouleversée. Les modes de commandement interpellés. L'indispensable et nécessaire discipline militaire dans l'action, sur le terrain dans l'affrontement, repensée. Un nouvel art militaire émerge. Pour la gauche, rester sourde et aveugle à ces « révolutions militaires » en cours, sur le terrain, conduira au mieux à l'impuissance et au pire à la défaite politique face aux manœuvres des classes dominantes sur le réarmement. Le camp de l'émancipation doit disputer aux directions bourgeoises le monopole de la conduite des questions de défense. Dans cette perspective, le soutien à l'Ukraine résistante nous oblige à nous mettre à l'écoute de l'école militaire ukrainienne.

L'ISOLATIONNISME DE GAUCHE : LE CHEMIN VERS L'INSIGNIFIANCE POLITIQUE DANS LE DÉBAT SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Hanna Perekhoda

LIGNES DE MIRE

LE PARLEMENT EUROPÉEN a voté une résolution qui définit la ligne en matière de défense et de réarmement. Les critiques les plus sévères à l'égard de la résolution de la Commission européenne sur la défense et le réarmement proviennent du groupe politique de gauche. Parmi eux, Manon Aubry (France insoumise), qui dénonce : « Vous trouvez de l'argent pour les chars mais pas pour les hôpitaux. » Elle a remarqué avec sarcasme : « C'est comme si, tout d'un coup, il n'y avait plus de réchauffement climatique ni de pauvreté, et que la seule priorité était les véhicules blindés. » De même, Benedetta Scuderi des Verts soutient que « cette course aux armements » mine la croissance et les finances publiques. D'autres voix se sont jointes au chœur, notamment le coprésident de la Gauche Martin Schirdewan et Danilo Della Valle du Mouvement Cinq étoiles. Pendant le discours de Della Valle, un groupe de représentants du Mouvement Cinq étoiles a manifesté en agitant des pancartes telles que « Plus d'armes » ou « Plus d'emplois, moins d'armes ».

Au fond, la position de ces politiciens se résume à ceci : laissons le monde qui nous entoure s'effondrer, laissons les pays être envahis – ce n'est pas notre affaire. Ils déclarent vouloir préserver leur modèle social en augmentant le budget du bien-être tout en limitant les dépenses de sécurité – un idéal que partagerait tout politique de gauche. Ce qu'ils ignorent commodément, c'est que le modèle social qu'ils cherchent à protéger a été rendu possible précisément parce que la sécurité a été externalisée à d'autres acteurs – notamment aux États-Unis. Mais que se passe-t-il lorsque la sécurité n'est plus garantie par ces derniers ? C'est une question qu'ils n'abordent jamais, avançant des slogans simples à la place. Les réalités de la compétition internationale pour le pouvoir – désormais à l'un de ses moments les plus intenses depuis des décennies – sont simplement écartées.

Si la France, l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne ne font pas face à une menace militaire immédiate, pour la Pologne, les États baltes et les pays nordiques, le danger est direct. Lorsque votre voisin est l'une des plus grandes puissances militaires du monde, un pays qui a violé tous les principaux accords internationaux au cours de la dernière décennie, bombarde quotidiennement les villes ukrainiennes et dépasse tous les pays européens en dépenses militaires, la capacité à se défendre n'est pas une « course aux armements » – c'est une condition préalable à la survie.

Hanna Perekhoda est historienne, chercheuse à l'université de Lausanne et membre de Sotsialnyi Rukh.

Source : *Valigia blu*, 18 mars 2025. Traduit en français pour Europe solidaires sans frontières par Adam Novak.

[Adresses, internationalisme et démocr@tie](#), n° 11.

Au cœur de cette question se trouve un refus de voir l'Europe comme un projet commun. Ironiquement, cette forme d'opposition de gauche à la défense européenne est une forme de nationalisme déguisé. Mais le nationalisme, dans sa forme historique, est précisément ce qui a alimenté des siècles de guerre, de destruction et de division sur le continent européen. L'Union européenne n'a jamais été simplement un projet économique – c'était un projet politique et de sécurité conçu pour prévenir la guerre, une leçon tirée des catastrophes répétées du passé.

Ce qui rend cette position particulièrement contre-productive pour la gauche, c'est qu'elle reflète l'isolationnisme des partis souverainistes de droite. Cela est clairement illustré par la façon dont l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a voté aux côtés de la gauche. Cependant, contrairement à la gauche, la droite est constamment isolationniste. Leur position est simple : ils rejettent les engagements militaires externes et s'opposent aux migrants, renforçant une vision du monde dans laquelle seuls les intérêts de leur nation comptent, et rien au-delà de leurs frontières ne mérite d'attention. Cette position a au moins l'avantage de la cohérence, ce qui la rend plus attrayante pour les électeurs qui croient à l'intérêt personnel absolu.

En revanche, l'isolationnisme sélectif de la gauche – où les menaces de sécurité sont ignorées, mais où les appels à la solidarité internationale sur les questions sociales et environnementales persistent – manque de cohérence et ne trouve pas d'écho auprès du grand public. En attisant des sentiments isolationnistes et égoïstes, la gauche populiste cultive un terrain émotionnel qui, en fin de compte, profite à la droite. Après tout, si l'humeur politique dominante est celle de l'égoïsme national, c'est la droite – et non la gauche – qui offre une vision plus claire.

Cependant, il faut reconnaître que les critiques de gauche et écologiques des plans de réarmement de l'Europe ont raison de souligner que ni la crise écologique ni l'inégalité systémique n'ont disparu. Ce sont en effet des menaces existentielles pour l'humanité. Mais sont-ils justifiés de présenter la préparation militaire et le soutien à l'Ukraine comme étant en opposition avec la lutte contre ces défis mondiaux ?

En réalité, la lutte pour la sécurité et la lutte contre le changement climatique sont profondément interconnectées.

Prenez la consommation de combustibles fossiles comme exemple. La dépendance de l'Europe – et particulièrement de l'Allemagne – aux combustibles fossiles russes bon marché n'a pas seulement été une catastrophe environnementale, mais aussi une grave responsabilité géopolitique. La dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie a donné au Kremlin l'un de ses outils les plus efficaces de levier politique sur l'Europe. Elle a financé la machine de guerre russe tout en rendant simultanément les nations européennes vulnérables au chantage énergétique. Ainsi, le développement rapide de sources d'énergie alternatives n'est pas seulement un impératif environnemental – c'est une nécessité géopolitique. C'est précisément ce que les Ukrainiens et d'autres États menacés par l'expansionnisme russe demandent. Les démocraties qui se rendent dépendantes des régimes autoritaires pour quelque chose d'aussi critique que l'énergie sabotent leur souveraineté et leur sécurité. Comme l'a justement dit Li Andersson, également membre du groupe de la Gauche, l'UE devrait se fixer un objectif stratégique de réduction de nos dépendances vis-à-vis d'acteurs externes, y compris dans les domaines de l'énergie et du numérique. Cependant, à ce moment précis, selon *iStories*, les autorités allemandes, russes et américaines discutent de la reprise des livraisons de pétrole et de gaz russes à l'Allemagne – une décision qui contredit directement la sécurité à long terme de l'Europe et son indépendance énergétique.

Résoudre des défis mondiaux tels que le changement climatique et les inégalités est sans aucun doute une priorité, mais le faire dans un cadre isolationniste et souverainiste est une contradiction. Dans un monde où le concept de bien commun disparaît et où la politique est dictée uniquement par la maximisation des intérêts nationaux, les forces qui en bénéficient ne sont pas celles qui défendent la justice climatique ou l'équité sociale. Au contraire, un tel monde est précisément ce que Trump et Poutine promeuvent ouvertement – un monde dans lequel la nature et la vie humaine sont des ressources dispensables dans la poursuite du pouvoir d'État, au service des autocrates au pouvoir. Cela ne signifie pas que les démocraties libérales privilégient automatiquement la nature et la vie humaine. La différence, cependant, est que dans les systèmes démocratiques, il y a de l'espace pour l'opposition et la possibilité d'imposer des visions alternatives. Il suffit de demander aux éco-activistes et aux syndicalistes russes et chinois leur capacité à lutter pour la justice sociale et climatique. Et aux États-

LIGNES DE MIRE

Unis, la présidence Trump a démontré avec quelle rapidité les projets environnementaux et sociaux pouvaient être démantelés et leurs valeurs réduites au silence et criminalisées.

Ni la vie humaine ni l'environnement ne peuvent être protégés dans un État qui tombe dans la « zone d'intérêt » des puissances impériales autocratiques. L'ironie de la gauche isolationniste est qu'en rejetant la coopération en matière de sécurité, elle accélère sa propre insignifiance politique. Dans un monde dominé par une politique de grandes puissances sans contrôle, eux et leurs valeurs seront poussés à la marge – d'abord politiquement, puis physiquement.

Le contrat social dans nos sociétés est construit sur l'idée que l'État existe pour protéger les droits et les libertés de ses citoyens, et non pour les sacrifier à des ambitions expansionnistes. Les régimes autoritaires considèrent la vie humaine comme une ressource dispensable à utiliser dans la poursuite d'objectifs géopolitiques. Les démocraties sont contraintes par des considérations éthiques et politiques. Les États autoritaires possèdent un contrôle centralisé sur les médias et une répression efficace, ce qui leur permet de mener des guerres sans tenir compte de l'opinion publique. Les politiciens des démocraties, concentrés sur les cycles électoraux, privilégient les résultats à court terme par rapport aux stratégies à long terme.

Ainsi, les sociétés démocratiques font face à une vulnérabilité stratégique inhérente lorsqu'elles sont confrontées à des États autoritaires agressifs. Pourtant, de nombreuses personnes préfèrent s'accrocher à la croyance que la diplomatie, l'interdépendance économique ou la supériorité morale seule nous préserveront d'une éventuelle agression militaire. Cette pensée naïve conduit à l'inaction et à une vulnérabilité encore plus grande que les régimes autoritaires exploitent efficacement, en présentant une résistance aux puissances autocratiques comme impossible à gagner et inutile.

Les slogans abstraits sur l'« abolition de la guerre » révèlent non seulement un manque de solutions pratiques, mais aussi une réticence à prendre des responsabilités. Au lieu de cela, ils permettent de se sentir juste sans s'engager dans le travail difficile de gouvernance et de stratégie. En refusant de confronter les réalités militaires, ces mouvements deviennent des spectateurs plutôt que des acteurs, commentant les événements plutôt que de les façonner. Ce faisant, ils abandonnent finalement les tâches critiques

de sécurité et de défense à ceux auxquels ils s'opposent idéologiquement.

Au lieu de se réfugier dans une rhétorique vide, la gauche doit façonner de manière proactive les solutions. La gauche doit s'unir pour promouvoir une stratégie de défense où la sécurité n'est pas financée par la réduction des programmes sociaux mais par l'augmentation des impôts sur les ultra-riches. Comme Li Andersson le soutient à juste titre, « ce serait une erreur historique de financer cela en réduisant le bien-être social », car une telle démarche ne ferait qu'alimenter la montée de l'extrême droite. La mesure la plus immédiate et la plus efficace serait la confiscation des actifs russes gelés et leur réinvestissement rapide dans l'aide militaire à l'Ukraine. Pourtant, La France insoumise, le parti que Manon Aubry représente au Parlement européen, a voté contre la confiscation des actifs russes dans son parlement national. De plus, le Mouvement cinq étoiles a un historique de positions pro-Kremlin, qui comprennent l'opposition aux sanctions avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine.

Si la gauche ne prend pas de mesures concrètes face à l'agression, elle ne perdra pas seulement sa crédibilité mais renoncera également à son rôle dans la formation de l'avenir de l'Europe.

DANEMARK : LA GAUCHE FACE À LA FIN DE L'ALLIANCE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Mikael Hertoft

LA GAUCHE DEVRAIT-ELLE préconiser unilatéralement le désarmement et s'opposer à toutes les armes ou devrait-elle préconiser l'achat d'armes et la possession d'une armée d'une certaine manière – et si oui, comment et en alliance avec qui? La gauche a besoin de nouvelles réponses sur la façon de vivre en sécurité et en paix. Mais il y a des problèmes et des dilemmes, donc nous ne devons pas sauter les calculs intermédiaires et tirer des conclusions hâtives.

Il y a eu plusieurs articles intéressants dans *Solidaritet*. L'un d'entre eux est la chronique de Per Clausen et Jakob Ruggaard : « L'échec des États-Unis vis-à-vis de l'Ukraine et de l'Europe exige de nouvelles solutions offensives de la part de la gauche ».

Un autre est la couverture de la présentation de la politique de sécurité du SF¹, que Jonas Neivelt a présentée en même temps dans *Ugen på Venstrefløjnen*. Vous pouvez également y trouver un lien vers une chronique que les principaux dirigeants du SF avaient dans *Jyllands-Posten* à la mi-février. La discussion fait également rage dans d'autres journaux.

LA GAUCHE À UN CARREFOUR

La gauche a un choix et se trouve à un carrefour. Une partie de la gauche croit et continuera de croire que le désarmement est par définition de gauche, et que la gauche doit s'opposer à toute production d'armes, à toute utilisation d'armes, et doit donc être une sorte de pacifiste.

C'est une vision qui a l'avantage d'être moralement saine, facile à défendre et raisonnablement logique.

1. NDLR. Le Parti socialiste populaire danois (SF) a été fondé en 1959 par des militants du Parti communiste exclus pour avoir soutenu la révolution hongroise de 1956 contre Moscou. Ils développaient alors une ligne politique socialiste populiste, sorte de « troisième voix » entre le stalinisme et la social-démocratie classique. Les références du parti ont pu évoluer depuis l'origine en particulier sur la Union européenne. Aujourd'hui, c'est un parti social-démocrate de gauche axé sur la justice sociale, les droits des minorités et l'écologie. Le SF est aujourd'hui très proche, dans son organisation et dans ses idées, de l'Alliance de gauche finlandaise, du Parti de gauche suédois, du Mouvement des verts et de gauche islandais et du Parti socialiste de gauche norvégien, tous membres de l'Alliance de la Gauche verte nordique et se réclamant de l'écossocialisme. Ce regroupant politique de la gauche nordique et scandinave occupe une place importante dans les luttes anti-impérialiste (Ukraine, Groenland, Palestine...) et dans la recherche de nouvelles approches politiques.

Mikael Hertoft est journaliste.

Source : *Solidaritet*, 9 mars 2025. Traduction française MJ pour Europe solidaire sans frontières.

LIGNES DE MIRE

Elle a la grande faiblesse de ne pas répondre aux problèmes auxquels « nous » sommes confrontés – par exemple, comment un pays peut se défendre lorsqu'il est attaqué par une superpuissance impérialiste. La demande de « paix » a ainsi été utilisée pour refuser de montrer de la solidarité avec l'Ukraine en envoyant des armes.

Lorsque l'Ukraine a été attaquée par la Russie il y a trois ans, les deux grands partis de gauche au Danemark, le Parti socialiste et le Parti de l'unité, ont choisi de soutenir la fourniture d'armes à l'Ukraine. Il est donc également logique que les armes doivent être produites quelque part. Dans un monde avec de grandes puissances impérialistes qui veulent le contrôle et peuvent attaquer d'autres pays, il peut être très dangereux d'être désarmé.

Selon les mots de Pia Olsen Dyhr, il est nécessaire d'augmenter la production d'armement dans l'UE :

Renforcer la coopération au sein de l'UE sur la production conjointe de défense – afin d'obtenir plus de défense pour l'argent grâce à des investissements communs.

Per Clausen et Jakob Ruggaard, ainsi que pour le chef du groupe Rouge et Vert, Peder Hvelplund, parviennent à la même conclusion – avec des formulations légèrement différentes.

« LES ÉTATS-UNIS NE NOUS DÉFENDRONT PAS »

Le problème est bien réel, comme Jakob et Per le décrivent : les pays européens ne peuvent pas compter sur les États-Unis pour nous défendre. Cela est devenu clair avec la politique que Donald Trump a si clairement démontrée ces dernières semaines – avec des menaces d'attaquer le Groenland, avec d'autres menaces militaires, le début de guerres commerciales non seulement avec la Chine, mais aussi avec le Mexique et le Canada, et avec une en cours vers l'UE.

Plus récemment, nous avons également vu que Trump a stoppé les livraisons d'armes pour la défense de l'Ukraine contre la Russie. Les États-Unis ont également cessé de partager des renseignements avec l'Ukraine. Trump a l'ambition de mettre fin à la guerre avec Poutine et d'en dicter le résultat à l'Ukraine. Per Clausen et Jacob Ruggaard écrivent :

Tout d'abord, nous devons faire face au fait que nous sommes entourés de puissances impérialistes avec des plans d'annexion et des ambitions d'expansion territoriale. Les États-Unis de Trump ont actuellement les yeux fermement fixés sur

le Groenland, le Canada et le Panama. Il faut prendre leurs souhaits d'élargissement tout à fait littéralement si l'on ne veut pas risquer d'être naïf et non préparé. La Russie de Poutine a des vues sur la Moldavie, la Géorgie et les pays Baltes.

La direction du SF partage cette idée et, le 14 février, écrit dans le *Jyllands-Posten* que « cela entraîne un besoin de plus en plus urgent de s'assurer que les pays européens peuvent se défendre ». Une image émerge selon laquelle la gauche est en faveur de l'autodéfense de l'Europe contre l'« impérialisme ».

LE DANEMARK N'A PAS DE PRODUCTION D'ARMES

Une chose doit être claire : le Danemark n'a pas ce qu'il faut pour se défendre.

L'entreprise Terma produit des pièces pour les avions F-35, mais il n'y a pas de production d'armes indépendante au Danemark. Si nous devons en avoir, c'est une tâche à long terme. Établir ne serait-ce qu'une production de mitrailleuses, de munitions ou d'obus est quelque chose qui prend du temps.

Devrions-nous établir une production d'armes au Danemark même ? C'est une nouvelle politique qui franchit les frontières pour la gauche, alors peut-être devrions-nous y réfléchir avant de nous y engager. Bien que je serais moi-même probablement enclin à dire oui.

Mais le Danemark est aussi un pays beaucoup trop petit pour produire à lui seul toutes les armes nécessaires. Au Danemark aujourd'hui, nous n'avons pas non plus la base industrielle que nécessite une production d'armes plus importante. Donc, si nous allons produire des armes, nous devons coopérer avec d'autres – mais avec qui ?

Alors nous devons produire les armes « dans les pays nordiques et en Europe ». C'est ce que pensent, par exemple, Jakob Ruggaard et Per Clausen :

Nous devons comprendre que si nous voulons avoir la possibilité d'une autonomie en matière de politique de sécurité, cela nécessite des investissements. Dans notre sécurité. Dans l'armée. Dans les armes et leur production en Europe, dans les pays nordiques, au Danemark. Pour que nous puissions être indépendants des États-Unis et de leurs diktats capricieux et hostiles. Quelque chose que la gauche a – à juste titre – longtemps prôné, mais pour lequel nous n'avons pas eu de politique capable de le rendre possible en pratique.

Peder Hvelplund, du groupe parlementaire de l'Alliance rouge-verte, qui pense la même chose le dit dans un post Facebook avec un titre admonestant : « La démocratie est menacée. Promettons-nous de la défendre ensemble ! » Il propose la mise en place d'un « pare-feu autour du bien-être, du climat et des efforts environnementaux » :

Par conséquent, nous devons nous appuyer sur la coopération de l'OTAN, même si les États-Unis ne veulent pas y participer. Nous devons donc nous défendre ensemble avec l'Europe et la partie européenne de l'OTAN. Il est crucial pour le Danemark que nous commençons à travailler à l'établissement et au renforcement de la coopération avec des partenaires prêts à défendre l'ordre juridique international. Cela signifiera initialement une coopération très étroite avec nos voisins nordiques, mais probablement aussi sous une forme de pilier européen dans une OTAN en disparition.

Sans oublier le fait qu'il n'y a jamais vraiment eu quelque chose qui pourrait être appelé un « ordre juridique international ». Les grands États n'ont jamais adhéré à aucune règle. Mais pouvons-nous vraiment croire que les pays européens de l'OTAN défendront « le bien-être, les efforts climatiques et environnementaux, et la démocratie » ? C'est là, me semble-t-il, que Peder Hvelplund, Per Clausen et Jakob Ruggaard expriment des illusions qui ne dureront pas longtemps.

L'EUROPE N'EST-ELLE PAS IMPÉRIALISTE ?

Peder Hvelplund écrit :

Clairement, nous sommes actuellement dans une situation avec au moins trois puissances impérialistes dans le monde, les États-Unis, la Russie et la Chine. Aucune d'entre elles ne veut contribuer au maintien d'un ordre juridique international ancré dans le système des Nations unies et le droit international.

Je pose ici la question suivante : n'y a-t-il pas d'impérialisme en Europe ? Les pays européens ne sont-ils pas impérialistes ?

Historiquement, les pays européens sont les plus grands impérialistes. Les Britanniques, les Français, les Allemands, les Espagnols ont été partout dans le monde. Mais aussi des pays plus petits comme les Pays-Bas, le Portugal, l'Italie et le Danemark ont eu des ambitions impériales, des colonies, etc. Les pays européens se sont affaiblis – mais ils poursuivent toujours une politique impérialiste même dans le monde d'aujourd'hui.

Ils le font par rapport à l'Afrique, au conflit du Moyen-Orient – Palestine, au soutien à Israël, à l'attitude envers les réfugiés (Frontex). L'UE conclut des accords de pêche impérialistes avec le Maroc, qui a occupé le Sahara occidental, etc.

Les représentants de la gauche ne doivent tout simplement pas oublier cela lorsqu'ils préconisent la production d'armes en Europe. Nous ne pouvons pas éliminer les contradictions dans notre politique en les taisant. Cela soulève également la question : que faisons-nous si l'UE produit des armes mais les vend aussi à Israël ou les utilise pour le contrôle impérial français en Afrique ? Devrions-nous alors voter contre ?

LA DÉMOCRATIE TIENT-ELLE LE COUP EN EUROPE ?

Malheureusement, il n'y a aucune garantie à cela. Les forces d'extrême droite sont fortes dans de nombreux pays européens. En Suède, le parti néonazi des Démocrates suédois est le parti soutenant le gouvernement suédois. En Italie, le Premier ministre est néofasciste. En Allemagne, l'AfD vient de recevoir 20 % des voix, et il y a un risque qu'ils exercent à un moment donné une pression sur la CDU/CSU pour qu'elle collabore.

En Autriche, un parti néonazi est le plus grand. En Hongrie, Orbán est au pouvoir. En France, il y a une situation très instable, où le centre autour des conservateurs et des libéraux n'a plus la majorité au parlement – et à la fois la gauche et l'extrême droite sont très fortes, et ensemble pourraient mettre le gouvernement en minorité. Il y a un risque élevé que l'extrême droite puisse remporter une élection présidentielle.

Peder Hvelplund explique précisément et de manière convaincante les raisons de cette situation dans son post sur Facebook :

Ce qui mine les démocraties et les institutions démocratiques et nourrit le populisme de droite, c'est lorsque les communautés échouent. Lorsque les gens ressentent de l'insécurité et de la solitude parce que leurs conditions de vie fondamentales se détériorent, que l'inégalité explose et que le bien-être qui devrait les aider disparaît, alors qu'en même temps ils voient que la volonté politique de confronter les géants de la technologie et du capital est totalement absente. Le résultat est que la foi et l'espoir en la démocratie en tant que force transformatrice disparaissent.

LIGNES DE MIRE

Cela ne doit pas arriver. Par conséquent, il est impératif que, tout en renforçant notre capacité à nous défendre, nous renforçons également ce qui nous donne quelque chose à défendre : nos communautés, les droits humains et la démocratie.

Le seul problème avec la formulation de Peder est qu'elle ne décrit pas seulement un avenir possible – elle décrit le présent. Dans l'UE, l'inégalité a déjà explosé, les conditions de vie fondamentales se sont détériorées, et il n'y a aucune volonté de prendre des mesures contre les géants du capital.

L'UE et les pays de l'UE ne se développent pas en « sociétés plus libres, plus vertes, plus égales et plus sûres » que Per et Jakob écrivent qu'ils aimeraient. Per Clausen le sait mieux que quiconque grâce à son travail au Parlement européen, bien sûr.

Peder Hvelplund veut nous défendre dans « le pilier européen diminuant de l'OTAN ». Cela soulève la question de savoir si la Turquie fait partie de ce pilier ? Ils sont au moins membres de l'OTAN et ont l'une des armées les plus fortes de l'OTAN. La Turquie est également opposée à la Russie et soutient donc l'Ukraine dans une certaine mesure. Mais le régime turc sous Erdogan est autoritaire et répressif. La Turquie a également ses propres projets impérialistes en Syrie et dans le Caucase. Pas le partenaire d'alliance le plus évident.

NOUS DEVONS ÊTRE CLAIRS SUR LA SITUATION

Nous devons également la décrire clairement. Per Clausen et Jakob Ruggaard ne le font pas. Peder Hvelplund non plus. Ni la direction du SF lorsqu'elle écrit : « L'Europe doit pouvoir se défendre et défendre les valeurs auxquelles nous croyons. » Car quelles sont les valeurs que « nous » partageons en Europe ?

Je suis d'accord avec Jakob, Per et Peder et avec la direction du SF que nous avons besoin d'armes et d'une défense territoriale du Danemark, mais c'est contradictoire et cela nuira, par exemple, au climat – et il y a un grand risque de promouvoir des intérêts capitalistes que nous n'aimons pas.

On ne peut pas résoudre toutes les contradictions dans une situation compliquée ; mais nous devrions les voir et être clairs à leur sujet.

LA GUERRE EN UKRAINE N'EST PAS TERMINÉE

La direction du SF ne voit pas de lumière sur le front de la politique de sécurité :

Il n'y a aucune indication d'améliorations dans

l'image de la politique de sécurité ou de stabilisation à perte de vue. Nous devons donc avoir une évaluation honnête et sobre de ce que nos investissements dans notre sécurité exigent - et par extension, quel sera le prix.

Per Clausen et Jakob Ruggaard sont également pessimistes et présentent en fait la défaite de l'Ukraine comme quelque chose qui s'est déjà produit :

Nous serons laissés avec une Russie avec des plans idéologiques pour rétablir une « Grande Russie » qui était une partie centrale de la motivation de Poutine pour entrer en Ukraine. Une Russie qui a construit des lignes d'approvisionnement ultrarapides tout au long de la guerre, dépense plus de 7 % de son PIB pour l'armée, a une très grande mobilisation pour son armée, qui ne sera plus maintenue en Ukraine, et une économie qui a été convertie en une économie de guerre à part entière.

Il est possible que cela se produise, mais cela ne s'est pas encore produit.

Dès le premier jour, beaucoup ont cru que l'Ukraine n'avait aucune chance contre la Russie et ferait aussi bien de se rendre immédiatement. Mais l'Ukraine s'est défendue avec succès, empêchant la Russie d'occuper 80 % du pays, même si elle en a occupé 20 %. Bien sûr, la suspension de l'aide américaine à l'Ukraine met maintenant le pays dans une position difficile – et peut-être que la suspension sera permanente.

Mais il est loin d'être certain que la fin de la guerre ukrainienne sera une « paix » sale dictée par des puissances radicales de droite, comme le craignent Per et Jakob. C'est un risque réel. Mais cela ne s'est pas encore produit. Il est également possible que la lutte défensive de l'Ukraine se termine avec la Russie qui doit se retirer – et que l'Ukraine dure plus longtemps dans la guerre d'usure que la Russie, qui a épuisé une grande partie des réserves d'armes qu'elle avait de l'Union soviétique.

Il est donc crucial que les pays d'Europe qui soutiennent l'Ukraine continuent de le faire et remplacent l'aide sur laquelle l'Ukraine ne peut plus compter de la part des États-Unis.

Les prochains mois montreront à quel point c'est problématique pour l'Ukraine, par exemple, qu'ils ne reçoivent plus d'informations de surveillance des satellites américains ou ne puissent plus utiliser Starlink comme voie de communication.

LA RUSSIE EST-ELLE UNE MENACE ?

La réponse à cette question est à la fois oui et non.

Oui, la Russie poursuit une politique impérialiste agressive envers ses proches voisins – c'est-à-dire les anciennes républiques soviétiques. Surtout envers l'Ukraine. Et oui, la tension entre la Russie et l'Europe occidentale et (jusqu'à récemment et peut-être bientôt à nouveau) les États-Unis est forte.

Mais non, la Russie n'a pas actuellement la capacité ou le besoin d'attaquer l'Europe occidentale. La Russie a engagé toute son armée permanente dans la guerre en Ukraine et n'a pas les ressources supplémentaires pour attaquer d'autres pays. L'armée russe est également sérieusement affaiblie après trois ans de guerre.

Les réserves d'armes qui ont été constituées pendant de nombreuses années durant l'ère soviétique sont épuisées, ou presque épuisées. La production d'armes n'est pas suffisante pour plus que simplement poursuivre la guerre en Ukraine. Dans certains domaines – chars, véhicules blindés de transport de troupes, canons antiaériens, avions – la Russie produit moins que ce dont elle a besoin.

L'armée russe a dû se réduire à presque rien en Syrie, et cela a contribué à la chute du régime d'Assad. L'affaiblissement militaire de la Russie dans le Caucase a permis à l'Azerbaïdjan d'attaquer et de prendre le contrôle de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh.

La base démographique de la Russie est également loin d'être suffisante pour remplacer les pertes que la Russie a subies au front. Les cohortes des années 1990, qui sont les cohortes maintenant au front, sont très petites, et il ne reste plus beaucoup de jeunes hommes aptes au combat.

Donc, en ce moment, la Russie n'a pas la capacité d'attaquer l'Europe occidentale.

La situation peut changer si la Russie gagne la guerre en Ukraine et que l'Ukraine est forcée de faire une mauvaise paix. Nous ne savons pas à quoi pourrait ressembler une telle « paix ». Elle pourrait exiger une occupation russe continue de grandes parties de l'Ukraine, nécessitant beaucoup de policiers et de soldats. Dans ce cas, la Russie n'aurait toujours pas la capacité d'attaquer d'autres pays.

Sinon, l'armée russe pourrait être libérée de ses tâches en Ukraine – et dans ce cas, la Russie dispose d'environ un million de soldats qui ne sont pas

nécessaires chez eux et dont la démobilisation causerait des problèmes majeurs.

La Russie s'est également tournée vers la production militaire – et il y a beaucoup à suggérer que la position continue de Poutine en tant que président présuppose que l'économie de guerre se poursuive. Ce sont donc des facteurs qui encourageront la Russie à agir de manière agressive.

Si la Russie perd la guerre en Ukraine et doit se retirer du pays – alors il y a de plus grandes chances de désarmement en Europe. Dans ce cas, on peut espérer un changement de régime en Russie, et que la Russie se développe dans une direction démocratique. Cela offrira des opportunités de créer une structure de sécurité européenne où les gens ne s'attaquent pas les uns les autres et peuvent donc désarmer.

Y A-T-IL D'AUTRES MENACES POUR LE DANEMARK ?

Il y a la menace évidente et déclarée pour le Commonwealth que les États-Unis prendront le contrôle du Groenland, comme l'exige Trump.

Il est peut-être plus évident qu'il le mettra en œuvre par le chantage et peut-être sous une forme modérée plutôt qu'une véritable occupation militaire. Les États-Unis ont déjà eu une grande influence et des bases militaires au Groenland pendant longtemps – et peuvent facilement gagner encore plus de contrôle sur, par exemple, l'extraction de matières premières, même sans que le Groenland ne fasse formellement partie des États-Unis.

Plus loin à l'horizon, un conflit entre l'UE et la Chine peut menacer, ou entre les États-Unis et la Chine, dans lequel les pays européens seront impliqués. Mais il y a du temps pour que les pays européens poursuivent une politique qui contrecarre l'escalade du conflit.

LE DANEMARK PEUT-IL ACHETER DES ARMES EN UKRAINE ?

Le Danemark a déjà commencé à investir dans la production d'armes en Ukraine. Le Danemark a investi 4,2 milliards. Cela contribue à ce que la production ukrainienne, par exemple, d'obus d'artillerie et de drones, augmente. En ce moment, l'Ukraine a besoin de toutes les armes qu'elle peut produire.

Mais lorsque la guerre se terminera, il serait logique que le Danemark achète une partie de la production et poursuive l'investissement. Il serait égale-

LIGNES DE MIRE

ment logique d'acheter des drones et de s'appuyer sur les connaissances de l'Ukraine sur la façon de se défendre contre les attaques aériennes.

En fait, c'est l'une des étapes les plus intelligentes que la défense danoise puisse entreprendre. L'achat d'armes à l'Ukraine à un prix raisonnable est également un moyen de soutenir la reconstruction du pays.

PROPOSITIONS POUR LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE LA GAUCHE

Le Parti de l'unité ne fait pas partie du groupe de compromis de défense et n'a aucune influence sur la politique militaire danoise. Le parti ne devrait pas s'attendre à être invité non plus. Les autres partis ne sont tout simplement pas intéressés à ce que le Parti de l'unité soit impliqué.

SF est impliqué dans les accords de défense, mais le parti n'a apparemment pas eu beaucoup d'influence sur la politique de défense. Les principaux dirigeants du SF écrivent dans *Jyllands-Posten* le 14 février :

Nous voulons le bien-être, nous voulons l'équilibre travail-vie et des pensions équitables, nous voulons une transition verte – et nous voulons la sécurité grâce à une défense solide. Tout cela concerne notre communauté et la responsabilité d'en prendre soin. Ce n'est donc pas le moment pour des allègements fiscaux irresponsables et créateurs d'inégalités. Nous voulons en fait exactement le contraire du gouvernement – à savoir une remise en cause du gel des impôts, afin que nous puissions à la fois prioriser notre défense et notre sécurité et en même temps protéger la communauté par des investissements dans notre bien-être et la transition verte. Nous ne pouvons pas risquer que le soutien aux grands investissements de défense fluctue avec la volonté et la capacité de prioriser simultanément notre bien-être et la transition verte.

Magnifique. Mais cher SF, ce n'est pas du tout la politique que le gouvernement poursuit sous Mette Frederiksen. Cela soulève la question : si la gauche veut une politique qui unit le bien-être, la transition verte et la défense – mais ne se voit proposer que la défense, devrait-elle quand même voter pour ?

Mais la gauche peut gagner de l'influence en formulant des exigences de l'extérieur et en influençant le débat public :

1. Les bases américaines au Danemark sont une mauvaise idée parce que les États-Unis menacent

le Danemark et sont une puissance impérialiste agressive.

2. C'est une mauvaise idée d'acheter des armes aux États-Unis. Surtout si, comme les avions F-35, elles ne fonctionnent que lorsque les États-Unis le veulent.

3. Les pays européens sont impérialistes – mais certains plus que d'autres – donc acheter en Suède ou en Norvège sera mieux qu'acheter en France, par exemple. Nous ne devrions pas avoir d'illusions ou créer des illusions selon lesquelles l'UE est particulièrement démocratique, que les pays européens continueront d'être des défenseurs de la démocratie ou que l'UE défend l'environnement.

4. Le Danemark doit investir dans la production d'armes publiques et la recherche. Nous devons préconiser que la production d'armes soit propriété de l'État.

5. Nous travaillons pour un paiement socialement juste pour la production d'armes et l'armée. Cela doit être fait en supprimant les allègements fiscaux pour les riches et en augmentant les impôts sur les mêmes, comme le propose SF.

6. La gauche doit soutenir la solidarité continue avec l'Ukraine. C'est le chemin le plus sûr vers l'armement en Europe. Un règlement de paix aux conditions ukrainiennes, avec le retrait de la Russie, est le chemin le plus sûr vers le désarmement en Europe.

7. Lorsque la guerre en Ukraine prendra fin, espérons-le, nous devons poursuivre notre coopération avec l'Ukraine pour produire des armes et en importer une partie au Danemark, ainsi que les nouvelles technologies d'armement de l'Ukraine dans le domaine des drones et de la défense aérienne.

8. Nous devons travailler pour garantir que les pays européens n'exportent pas d'armes vers des dictatures comme l'Arabie saoudite et des États d'apartheid comme Israël.

9. Dans la mesure du possible, nous devons soutenir les étapes vers un désarmement ciblé – et nous devons maintenir que c'est notre objectif.

Heureusement, certains de ces points sont déjà quelque chose que les partis de gauche et les mouvements populaires promeuvent activement.

REJETER LE FAUX DILEMME ENTRE JUSTICE SOCIALE ET SÉCURITÉ NATIONALE

Hanna Perekhoda

L'ARMEMENT militaire et l'armement social ne doivent pas être opposés, mais il faut que la gauche présente des revendications offensives pour la production d'armes à la demande, l'abolition des paradis fiscaux et l'obligation pour les milliardaires de payer.

Suite à la décision américaine d'abandonner l'Ukraine un pays qui constitue désormais la dernière ligne de défense pour la sécurité de l'Europe – l'UE n'a pas d'autre choix que d'agir de manière décisive. Assurer notre propre protection n'est plus un sujet de débat, mais une nécessité indéniable.

Pour la gauche, la question est de savoir si elle dispose d'un programme concret pour faire face à cette crise. Si elle continue à se plaindre de la militarisation - sans même proposer de solutions aux véritables menaces sécuritaires auxquelles nous sommes tous et toutes confrontés – la gauche sera complètement mise à l'écart, laissant le monde à lui-même tout en cultivant avec suffisance sa propre pureté idéologique.

TROIS SOLUTIONS DIFFÉRENTES

Réduire les dépenses sociales pour augmenter le budget militaire est à la fois dangereux et réactionnaire. C'est exactement ce que les néolibéraux font déjà aujourd'hui: réduire les fonds alloués à la santé, à l'éducation, aux pensions et à la protection sociale - pour ensuite donner plus de ressources à la défense.

Il est clair que l'affaiblissement de la sécurité sociale exacerbera les inégalités, créera des troubles sociaux et finira par déstabiliser les démocraties. À l'heure où le populisme de droite se développe, les politiques d'austérité ne feront que renforcer les forces antidémocratiques. Étant donné le soutien évident que la Russie et les États-Unis apportent à ces forces, c'est exactement ce que Trump et Poutine espèrent.

Une autre solution consiste à augmenter les impôts des ultra-riches et des multinationales. Celles et ceux qui ont le plus bénéficié de la démocratie devraient contribuer le plus à sa défense. L'introduction d'impôts progressifs sur la fortune, de taxes sur l'énergie et de règles fiscales plus strictes pour les entreprises peut générer des revenus sans frapper l'ensemble de la population.

Toutefois, une telle stratégie nécessite une coordination internationale pour empêcher la fuite des capitaux, car les milliardaires et les entreprises chercheront sans aucun doute à transférer leurs actifs dans

Source : *Solidaritet*, 15 mars 2025.

LIGNES DE MIRE

des paradis fiscaux. L'annonce récente par Trump de visas dorés pour les ultra-riches montre qu'il se prépare déjà à un tel scénario en renforçant les États-Unis en tant que havre de paix pour les fraudeurs fiscaux. La Suisse se trouve dans une position similaire puisqu'elle ne fait pas partie de l'UE... précisément pour conserver son statut de paradis fiscal.

Ce n'est pas nouveau. Au siècle dernier, alors que d'autres pays augmentaient les impôts pour financer leurs efforts de guerre, la Suisse a accueilli des milliardaires et s'est enrichie de manière éhontée. Elle pourrait très bien répéter la même stratégie opportuniste.

Une troisième option consiste à confisquer les 300 milliards d'euros de fonds russes gelés et à les utiliser pour financer la défense de l'Ukraine et renforcer la sécurité de l'Europe. De cette manière, la Russie serait tenue financièrement responsable de ses crimes de guerre tout en évitant de faire peser des charges supplémentaires sur les citoyens européens.

Toutefois, les autorités de l'UE craignent qu'une telle décision ne crée un précédent susceptible de saper la confiance dans leurs systèmes financiers, ne serait-ce que pour ceux qui envahissent des États souverains et commettent des crimes de guerre. Toutefois, la justice peut constituer un précédent dangereux dans un système fondé sur la protection des intérêts des riches et des puissants.

La reconnaissance de normes morales dans les décisions économiques et politiques risque d'ébranler les fondements du capitalisme. Une idée impensable pour celles et ceux qui profitent de ses injustices.

LES VERTS ET LES ROUGES DOIVENT PRÉSENTER LEURS PROPRES PROPOSITIONS

Si la gauche veut rester pertinente, elle doit développer une stratégie claire en matière de politique de défense. Ignorer la sécurité militaire ne fera que permettre à la droite de monopoliser le débat et de dépeindre la gauche comme naïve ou faible - et si c'était le cas, ce ne serait pas une accusation injuste.

La gauche doit rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale. La sécurité ne doit pas être financée en réduisant les pensions ou les soins de santé, mais en veillant à ce que les milliardaires et les multinationales contribuent à leur juste part.

La gauche doit lutter pour une fiscalité équitable, supprimer les niches fiscales qui permettent aux entreprises d'échapper à l'impôt et sévir contre les paradis fiscaux, y compris la Suisse.

Aucun pays européen ne peut se défendre seul. Au lieu d'augmenter massivement les budgets militaires nationaux, l'UE devrait renforcer les mécanismes de sécurité collective. La sécurité énergétique doit également être considérée comme une partie intégrante de la stratégie militaire : en réduisant la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes, nous pouvons empêcher un futur chantage économique.

Surtout, la gauche doit agir rapidement pour obtenir la confiscation des biens de l'État russe. Retarder cette décision pour protéger les intérêts de l'élite financière ne fait qu'enhardir les attaquants.

COMMENT GÉRER LES DILEMMES DE DÉFENSE DE L'EUROPE ?

Christian Zeller

UNE RÉPONSE à Hanna Perekhoda à propos de la défense et la solidarité européennes.

Chère Hanna,

Je comprends tes arguments. Je partage ta position selon laquelle nous avons besoin d'une perspective de solidarité pour l'ensemble du continent européen. Cette perspective inclut un soutien massif à la résistance ukrainienne. Cependant, le fait que les pays d'Europe et les États-Unis aient jusqu'à présent accordé trop peu de soutien à l'Ukraine n'est pas dû à une infériorité militaire vis-à-vis de la Russie, mais à des raisons politiques et économiques. Au moins certains secteurs importants du capital ont toujours visé à reprendre des « relations économiques raisonnables » avec la Russie.

Il est juste d'exiger que les États européens garantissent que l'Ukraine puisse se défendre. Je suppose que les stocks d'armes de défense aérienne de tous les États européens suffiraient à eux seuls à protéger la population des grandes villes ukrainiennes.

Néanmoins, l'appel à un armement général est erroné. Nous devons considérer le contexte global et planétaire. Et à cet égard, nous sommes confrontés à d'énormes dilemmes qui semblent presque insolubles.

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a contribué à ce que le réchauffement climatique soit largement écarté du débat public. Le réchauffement climatique s'accélère et dans environ cinq à sept décennies, cela signifiera que de grandes parties des zones peuplées ne seront plus habitables de façon permanente. Trois milliards de personnes ne vivront plus dans la niche de température qui a prévalu ces 6000 dernières années. La rivalité impérialiste et la consommation matérielle des armements feront augmenter massivement les émissions de gaz à effet de serre. La vague d'armement qui s'annonce rendra improbable une réduction substantielle du réchauffement climatique et mettra ainsi directement en péril la reproduction physique non pas de millions, mais de milliards de personnes en quelques décennies.

Le système terrestre change brusquement et marquera tous les conflits sociaux.

Nous ne pouvons pas approuver un réarmement général des puissances impérialistes européennes. Elles utiliseront leur force militaire pour faire valoir leurs revendications par la force dans le contexte d'une rivalité accrue pour les minerais rares et coûteux, les terres rares, les terres agricoles et même

Christian Zeller est professeur de géographie économique et membre du comité de rédaction de la revue *Emancipation: Journal for Ecosocialist Strategy*. Il est également membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU-ENSU).

Source : <https://ukraine-solidarity.eu/>, 20 mars 2025. Traduit pour Europe solidaires sans frontières, par Adam Novak.

Adresses, internationalisme et démocratie, n° 11.

LIGNES DE MIRE

l'eau, que ce soit en Afrique, en Asie, en Europe ou ailleurs. Leur méthode d'adaptation au réchauffement climatique est la militarisation de la société et des frontières et l'exclusion du nombre toujours croissant de personnes superflues. Cela signifie que les puissances européennes voudront également utiliser leur force militaire pour affirmer leurs ambitions coloniales. Après tout, ce n'est rien de nouveau.

Le réarmement conduira à une distribution encore plus inégale des ressources sociales et à l'enrichissement des secteurs les plus pervers du capital.

Comment pouvons-nous faire face à ces dilemmes ?

1. Les États européens doivent être contraints de livrer un maximum de leurs stocks d'armes (notamment de défense aérienne), y compris des informations de renseignement, à l'Ukraine.

2. Nous devons exiger la socialisation de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit orienter sa production vers les besoins actuels de l'Ukraine. Les livraisons d'armes à d'autres pays, notamment Israël, l'Arabie saoudite et l'Égypte, doivent être arrêtées. Le réarmement au service d'intérêts néocoloniaux et impérialistes doit être rejeté. Mais nous devons admettre que cette différenciation est difficile à faire dans la réalité.

3. Nous devons immédiatement entamer une discussion continentale approfondie sur un système de sécurité paneuropéen. Une attention particulière doit être accordée aux besoins des États baltes potentiellement menacés et de la Moldavie. Nous devons empêcher que la sécurité sociale et écologique ne soit compromise. Une compréhension continentale globale de la sécurité combine la sécurité sociale, écologique et physique. Cela n'est possible qu'au niveau continental.

4. Nous devons également développer une politique qui aide à convaincre la population générale et particulièrement la classe ouvrière en Russie (et ailleurs) de rompre avec leurs dirigeants. Si les gens perçoivent le réarmement européen comme étant dirigé contre eux, cette préoccupation deviendra impossible.

5. Nous devons maintenir la perspective d'une rupture mondiale avec le pouvoir capitaliste, une restructuration mondiale et le démantèlement de l'industrie de l'armement, et enfin un bouleversement écosocialiste, et la remplir d'autant de vie concrète que possible dans les luttes quotidiennes.

TRUMP ET POUTINE: UNE ALLIANCE AUTORITAIRE QUI NOUS MET TOUS EN DANGER

Li Andersson

NOUS AVONS ASSISTÉ à un changement important dans la politique mondiale et les relations internationales lorsque Trump et J. D. Vance ont humilié le président ukrainien lors de sa visite à la Maison Blanche. Bien que les grandes puissances telles que les États-Unis aient, tout au long de l'histoire, exploité des États plus petits, il est exceptionnel de voir que cela se fait aussi ouvertement.

L'événement à la Maison Blanche a été le résultat de nombreux autres développements au cours des dernières semaines. À l'Assemblée générale des Nations unies, les États-Unis ont voté avec la Russie, la Corée du Nord, la Biélorussie et Israël contre une résolution condamnant la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. En outre, Trump a tenté de faire pression sur Zelensky pour qu'il signe l'accord sur l'exploitation des ressources minérales de l'Ukraine afin que les États-Unis n'abandonnent pas le pays militairement – sans promettre de garanties de sécurité. Ces tentatives ont été précédées par les déclarations de Trump selon lesquelles Zelensky est un dictateur et que l'Ukraine a déclenché une guerre « inutile » avec la Russie. Le dernier rebondissement dans la politique de Trump, qui bouleverse le monde, a été l'annonce de la suspension de l'aide militaire « jusqu'à ce que l'Ukraine s'engage sur la voie de la paix ».

Bien que les intérêts géopolitiques des États-Unis et de la Russie ne soient toujours pas alignés, Trump a clairement montré son alignement idéologique sur Poutine. Plus tôt, le porte-parole du Kremlin a déclaré que la Russie était « entièrement d'accord » avec l'administration américaine sur l'Ukraine. Il s'agit d'une menace importante, car la collaboration entre Trump et Poutine implique la naissance potentielle d'une nouvelle alliance idéologique entre deux dirigeants autoritaires de grandes puissances.

Ces derniers jours, j'ai lu certains commentateurs qui se demandaient pourquoi l'Europe ne se contenterait pas de la paix et pourquoi nous voudrions que la guerre en Ukraine se poursuive. Je le répète donc une fois de plus: tout le monde souhaite la paix en Ukraine. Mais la manière dont cette paix est obtenue, et le type de paix dont il s'agit, sont très importants.

Si la paix en Ukraine est le fruit d'une décision prise par les dirigeants autoritaires de deux super-puissances, sans tenir compte des besoins ou de la souveraineté de l'Ukraine, cela renforcera Poutine et Trump, ainsi que leur pouvoir de décider des affaires

Li Andersson est députée au Parlement européen et représente l'Alliance de gauche en Finlande.

[Adresses, internationalisme et démocr@tie](#), n° 11.

LIGNES DE MIRE

d'autrui. Ce sera une « paix » qui renforcera leur vision du monde et leur idéologie autoritaire.

Selon eux, la politique étrangère repose encore plus que jamais sur la supériorité des grandes super-puissances, le droit de prendre ce qu'elles veulent et par la violence. Sur le plan intérieur, cette idéologie perçoit la démocratie, les droits humains et la diversité comme une menace. Le renforcement de cette vision du monde ne rend pas le monde plus sûr ni plus stable pour qui que ce soit, bien au contraire. Trump a déclaré vouloir prendre le contrôle du canal de Panama et du Groenland. Poutine a déjà occupé la Crimée et occupe actuellement un cinquième du territoire ukrainien. Ces politiques représentent l'impérialisme et le colonialisme du 21^e siècle : elles incarnent l'état d'esprit de ces hommes qui pensent que lorsqu'on est suffisamment grand et puissant, on peut faire tout ce que l'on veut.

TRUMP ET LA FEUILLE DE ROUTE DE L'EXTRÊME DROITE

Le parti d'extrême droite, le Parti des Finlandais, actuellement au gouvernement dans le cadre de la coalition la plus à droite que le pays ait jamais connue, a tenté de contourner les positions de Trump en déclarant que même si ses positions sur l'Ukraine ne sont pas bonnes, sa politique est par ailleurs bonne. Le ministre du développement et du commerce extérieur a ainsi exprimé sa satisfaction de voir les États-Unis mettre fin au « wokisme ». Il a également indiqué que la politique de Trump était « exemplaire à bien des égards ». La vice-Première ministre a également fait l'éloge du discours de JD Vance à la conférence de Munich sur la sécurité. Toutefois, ces déclarations de politique intérieure ne sont pas distinctes des positions de Trump et de Poutine sur l'Ukraine. Elles sont l'expression d'une même vision du monde et d'une même idéologie. Vance a déclaré qu'il n'était pas le moins du monde préoccupé par la Russie, la Chine ou toute autre menace extérieure concernant l'Europe – il était plus préoccupé par une « menace de l'intérieur ».

Cette rhétorique s'inscrit dans le même registre que celui utilisé par l'extrême droite aux États-Unis et en Europe depuis des années. C'est le langage de Poutine et aussi, celui des partis d'extrême droite comme l'AfD en Allemagne, le RN en France ou Vox en Espagne. Ces forces affirment depuis longtemps que l'Europe est en déclin et faible en raison de ses valeurs liées à la diversité et à la démocratie, et non parce que rien n'a été fait en matière d'inégalité ou de

politiques industrielles communes. La démocratie, la diversité sociale, l'État de droit et l'égalité ou, comme l'a dit Musk, l'empathie, ces valeurs sont présentées comme des menaces internes et des valeurs qui sont la raison de l'affaiblissement de l'Europe. En politique étrangère, ce même raisonnement se traduit par le traitement de ces valeurs comme étant sans valeur ou non pertinentes.

L'administration Trump a immédiatement interdit certains mots aux États-Unis et a commencé à « purger » l'administration de manière illégale et à fermer les activités de promotion de la diversité. Ce sont des actions qui reflètent exactement la même vision du monde autoritaire et conservatrice que Poutine représente : une vision où les droits des minorités sexuelles et de genre, l'État de droit et les « valeurs européennes » symbolisent la faiblesse et la décadence morale. De nombreux commentateurs de gauche ont mis en garde contre l'idéologie de Trump bien avant sa réélection. Ces avertissements étaient fondés, entre autres, sur l'hostilité de Trump à l'égard des droits humains et sur ses déclarations concernant le retrait de l'accord de Paris sur le climat. Pendant longtemps, les commentateurs de la politique étrangère finlandaise ont maintenu que l'élection de Trump n'apporterait pas de changements significatifs aux relations transatlantiques. Je pense qu'il s'agit d'une erreur d'appréciation similaire à celle qui a été commise avec Poutine. Pendant trop longtemps, la droite a pensé que l'autoritarisme et l'idéologie de Poutine ne seraient un problème que pour les minorités vivant en Russie, et que cela n'aurait pas de conséquences en matière de politique étrangère. Il s'agissait d'une erreur d'analyse, et la même erreur est maintenant répétée avec Trump, potentiellement avec des conséquences encore plus importantes.

Il s'agit là d'un nouvel exemple de la manière dont la droite traditionnelle a permis l'émergence de ces dirigeants autoritaires et de l'extrême droite. Leurs politiques économiques ont créé la frustration et la colère que l'extrême droite canalise et, en outre, leur position consistant à comprendre ou à adopter les politiques de l'extrême droite a permis leur montée au pouvoir et leur intégration.

QUE SIGNIFIE POUR L'EUROPE L'ALLIANCE DES FORCES AUTORITAIRES ?

Il est essentiel de comprendre les risques que le renforcement d'une certaine vision du monde que représentent Poutine et Trump fait courir au monde, à la

paix et à la coopération multilatérale fondée sur des règles.

Le monde a un besoin urgent de voix alternatives à l'idéologie de ces hommes. Le concept d'autonomie stratégique est aujourd'hui encore plus important pour l'Europe, et c'est un concept très utile pour la gauche. Les objectifs clés devraient être la volonté de l'Europe de se tenir debout, de réduire les dépendances à l'égard des États-Unis et de chercher à promouvoir une paix juste en Ukraine, en tenant compte des défis que les circonstances actuelles posent à cet objectif.

SEPT CONCLUSIONS POLITIQUES POUR L'EUROPE

Voici les principales conclusions politiques que j'estime nécessaires pour l'UE et les États membres :

Stratégie de l'industrie de défense : achetez européen

L'administration Trump a souligné que l'Europe devrait prendre davantage de responsabilités pour sa propre sécurité et compter moins sur le soutien des États-Unis. Commençons par diriger vers l'industrie européenne tous les fonds actuellement destinés à l'industrie américaine de l'armement. Le rapport Draghi a souligné que 63 % des achats de l'UE en matière de défense étaient en 2022-2023 destinés aux États-Unis. Adoptons le principe « Achetons européen » et dirigeons ces fonds entièrement vers l'industrie européenne afin de renforcer les capacités européennes le plus rapidement possible.

L'OTAN européenne ou une nouvelle alternative

La nouvelle politique étrangère des États-Unis signifie que la confiance aveugle de l'Europe dans son soutien au sein de l'OTAN se révèle naïve. Le moment est donc venu de développer des structures européennes de coopération en matière de défense. Ce travail peut se faire au sein de l'UE, du JEF [Force expéditionnaire interarmées], de l'OTAN ou de tout autre cadre de coopération similaire, mais l'objectif stratégique est de construire des solutions de sécurité européennes qui ne soient pas basées sur les États-Unis.

Augmenter le soutien à l'Ukraine et annuler sa dette

Si (et quand) Trump réduira le soutien financier et militaire des États-Unis à l'Ukraine, l'Europe doit être prête à augmenter son soutien : armes, aide humanitaire, coopération au développement et reconstruction du pays. La Finlande ne doit pas rejeter catégoriquement la dette commune si elle est nécessaire pour as-

surer le soutien à l'Ukraine. L'Europe doit également adopter une position négative à l'égard des tentatives américaines d'exploiter les ressources minérales de l'Ukraine. L'annulation de la dette souveraine de l'Ukraine doit être à l'ordre du jour.

Garantir un éventuel cessez-le-feu et un plan de paix européen

L'une des plus grandes erreurs des dirigeants européens est que l'Europe aurait dû prendre l'initiative de son propre plan de paix avant même l'arrivée au pouvoir de Trump. Il est vrai que l'Europe a manqué d'une stratégie claire sur la manière d'assurer une paix juste en Ukraine, mais elle doit maintenant l'élaborer ensemble. L'une des questions clés dans laquelle l'Europe devrait jouer un rôle est de garantir la sécurité d'un éventuel cessez-le-feu ou d'un accord de paix.

Promouvoir d'urgence l'adhésion de l'Ukraine à l'UE

Une question cruciale concernant l'avenir de l'Ukraine et la prévention de nouvelles guerres est de savoir à quelle communauté politique ou architecture de sécurité elle va adhérer. Les États-Unis ont publiquement exclu l'adhésion à l'OTAN, qui semble également irréaliste étant donné que certaines régions de l'Ukraine resteront probablement sous occupation russe. Pour ces raisons, l'adhésion à l'UE reste l'option la plus viable.

L'UE doit renforcer les institutions juridiques internationales

L'une des évolutions les plus dangereuses de la politique internationale est l'érosion du droit international et des institutions qui le défendent. L'un des principaux responsables de cette érosion est l'UE elle-même, qui, notamment par ses politiques vis-à-vis de Gaza, a contribué de manière significative à l'émergence d'un monde où les règles peuvent être ignorées lorsque cela s'avère opportun. Si l'UE veut assumer le rôle de défenseur des droits humains et du droit international, elle doit commencer par modifier ses propres politiques.

L'autonomie stratégique et la sécurité ne se limitent pas à la défense

Comme on pouvait s'y attendre, les discussions sur le rôle de l'Europe se sont fortement concentrées sur la défense. Cependant, l'autonomie stratégique va bien au-delà de la défense. La sécurité ne se limite pas à la défense militaire. Il est extrêmement préoccupant et condamnable que le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, suggère que les États membres de l'UE

LIGNES DE MIRE

financent des investissements supplémentaires dans la défense en réduisant les services de santé ou de sécurité sociale. De telles politiques doivent être catégoriquement rejetées car elles cimenteraient la montée de l'extrême droite en Europe et créeraient ainsi de nouveaux problèmes de sécurité dangereux.

L'Europe doit comprendre à la fois l'importance clé de la dimension sociale pour la sécurité intérieure et la signification plus large de l'autonomie stratégique. La réduction des dépendances passe notamment par la limitation du pouvoir des oligarques de l'économie numérique. En plus d'investir massivement dans le développement des capacités de l'économie numérique européenne et de l'infrastructure des services numériques publics, l'UE doit également maintenir et renforcer la taxation et la réglementation des grandes entreprises de médias sociaux. Elon Musk ne s'oppose pas à la réglementation des plateformes numériques pour des raisons liées à la liberté d'expression, mais parce qu'il s'agit de sa propriété et de son pouvoir. Il ne veut aucune restriction à ce sujet. L'énergie est un autre secteur essentiel. L'UE devrait poursuivre la transition verte et promouvoir fortement la réduction des dépendances énergétiques extérieures.

Nous nous trouvons dans une situation nouvelle et dangereuse en matière de politique mondiale, mais nous ne devons pas être confus. Avec la dangereuse coopération entre Trump et Poutine et la montée de l'extrême droite, il y a aussi de la place pour une alternative. Le monde a plus que jamais besoin de voix alternatives, et la gauche doit être en première ligne pour créer ces alternatives.

SOUTENIR LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE, PAS LES PLANS DE RÉARMEMENT MONSTRUEUX

Simon Pirani

« **QUELLE PAIX ?** » est une vaste question. Pour la restreindre, nous pouvons demander : quelle sorte de paix est discutée entre les Ukrainiens ? Dans une interview sur les pourparlers entre Trump et Poutine, et les perspectives d'un éventuel accord, notre camarade Denis Pilach, membre de Sotsialnyi Rukh, a déclaré que « les Ukrainiens ont deux choses en tête lorsqu'ils réfléchissent à un quelconque accord : le sort des habitants des territoires occupés, et la façon d'empêcher la Russie de redémarrer la guerre¹ ».

Ces points pourraient encadrer les domaines d'accords, a-t-il soutenu. Il a souligné la position du gouvernement ukrainien qui ne reconnaît pas les annexions illégales, mais qui accepterait un cessez-le-feu suivi de négociations.

En ce qui concerne les garanties de sécurité, Denis a affirmé que l'adhésion à l'OTAN n'est pas seulement problématique, mais aussi improbable. Mais « une sorte de garantie de sécurité impliquant des acteurs importants est nécessaire, pour s'assurer que la Russie n'envahisse pas à nouveau l'Ukraine ».

Cela soulève à son tour la question de savoir qui peut garantir la sécurité de qui, et comment.

Pour y répondre, nous devons nous pencher sur des questions plus larges et contextuelles. Voici des commentaires sur quatre d'entre elles.

AUTORITARISME CONTRE DÉMOCRATIE

Pour de nombreux Ukrainiens, la guerre a posé la question suivante : vivre sous le régime autoritaire de Poutine ou dans une démocratie, même si elle est très imparfaite. La réponse a été : une résistance obstinée à l'invasion de la part de la société civile.

Mais est-il juste de considérer cette résistance comme faisant partie d'une bataille internationale plus large entre l'autoritarisme et la démocratie ? Je pense qu'il s'agit là d'un cadre problématique.

Les puissances d'Europe occidentale, y compris le Royaume-Uni, qui ont maintenant promis de soutenir l'Ukraine après le revirement de la politique américaine, sont parmi les plus grands ennemis de la démocratie et des droits démocratiques. Non pas à cause de leurs systèmes politiques nationaux, dans lesquels de précieux droits et libertés démocratiques, gagnés au cours des luttes passées, persistent en-

Simon Pirani est historien. Il a notamment publié *Burning Up: A Global History of Fossil Fuel Consumption* (Pluto Press, 2018); *Change in Putin's Russia: Power, Money and People* (Pluto Press, 2010), *The Russian Revolution in Retreat 1920-24: Soviet Workers and the new Communist Elite* (Routledge, 2008),

Source : texte basé sur une conférence donnée lors d'un panel, « Quelle paix ? », le mercredi 26 mars dans le cadre de la conférence Solidarité avec l'Ukraine à Bruxelles. Simon Pirani souhaite remercier le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine de l'avoir invité à prendre la parole lors de cette table ronde.

Publié pour la première fois sur *People and Nature*.
Traduction : Michel Lanson pour le site du [Réseau Bastille](#).
[Adresses, internationalisme et démocr@tie](#), n° 11

1. Entretien avec Denis Pilach, « The left should support a just peace for Ukraine, not a Trump-Putin deal to appease the aggressor », *Links*, 13 mars 2023. :

LIGNES DE MIRE

core. Mais parce qu'ils soutiennent de vils dictateurs qui défendent les intérêts du capital à l'échelle internationale.

Après tout, ils avaient espéré continuer à travailler avec le régime de Poutine avant et après 2014 – malgré la Tchétchénie, malgré la Syrie – et n'ont révisé leur point de vue qu'en 2022.

Le rappel le plus clair de l'attitude de ces puissances à l'égard de la démocratie et des droits humains se trouve à Gaza. Elles continuent d'armer et de soutenir Israël, malgré quinze mois de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité implacables, commis quotidiennement à Gaza, et maintenant en Cisjordanie, par un gouvernement d'extrême droite et de quasi-fascistes.

Le ciblage disproportionné des civils, le blocage délibéré de la nourriture et des fournitures médicales, le bombardement des infrastructures civiles, les appels explicites au nettoyage ethnique lancés par les ministres israéliens, tout cela constitue des crimes de guerre. Mais les gouvernements occidentaux continuent de fournir des armes à Israël et de faire la chasse aux sorcières à leurs propres citoyens qui protestent.

Cela signifie-t-il que nous devrions refuser le soutien apporté aux Ukrainiens qui résistent à l'agression russe par le facilitateur de génocide Keir Starmer ou la quasi-fasciste Georgia Meloni? Non. Mais nous devons ouvrir les yeux sur leurs motivations.

Leurs prétentions à lutter contre l'autoritarisme sont des mensonges hypocrites. Les principaux politiciens ukrainiens sont eux aussi coupables: ils ont profité de l'occasion offerte par la guerre pour saper les droits démocratiques et les droits du travail.

En outre, nous devrions remettre en question l'idée que les dirigeants européens se font de la « sécurité ». Je pense qu'ils entendent par là la sécurité du capital et de ses structures de pouvoir. La même « sécurité » qui sous-tend leurs politiques meurtrières et racistes à l'égard des migrants. Pour nous, la sécurité signifie la sécurité des personnes. Ce sont des choses différentes, opposées. Nous devons définir notre position collective à ce sujet.

Le mouvement syndical et les mouvements sociaux ont besoin d'un programme indépendant pour se mobiliser en faveur de l'Ukraine.

Notre génération n'est pas la première à devoir faire face aux problèmes liés à la conclusion d'alliances limitées avec nos ennemis de classe. Collecti-

vement, nous devrions nous inspirer des exemples de résistance aux régimes d'occupation nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Nombre d'entre eux – en Grèce, dans les Balkans, en France et ailleurs – ont été organisés principalement par le mouvement ouvrier, mais ils ont travaillé aux côtés des États bourgeois en exil soutenus par la Grande-Bretagne et d'autres puissances occidentales, avec lesquels ils étaient en constante tension.

RÉARMEMENT

Suite au revirement de la politique américaine, les puissances européennes ont décidé de mettre en place des programmes de réarmement à long terme, c'est-à-dire des investissements étatiques substantiels dans la fabrication d'armes.

Nous ne devons pas nous faire les chantres de ces programmes. Nous ne sommes pas tenus de les approuver, afin de soutenir politiquement la fourniture à l'Ukraine par les États d'Europe occidentale des armes et des munitions dont elle a besoin. Nous pouvons soutenir les acteurs non étatiques en Ukraine – volontaires médicaux, groupes de la société civile soutenant l'armée, etc. – sans approuver les stratégies de la classe dirigeante.

Dans un article récent sur le réarmement, le journaliste socialiste Owen Jones a affirmé que « les dépenses de défense doivent être examinées à la loupe² ». Je suis d'accord.

Jones a souligné qu'« une part importante » du budget de la défense britannique est consacrée aux missiles nucléaires Trident, qui n'ont aucun rapport avec la guerre en Ukraine; que des milliards ont été dépensés pour des porte-avions et des véhicules blindés Ajax qui, selon les spécialistes militaires, ne servent à rien.

En outre, le gouvernement britannique a subordonné le réarmement à des réductions massives des autres dépenses de l'État.

Il s'agit d'un faux choix typiquement néolibéral: soutenir l'Ukraine ou les services publics. Il est encadré par les politiciens traditionnels et soutenu par l'extrême droite poutinienne.

Nous devons nous y opposer. Gagnez du soutien pour nos demandes d'annulation de la dette

2. Owen Jones, « Keir Starmer, you claim huge and damaging cuts are vital so we can buy arms and defend ourselves. Prove it », *The Guardian*, 5 mars 2025.

ukrainienne. Exigeons la saisie des avoirs financiers russes gelés, que les autorités européennes devraient restituer cette année. Exigeons la fin des livraisons d'armes à Israël. Taxer les riches pour financer les services publics.

LA NATURE DE LA MENACE RUSSE

Pour développer notre approche de ces questions, nous devons également caractériser la nature de la menace russe. Pour nos amis d'Ukraine et des États baltes, cette menace est immédiate. Nous devons leur demander conseil.

Nous devons également évaluer dans quelle mesure l'Europe est confrontée à une menace plus large d'action militaire russe.

Une partie de l'opinion publique compare le moment présent à 1938 et prévient que l'apaisement avec Poutine conduira à une guerre totale. Cela recoupe dans une certaine mesure les politiques de réarmement.

J'ai des doutes à ce sujet. Après avoir concentré ses forces en Ukraine pendant trois ans, la Russie n'a non seulement pas réussi à s'emparer de Kiev, mais n'a capturé qu'un cinquième du territoire ukrainien, à un coût énorme – y compris l'abandon de son plus proche allié au Moyen-Orient, Bachar al Assad.

Regardons aussi la croissance des mouvements sociaux contre certains régimes poutiniens d'Europe de l'Est, en Slovaquie, en Serbie et en Hongrie.

Nous devons nous demander non seulement si le Kremlin, poussé par un nationalisme exacerbé, pourrait *vouloir* lancer des attaques plus largement à l'ouest de la Russie, mais aussi : dans quelle mesure est-il *en mesure* de le faire. Peut-être est-il plus susceptible d'utiliser la cyberguerre, le sabotage de bas niveau et, bien sûr, le soutien aux partis d'extrême droite en Europe.

Je n'ai pas de réponse à ces questions. Mais si nous n'en discutons pas, nous ne pourrions pas mettre en place des stratégies significatives.

QUE PEUVENT FAIRE EFFICACEMENT LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX ?

J'espère que cette conférence discutera non seulement de ce que les gouvernements peuvent ou veulent faire – sur lequel notre influence, l'influence de la société civile, est toujours limitée – mais aussi de ce que nous pouvons faire indépendamment des gouvernements.

Bien sûr, nous devons associer le soutien à la résistance ukrainienne et à une paix juste à des luttes plus larges pour la justice sociale, contre les politiques anti-migrants et pour une action efficace contre le changement climatique. Tout le monde ici connaît ces arguments.

Au-delà de cela, je ne ferai qu'une seule remarque. Comparons les manifestations contre le soutien à l'Ukraine – auxquelles ont participé au Royaume-Uni une ou deux centaines de campistes, staliniens et grincheux - avec les manifestations contre le génocide israélien, auxquelles participent régulièrement au Royaume-Uni des centaines de milliers de personnes.

Lorsque nous nous rendons à ces manifestations avec une banderole indiquant « De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime³ », les gens manifestent une énorme sympathie.

Ces foules sont composées en grande partie de jeunes qui croient en un avenir meilleur - sans guerre, sans oppression et sans la menace d'une catastrophe climatique.

Il est essentiel de faire cause commune avec eux si nous voulons renforcer le soutien de l'Europe occidentale à la résistance ukrainienne et à une paix juste.

3. <https://ukraine-solidarity.org/from-ukraine-to-palestine-occupation-is-a-crime/>.

DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE OU DÉFAITISME CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE ?

Daniel Tanuro

LIGNES DE MIRE

LE « DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE » est une position de principe : confrontés à une guerre impérialiste menée par leur bourgeoisie, les marxistes révolutionnaires ont pour ligne de transformer la guerre en révolution. Ils sont donc pour la défaite de leur propre camp, pour la défaite de leurs propres exploités capitalistes. Ils expliquent à la population que la propagande de ceux-ci n'est qu'un masque, que les vrais objectifs de la classe dominante sont des objectifs de rapine, de conquête de marches et de colonies, et que la réalisation de ces objectifs se fera toujours au détriment de la classe travailleuse. Le défaitisme révolutionnaire est l'orientation adoptée par Lénine lors de la guerre de 14-18 ; elle a effectivement ouvert la voie à la révolution en Russie et en Allemagne.

Le défaitisme révolutionnaire est-il d'application dans le cas de la guerre en Ukraine ? Oui et non. Il est d'application du côté russe, car la guerre déclenchée par Poutine est clairement une guerre d'agression impérialiste. Elle vise à briser par la force le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien opprimé. Elle vise à mettre en place un pouvoir fantoche pour restaurer la domination coloniale que l'empire tsariste exerçait sur le peuple ukrainien, et par ricochet sur les autres petits peuples périphériques de la Russie. La tâche de la gauche russe est de lutter contre cette guerre de brigandage impérialiste, donc d'œuvrer à la défaite de sa propre classe dirigeante, car cette défaite ouvrira la voie d'un possible changement révolutionnaire.

Mais la situation est toute différente du côté ukrainien. La guerre, ici, n'est pas impérialiste, c'est une guerre d'autodéfense. Elle a pour but la protection du peuple ukrainien dans son droit à l'existence en tant que nation autonome, en tant que nation qui se gère elle-même et choisit elle-même ses dirigeants. Que cette autonomie soit plus ou moins imparfaite n'est pas la question ici : c'est clairement son principe même que Poutine veut détruire par la force, et il y met des moyens barbares, d'une brutalité typiquement impérialiste. L'immense majorité du peuple ukrainien se mobilise et s'organise pour résister à l'agression de mille façons différentes.

Non seulement cette résistance est légitime, mais en plus elle prend les formes de l'auto-organisation, au sein desquelles les classes populaires jouent un rôle prépondérant. Plaider ici pour le défaitisme n'est donc pas révolutionnaire, c'est au contraire de défaitisme contre-révolutionnaire qu'il s'agit. La tâche des socialistes révolutionnaires dans cette situation est de participer à la résistance populaire en lui donnant une

orientation sociale, démocratique et internationaliste (contre la haine du Russe, p. ex).

Et au-delà du théâtre des opérations, quelle ligne adopter? Une partie de la réponse à cette question doit être donnée à partir du diagnostic sur la nature de la guerre. Un peuple lutte contre sa domination impérialiste coloniale, il doit être soutenu dans sa résistance sous toutes ses formes, de même qu'il faut soutenir les antiguerre dans le camp de l'agresseur. C'est fondamental. Mais une autre partie de la réponse doit tenir compte du fait que l'impérialisme « occidental » manœuvre pour tirer avantage de la lutte du peuple ukrainien dans sa rivalité croissante avec l'alliance en formation entre les impérialismes chinois et russe, et du fait que cette rivalité croissante risque en effet de déboucher dans les années qui viennent sur une guerre mondiale.

Dans une telle guerre mondiale, le défaitisme révolutionnaire s'imposerait à coup sûr comme la stratégie à mettre en œuvre. Cependant, arguer du danger d'une guerre mondiale future pour imposer aujourd'hui au peuple ukrainien de renoncer à son juste combat est inique, et relève en fait d'une mentalité petite-bourgeoise impérialiste et coloniale. Cela revient en effet, pour la gauche occidentale, à imposer à la résistance populaire ukrainienne une ligne contre-révolutionnaire de capitulation, dans l'espoir de « sauver la paix » par la diplomatie. Donc dans l'espoir que « le dialogue » entre bandits capitalistes permettra de préserver « notre » confort, de ne pas être dans l'obligation, ici, d'envisager une perspective révolutionnaire de lutte contre la menace de guerre anti-impérialiste.

J'ai repris dès le début de l'affaire ukrainienne cette formule dont j'ai oublié l'auteur: il y a deux niveaux de conflictualité. Un conflit est ouvert, l'autre est encore latent, mais grandit indiscutablement. Comment lutter contre ce deuxième niveau, telle est la question. La réponse doit consister pour ainsi dire à anticiper la stratégie du défaitisme révolutionnaire. Comment? En refusant tout sacrifice, toute austérité, toute paix sociale que la classe dominante ici voudrait imposer sous prétexte de la guerre en Ukraine, notamment pour augmenter les budgets militaires. En exigeant que la facture de la guerre soit payée non seulement par les oligarques russes, mais aussi par nos oligarques. En imposant que les méthodes utilisées pour identifier les fortunes de ces oligarques russes soient utilisées contre « nos » paradis fiscaux. En retournant l'accueil des réfugié-es ukrainien·nes contre l'odieuse politique d'asile coloniale et raciste de « notre » impérialisme. En soutenant l'exigence

d'abolition de la dette ukrainienne et de toutes les dettes des pays dominés. En luttant pour l'expropriation des gens de l'énergie (qui s'enrichissent scandaleusement) et la socialisation du secteur, seul moyen d'arrêter la catastrophe climatique. En prenant des mesures anticapitalistes contre les spéculateurs qui profitent de la hausse du blé. Etc, etc.

POUR UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ ANTICAPITALISTE ET INTERNATIONALISTE!

Gauche anticapitaliste

LIGNES DE MIRE

LA GAUCHE ANTICAPITALISTE a été frappée comme l'ensemble des forces politiques et sociales de gauche par les basculements internationaux des dernières semaines, consécutifs à la victoire électorale de l'extrême droite trumpiste dans la première puissance impérialiste mondiale, les USA. Dans ce contexte, le débat sur les questions de sécurité, militaires et de défense a saisi l'ensemble des pays d'Europe. La menace du régime de Poutine est réelle contre l'Europe de l'Est et contre les droits démocratiques et sociaux partout sur le continent, par ses alliances avec l'extrême droite. De même, Trump, Musk et Vance, comme les extrême-droites en Europe et ailleurs, montrent leur volonté de s'attaquer frontalement à toute politique sociale et progressiste même minimale, telles que les réglementations environnementales, les luttes contre les discriminations ou les droits sociaux et syndicaux des travailleur·euses. Macron, Von Der Leyen ou De Wever ne font que préparer le terrain pour ces forces ouvertement néofascistes.

Dans ce contexte nouveau, pour les marxistes révolutionnaires, la meilleure défense n'est pas la plus chère ni celle des armes les plus dangereuses, mais elle pose à nouveau frais la question des fins et des moyens, donc des objectifs à défendre. Dans ce sens, la sécurité pour les travailleur·euses, c'est aussi, d'abord et avant tout la sécurité sociale et écologique. Nous appelons dès lors l'ensemble du mouvement social et des forces de gauche à s'emparer sérieusement des enjeux de sécurité pour ne pas les laisser entre les mains de l'extrême droite ou des droites néolibérales, dont les politiques répressives et violentes sont faites sur mesure pour le grand capital et des élites les plus parasitaires.

Dans le contexte actuel de passage à l'extrême droite des USA, de virage à droite en Europe et de menaces contre l'Ukraine, les trois objectifs suivants sont incontournables et indissociables : le soutien à l'Ukraine contre le carbofascisme expansionniste russe, la lutte contre les libéraux autoritaires qui nous gouvernent en Belgique et en Europe, et la lutte contre l'internationale néofasciste de l'axe Trump-Poutine. Les plans européens, en plus de ne pas répondre aux besoins de la légitime défense ukrainienne contre l'invasion de Poutine, servent une fois de plus de prétexte pour imposer des politiques d'austérité, de répression des libertés et de destruction écologique. Ces mêmes dirigeants européens hypocrites sont des complices actifs de la guerre génocidaire israélienne en Palestine et cherchent, à l'instar de Starmer, Macron ou

Rutte, à « négocié » avec les USA de Trump, quitte à se soumettre à des politiques impérialistes et annexionnistes en Ukraine, en Palestine et ailleurs.

Dans ce nouveau développement d'un capitalisme mortifère, nous avons besoin d'une politique indépendante qui se base d'abord en Belgique sur trois refus clairs :

Non au plan ReArm Europe qui remet à l'industrie de l'armement et au marché les clés de notre politique de défense, non à l'Europe puissance capitaliste et néolibérale !

Non aux réformes antisociales de la coalition Arizona contre l'ensemble du monde du travail et la sécurité sociale, non aux plans de privatiser (que ce soit Belfius, BPost ou autres) pour augmenter le budget de la défense, non à la hausse de l'âge de la retraite pour les militaires !

Non à l'unité nationale : pour une lutte de classes continue et déterminée face aux attaques antisociales et liberticides de nos gouvernements !

Pour une politique militaire indépendante et internationaliste, par et pour les classes populaires, les anticapitalistes défendent le programme de rupture suivant :

L'annulation complète et inconditionnelle de la totalité de la dette de l'Ukraine ;

L'arrêt effectif de tout lien économique avec la Russie ;

La saisie des avoirs russes hébergés chez Euroclear en Belgique : pour l'incursion dans la propriété des capitalistes ;

L'arrêt complet et immédiat des livraisons d'armes à des régimes réactionnaires partenaires de l'UE tels que l'Arabie Saoudite, Israël, l'Égypte, l'Inde, etc. pour rediriger les armes disponibles vers l'Ukraine ;

Une autonomie de défense et stratégique complète par rapport aux USA : par exemple, un programme indépendant de Starlink, l'arrêt des achats de F35, etc. ;

Pour ce faire, la socialisation et planification du secteur de l'armement est nécessaire, sous contrôle démocratique, avec la priorisation des moyens existants et libérés vers l'aide à la résistance ukrainienne. De même l'armée doit être démocratisée et sous contrôle citoyen ;

Notre politique anticapitaliste de sécurité passe aussi par des investissements massifs dans l'édu-

cation et la cyberdéfense, et dans le service public de la santé ;

De même, une telle politique nécessite la socialisation de secteurs clés de l'économie tels que la finance et l'énergie, et la sortie des énergies fossiles qui menacent l'humanité et nous rendent dépendants des USA, de la Russie, et des monarchies du Golfe ;

Un impôt de crise sur les grosses fortunes de Belgique et d'Europe et un programme social-écologique d'ampleur ;

Enfin, l'élection d'une assemblée constituante des peuples d'Europe : un véritable processus politique qui crée une communauté de destins démocratique des peuples et travailleur-euses d'Europe.

UN CONTREPLAN ALTERNATIF DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Jean-Pierre Hardy

LIGNES DE MIRE

N'ÉTANT PAS UN SPÉCIALISTE des questions de l'armement et des stratégies militaires, je ne peux que faire appel et, le cas échéant, faire bénéficier de mon expérience militaire qui remonte à loin, mais que la guerre en Ukraine a réveillée et questionnée.

J'ai fait mon service militaire en 1979, d'abord au 4^e régiment de hussards à Besançon, unité blindée de chars légers EBR (Engins Blindés de Reconnaissance). J'ai été mis aux arrêts de rigueur pour avoir demandé la constitution d'un comité d'hygiène et de sécurité (CHS) et fait signé la pétition nationale pour les transports gratuits et les libertés démocratiques dans les armées. Les EBR étaient surnommés les « friteuses » à cause des nombreuses fuites d'huile dans le moteur et dans le pilotage de la tourelle du char, le CHS devait pouvoir s'opposer à la sortie des chars dangereux.

Comme prévu et accepté, avec onze autres camarades nous en avons pris pour un premier « 60 jours d'arrêts de rigueur » et ouverture d'un dossier pour passer devant le Tribunal permanent des forces armées (TPFA), voire, la Cour de sûreté de l'Etat qui la gauche va dissoudre peu de temps après son arrivée au pouvoir en 1981 comme elle s'y était engagée.

J'ai effectué mes « 60 jours d'arrêts de rigueur » d'abord à Illkirch-Graffenstaden en Alsace puis, compte tenu d'une délégation de ligue des droits de l'homme qui animait le Comité « Droits et libertés » dans l'institution militaire (CDLIM) exigeant de pouvoir me visiter, dans la prison militaire du 19^e régiment de chasseurs en République fédérale allemande (RFA).

J'ai terminé mon service militaire dans ce 19^e RC d'unités blindées de chars AMX 13. J'ai été libéré sans faire complètement « le rab » qu'entraînait les 60 jours d'arrêts de rigueur afin d'éviter de me réincarcérer à mon retour de la 2^e conférence européenne des syndicats de soldats qui s'est tenue à la Toussaint 1979 à Utrecht au Pays Bas (ECCO : European Conference of Conscripted Organisations) où j'étais dans la délégation française d'Information pour les droits du soldat (IDS).

Dans la première moitié des années 1980, j'ai ensuite milité à IDS (mensuel *Le Soldat*) et le CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe).

LA STRATÉGIE MILITAIRE DES ANNÉES 1970-1980

Outre les interventions coloniales en Afrique francophone (le Zaïre de Mobutu ami de Giscard, le Rwanda et le Burundi sont d'anciennes colonies belges), l'armée française, notamment celle station-

Jean-Pierre Hardy a été membre d'Information pour les droits du soldat et du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe.

née en RFA, était censée stopper les colonnes de chars soviétiques qui étaient susceptibles d'arriver en 24 heures chrono sur la place de la Concorde à Paris.

Nos manœuvres au 4^e RH dans le camp de Valdahon dans le haut Doubs (appelé la petite Sibérie) consistaient avec nos EBR à aller de l'avant pour entrer en contact avec les colonnes de chars soviétiques (T54), signaler les concentrations de ces colonnes pour les vitrifier avec une bombe nucléaire tactique déclinaison des missiles Pluton. Cette arme nucléaire tactique pouvait cependant avoir une puissance destructive équivalente à la bombe atomique larguée sur Hiroshima en 1945. L'utilisation de l'arme nucléaire tactique ne devait pas déclencher une riposte avec des missiles atomiques intercontinentaux stratégiques lancés par les sous-marins nucléaires ou à partir des silos sur terre comme ceux du plateau d'Albion en Provence, ou de plus en plus dans le vaste territoire de l'URSS sur des véhicules mobiles, ce qui aurait entraîné l'apocalypse nucléaire mondiale.

L'EBR n'était pas un blindé chenillé mais avait quatre roues motrices avec des pneus larges hauts et épais et quatre roues motrices avec des roues métalliques qui pouvaient être ajustées en hauteur. Cet EBR avait deux conducteurs l'un à l'avant et l'autre à l'arrière, un chargeur d'obus et un tireur commandant de char. Cet EBR, char léger rapide permettait donc de foncer vers les concentrations blindées avec leur indispensable logistique (ravitaillement en carburant et en nourriture, pièces de rechange), les signaler afin de permettre au blindé lanceur du missile nucléaire tactique de les vitrifier. Le conducteur avant de l'EBR devait faire une inversion de commande pour permettre au conducteur arrière de foncer en sens inverse et limiter les effets des inévitables retombées de la bombe nucléaire tactique. La tenue NBC (Nucléaire, Biologique et Chimique) ne pouvait être portée à l'intérieur du char dont le blindage ne protégeait pas des radiations. Tout cela devait se faire en Allemagne, pas à l'orée de la frontière française et permettre la cessation de l'invasion et un retour aux négociations et aux compromis.

L'EBR avait été utilisé en Algérie dans les routes de montagne et les chemins étroits où il est difficile de manœuvrer et de faire un demi-tour. En cas d'attaque, l'inversion de commande permettait d'aller en arrière et de faire rapidement le chemin inverse. Les EBR ont été remplacés par des chars légers à six roues, les AMX-10.

Au 19^e RC, les chars de combats AMX-13 s'entraînaient pour livrer bataille « char contre char » avec les chars soviétiques. Mais déjà, le commandement militaire reconnaissait qu'il n'y aurait plus de bataille de chars puisque les chars allaient se faire détruire à coups de missiles antichars qui montaient en puissance. La première génération de missiles antichars « Milan » permettait déjà de détruire un char à 2000 mètres, mais il était guidé vers son objectif en étant relié par un fil. Les nouveaux missiles antichars vont être autonomes et rendre le char de combat obsolète comme l'a été le cheval pour la charge de cavalerie.

Au 4^e RH comme au 19^e RC, la hiérarchie militaire réactionnaire entonnait la légende des chars soviétiques en 24 heures à Paris s'ils n'étaient pas bloqués par une bombe nucléaire tactique, alors que tous savaient que ces chars ne pouvaient pas faire autant de kilomètres sans tomber en panne plusieurs fois et devoir changer la plupart de ces pièces moteur et tourelle. Les chars soviétiques étaient de gros consommateurs de carburant et ils avaient deux gros bidons d'essence supplétifs harnachés à l'arrière (voir les images de ces chars envahissant le Tchécoslovaquie en août 1968) qui pouvaient être facilement atteints par n'importe quel projectile d'une arme tenue « à l'épaule » d'un simple tireur.

Certains cadres militaires rencontrés dans ces deux régiments blindés se vantaient d'avoir été contactés par les services marocains pour aller épauler l'armée marocaine équipée des mêmes chars français en guerre contre le front Polisario au Sahara occidental, ancien Sahara espagnol. Ils avaient refusé parce qu'ils ne voulaient pas « se faire défoncer par des [propos racistes] en Renault 4L ». Ils faisaient référence aux raids en véhicules légers (ancêtre des Pickup) avec des combattants du Polisario avec des lance-roquettes qui décimaient les unités blindées marocaines. Le Maroc a fait édifier un haut mur de sable et de pierrailles pour rendre difficile ces raids et couper le territoire en deux.

Si les chars n'ont plus leur place sur les champs de bataille, ils sont essentiels dans les combats de rue contre-insurrectionnels. C'est la dénonciation de l'armée de guerre civile symbolisée par le coup d'Etat de Pinochet au Chili en septembre 1973. Quelques mois avant dans le cadre du mouvement de la jeunesse contre la suppression des sursis militaires par la loi Debré, les slogans antimilitaristes avaient le plus de succès comme le « L'armée ça pue, ça pollue et ça rend con ». A l'époque, ce n'étaient les lance-roquettes sortant des ruines qui pouvaient stopper les chars

LIGNES DE MIRE

dans les villes en guerre civile. Aujourd'hui des drones, même artisanaux avec des « modes d'emploi » disponible sur Internet, sont d'une grande efficacité.

Dans la même période en Afghanistan, les missiles Stringer sur une « épaulement d'homme » terrassaient les hélicoptères et l'aviation soviétique tandis qu'au sol les lance-roquettes anéantissaient les blindés.

L'ère des chars et des hélicoptères de combat avait vécu. Place, à ce que nous appelons au Codene à la techno-guérilla.

L'intervention de l'OTAN contre la Serbie s'est faite par des bombardements aériens et des missiles Air Sol et Mer Sol visant à écraser les capacités militaires mais aussi civiles (ponts, productions d'électricité et d'eau, télécommunication et même radio-télévision). Il en a été de même de façon beaucoup plus intensive dans la 2^e guerre du Golfe. L'Irak de Saddam Hussein a vu ses infrastructures civiles visées en priorité et complètement détruites principalement par les missiles Tomahawk lancés à distance par des navires US en Méditerranée et dans le golfe persique. Il fallait ne pas faire prendre de risques aux aviateurs, quelques batteries de missiles antiaériens pouvant avoir échappées aux premières frappes. L'invasion terrestre avec des colonnes de blindés tirant sur tout ce qui bougeait devait se faire dans un pays « ramener à l'âge de pierre ».

L'effondrement de l'URSS et de ses pays satellites ont remis en cause les stratégies militaires de maintien et refoulement de la menace soviétique avant de revenir sous la forme de défense de l'autodétermination des peuples face à la renaissance de l'impérialiste russe.

LA GUERRE EN UKRAINE CONFIRME L'ENTRÉE DANS L'ÈRE DES DRONES

Les drones marins ukrainiens ont détruit en grande partie la flotte russe en mer noire, le reste restant « planqué » dans le port de Sébastopol en Crimée ou dans la mer d'Azov devenue mer intérieure russe depuis la conquête de ses rives ukrainiennes en 2022.

Les drones marins et aériens des Houthis en mer rouge peuvent interrompre le trafic maritime. Ils ont la capacité de s'attaquer à la flotte américaine mais s'autolimitent pour éviter de voir la partie du Yémen qu'ils contrôlent devenir un Gaza bis.

Les drones de toutes dimensions et de toutes capacités fabriqués par des clubs de modélistes ou par de nouvelles petites usines d'armement légères et mobiles avec imprimantes 3 D ont permis de dé-

truire des chars et autres véhicules blindés russes. Les chars les plus modernes allemands, britanniques et américains livrés avec retard ont aussi été décimés par des drones russes ou des drones iraniens livrés à la Russie. Les drones menacent aussi les regroupements de soldats au sol et dans leurs casemates dans les tranchées de la ligne de front.

L'Ukraine doit se voir livrer des missiles antimissiles américains et européens pour interdire son espace aérien aux avions et missiles supersoniques russes et protéger ses infrastructures civiles de la destruction totale.

La conception, la construction et l'utilisation de drones ne peut se faire en « freelance » par des joueurs de jeux vidéo isolés. Cela nécessite la mise en commun et le fonctionnement en équipe. L'esprit et la solidarité d'équipe se forge dans des regroupements et le partage des « moments de vie » communes. Mais ce n'est pas le retour à la période « des classes » que nous avons subie comme « bidasse » les deux premiers mois du service militaire, ni les stages d'intégration des entreprises et des administrations que sont passés de mode après avoir permis de reconverter les lieux où nous avons fait nos stages commandos au programme pour une petite partie des appelés. Les obstacles des parcours des commandos ont été transformés en accrobranches sécurisées et en « sauts à l'élastiques », la grande différence étant que cela ne dure pas sept jours et sept nuits d'affilés sans discontinuité.

Le maniement sur le terrain des drones ne peut se faire que par des petites équipes communiquant entre elles sans les hiérarchies d'une armée professionnelle issue de l'armée coloniale. Ces équipes doivent être autogérées, coordonnées et très mobiles pour échapper aux drones de l'adversaire. Les transporteurs de troupes et les véhicules blindés collectifs comme les VAB (Véhicule Avant Blindé) devront être remplacés par des véhicules plus légers et plus rapides, voire des quads, pour slalomer entre les attaques et contre-attaques des drones de l'adversaire.

UN CONTREPLAN ALTERNATIF POUR UNE NOUVELLE ARMÉE ?

L'injonction à consacrer 5 % des PIB à la défense fait fi des questions de « pour défendre qui et quoi ? » et « comment ? »

Selon la réponse à ces questions, il peut y avoir déjà autofinancement, voire économies, donc pas

besoin de choisir entre différentes coupes dans les dépenses sociales.

De quel armement et de quelle armée avec ses soldats et soldates, avons-nous besoin pour résister et repousser l'attaque d'un impérialisme, et, pour venir en aide matérielle, voire humaine, à des peuples victimes d'une agression impérialiste ?

Quelle préparation militaire ne reposant plus sur les «crapahutages» et les «revues de défilés» que nos générations ont connus ; mais sur les manèges coordonnés de drones d'observation et de combat ? Sur quelles périodes la découverte et les rappels ?

Quelle nouvelle défense civile ?

Nous n'avons pas besoin d'une armée professionnelle tournée vers des opérations extérieures (OPEX). La fermeture de toutes nos bases en Afrique et dans l'indopacifique entraîne quelles économies ?

Avons-nous besoin d'un deuxième porte-avion nucléaire et même de supporter l'entretien à grands frais du premier porte-avions, le *Charles De Gaulle* pour une présence intermittente faussement prestigieuse sur toutes les mers du monde ?

De manière plus globale, de quelle flotte marine et sous-marine avons-nous besoin à l'heure des drones marins ?

On a vu que l'ère des drones met fin à l'ère des chars lourd de combat. Les 50 chars Leclerc ne servent que d'« appartements témoins » du lobby militaro-industriel pour bernier quelques riches acheteurs collectionneurs de la péninsule arabe.

Quelle aviation militaire à l'ère des missiles et des anti-missiles ?

L'abandon de l'entretien et de la modernisation d'une force de frappe de dissuasion militaire que nous avons défendue dans le cadre du Codene (Ni Pershing, Ni SS 20, Ni Pluton de l'atlantique à l'Oural, désarmement nucléaire unilatéral non conditionné au désarmement préalable ou conjoint de l'autre partie) génère quelles économies à redéployer ?

Faute de pouvoir annihiler et riposter aux drones de longue portée et aux missiles supersoniques de longue portée, le sort de Gaza nous donne l'idée de l'avenir avec des guerres impérialistes avec invasion terrestre.

La reconversion d'une partie du complexe militaro-industriel doit se faire en se réappropriant et en dépassant les expériences des contreplans ouvriers

alternatifs des années 1970-1980 comme celui de la Lucas Aérospace en Grande Bretagne.

Quid de la guerre et de la défense numériques ?

Les changements de paradigmes obligent à passer dans l'ère des drones et des drones tueurs de drones. La course aux armements que nous avons connue après la seconde guerre mondiale, principalement l'armement nucléaire, aurait évité une troisième guerre mondiale au profit de guerres régionalisées et autolimitées. La capacité militaire matérielle et humaine de bloquer une attaque terrestre impérialiste peut-elle dissuader d'en payer le lourd prix économique.

La surenchère technologique sur les drones et les drones tueurs de drones facilement productibles et reproductibles protégera-t-elle les peuples des différents impérialismes et sous-impérialismes ?

La conception, la production et l'utilisation des drones et missiles nécessitent des ressources humaines libérées avec des caractéristiques sur tous les points opposés au militarisme et ses habitudes de ces deux derniers siècles.

Quel contrôle sur la détention, l'utilisation et la dissémination de ses nouvelles armes portatives ?

Il va falloir construire une alternative qui ne peut pas être le retour au service militaire d'antan et une mythification des milices ouvrières d'autodéfense.

« LA GUERRE DE TOUS CONTRE TOUS¹ »

Pierre Naville

[...] Aujourd'hui, les situations concrètes [des antagonismes armés] se sont compliquées à tel point qu'on ne saurait se suffire de cette affirmation. Ce qui a beaucoup changé, c'est le rapport existant entre une opposition, ou un antagonisme, et l'armement. [...] On ne fait ni la guerre ni la révolution avec des mots. C'est le développement des techniques modernes liées à un accroissement démographique considérable, qui donne à la combinaison de toutes sortes de formes d'action de combat leur caractère particulier. Ces techniques sont et ont toujours été à la pointe du développement industriel et scientifique, car il est de l'essence même de tout dispositif technique d'être apte simultanément à la production et à la destruction. Les moyens dont dispose tout système armé de combat sont donc de plus en plus tributaires des caractéristiques du grand ensemble technique et économique moderne, et c'est cet ensemble mondial qui permet de comprendre le caractère plus ou moins prépondérant qui caractérise un conflit particulier. [...]

Il était inévitable que la multiplication et la prolifération des armes aille de pair avec le développement de l'industrie et les découvertes scientifiques. [...]

Il résulte aussi d'une évolution récente, et pleine d'enseignement, du rapport classique existant entre l'*arme* et l'*outil* (ou plus généralement le procédé technique). Traditionnellement une arme était considérée comme un outil adapté à la destruction et non à la production. Cette adaptation donnait à l'une et à l'autre des caractéristiques techniques spécifiques, en sorte que l'une ne pouvait servir directement aux fins de l'autre, et inversement. [...] Toute une évolution a fait aujourd'hui des systèmes d'armes des ensembles instrumentaux intégrés capables de détruire, mais aussi de produire.

Cette ambivalence avait presque disparu au 18^e siècle et au 19^e siècle. [...] Mais à la fin du 20^e siècle, le panorama a changé: les armes et les systèmes d'armes sont si étroitement tributaires de technologies scientifiques complexes qu'une grande partie d'entre eux sont à double usage [...]: les satel-

1. Éditions Galilée, 1977.

lites artificiels sont à tous usages, comme les avions ; les tanks peuvent servir de tracteurs, etc.

D'ailleurs les armes proprement dites ne peuvent remplir leur rôle que si toute la logistique adéquate le permet. Celle-ci s'étend maintenant à toutes les infrastructures techniques du pays comme à la structure économique-politique. Route, rails, ports, aéroports, usines, laboratoires de recherche, etc. sont les porteurs latents d'une énorme machine de guerre.

« ESSAI SUR LA NON-BATAILLE », RETOUR SUR UN LIVRE CULTE

Michel Goya

En décembre 2022, quelques mois après la bataille de Kyiv, Michel Goya revient longuement sur son site sur l'*Essai sur la non-bataille* de Guy Brossolet. Nous en avons extrait ici quelques passages liés directement à l'actualité de la guerre en Ukraine

RAPPELONS LE POSTULAT : le corps de bataille n'est pas là pour gagner la bataille, il n'en a pas les moyens. Il est là pour tester l'ennemi et montrer sa propre détermination. Pour réussir cette mission et au lieu de la manœuvre de grandes divisions blindées, Brossolet propose plutôt la mise en place d'un grand maillage de 60 000 km² occupés par divers modules. Sur la plus grande partie, on trouverait des « modules de présence », 2 500 au total, fait à la manière des patrouilles SAS de la Seconde Guerre mondiale d'une quinzaine d'hommes en véhicules légers tout terrain et armés de missiles Milan, mortiers, mines et divers armements légers. La mission de ces modules, agissant chacun sur environ 20 km², serait de renseigner sur l'action ennemie puis de détruire au moins trois véhicules avant de se replier à l'arrière. Entre les zones de ces modules de présence, on conserverait des couloirs de manœuvre pour les coups d'arrêt et les embuscades de régiments de chars autonomes, les modules lourds, et les formations d'hélicoptère, modules légers. Brossolet aime beaucoup les hélicoptères et imagine une flotte de 600 appareils dont 200 pour renseigner et 400 pour détruire. Le tout serait évidemment coordonnées par divers échelons de commandement de surface.

Guy Brossolet considère alors que cette organisation de « non-bataille » (en réalité ce serait une bataille quand même) permettrait de neutraliser quatre divi-

sions blindées-mécanisées soviétiques et de réaliser ainsi la mission de manière plus rentable que les cinq divisions blindées dont dispose alors la France. L'auteur, qui exprime à presque toutes les pages le souci louable du meilleur coût-efficacité, considère que les sommes économisées pourraient servir à renforcer les forces d'intervention, notamment aéromobiles.

Le modèle décrit par Brossolet est alors dans l'air dans plusieurs pays européens. On parle notamment de techno-milice en Suède ou de techno-guérilla en Autriche. Il n'aura jamais été testé en Europe en situation réelle face aux forces soviétiques, et même pas sur le terrain ou en wargame en France, ne serait-ce d'ailleurs parce qu'on n'y faisait pas de wargame. On aurait sans doute eu trop peur de montrer que c'était efficace, comme l'avait été le système de défense finlandais face à l'armée soviétique dans l'hiver 1939-1940 ou comme le sera celui du Hezbollah face à Israël en 2006.

On est typiquement dans le cas d'une innovation non pas radicale, où on fait la même chose en beaucoup mieux, mais de rupture, où son adoption implique des changements tellement profonds dans la pratique (CEMS, culture, équipements-méthodes-structures) des organisations que beaucoup y renoncent. Sans même évoquer ceux qui redoutaient qu'un système de défense trop efficace puisse constituer une force de dissuasion conventionnelle pouvant remettre en cause l'existence de leur force nucléaire, beaucoup trop n'avaient pas envie d'abandonner ce qu'il avait connu toute leur carrière pour rejoindre cet inconnu. Par ailleurs, cet inconnu était par trop contre-intuitif, le léger et le mobile devant l'emporter sur le lourd et le blindé. Il n'était pas certain non plus que beaucoup d'officiers supérieurs ou généraux acceptent de décentraliser une partie de leur pouvoir de commandement au profit de cadres subalternes qu'il se serait agi simplement de coordonner.

Brossolet aurait gagné à proposer son système de maillage en plus du système existant inchangé et non à sa place et en utilisant des troupes spécifiques pour le mettre en œuvre, par exemple les bataillons de chasseurs à pied, qui pouvaient trouver là une filiation historique. Une fois en place et à force d'exercices, de démonstrations et de littérature, l'innovation aurait alors peut-être pu se développer. Une innovation est une greffe qui demande un peu de soin pour être acceptée par un corps militaire par principe conservateur, car toute erreur – et les nouveautés sont une grande source d'erreurs – peut y avoir des conséquences très graves.

LIGNES DE MIRE

Le « système Brossolet » a finalement trouvé sa consécration en Ukraine dans la bataille de Kiev en février-mars 2022 alors qu'il y a été mis en œuvre de manière improvisée par des brigades territoriales ukrainiennes qui venaient juste d'être formées et des brigades de manœuvre qui ont appris sur le tas à combattre en petits groupes en association avec, et là c'est différent, aussi une guérilla de l'artillerie. On ne peut qu'imaginer ce qui se serait passé si tout cela avait solidement organisé depuis des années et sur toute la frontière.

La Voie de l'épée, 6 décembre 2022.

DRONES ET SOCIÉTÉ CIVILE

À Volochysk, dans la région de Khmelnytskyi, ont eu lieu les premières compétitions régionales ouvertes d'écoliers et d'étudiants en sports d'aéromodélisme pour les opérateurs de drones. Au total, 16 équipes de 14 communautés de la région ont démontré leurs compétences en matière de contrôle de drones. Selon un militaire présent portant l'indicatif d'appel « Pierce », venu assister à la compétition, de tels événements sont pertinents, car ils popularisent l'orientation des systèmes sans pilote.

« Les enfants viennent, volent et donnent leurs recommandations pour améliorer ces drones. Ils s'appuient sur leur expérience, leurs observations et leurs essais. Ces recommandations sont également prises en compte et vérifiées. Certaines de ces idées pourront être mises en œuvre à l'avenir, même dans le domaine militaire », a déclaré Pierce.

LA BATAILLE DÉCISIVE, MYTHE OU RÉALITÉ ?

Revue de tactique générale, 2019.

POUR UNE POLITIQUE MILITAIRE EUROPÉENNE PROLÉTARIENNE ET DÉMOCRATIQUE

Aplusoc, 17 mars 2025.

L'ARMÉE UKRAINIENNE A BESOIN D'UN CHANGEMENT CULTUREL POUR PROTÉGER LES DROITS DES SOLDATS

Olha Reshetylova

LA FONCTION D'OMBUDSMAN militaire a été créée en Ukraine à la fin de l'année 2023. Le 3 décembre, le président Volodymyr Zelenskyy a nommé Olha Reshetylova commissaire présidentielle pour la protection des droits des militaires et des membres des familles de militaires. Dans une interview accordée à Radio NV, Olha Reshetylova évoque la première vague de plaintes qu'elle a reçues, la résistance des commandants militaires et le projet de loi en cours d'examen qui officialiserait l'institution de l'ombudsman militaire.

Quels sont les principaux problèmes que vous ont signalés les militaires au cours de vos premiers mois en fonction ?

J'ai entendu beaucoup de choses et, pour être honnête, je connaissais déjà bon nombre de ces problèmes avant ma nomination, ayant travaillé pendant des années dans la défense des droits des militaires. Mais le volume de plaintes que je traite quotidiennement me permet de systématiser et d'analyser ces problèmes de manière plus approfondie. Certaines questions peuvent être résolues rapidement, tandis que d'autres nécessitent des réformes systémiques, parfois même pas des changements juridiques, mais plutôt des changements de mentalité.

Si nous devons classer les plaintes, les plus courantes au début concernaient les transferts, c'est-à-dire le non-respect du droit d'être transféré d'une unité à l'autre. D'autres concernaient le refus de soins médicaux ou d'orientation vers des commissions médicales militaires. Beaucoup provenaient de familles de soldats tombés au combat, portés disparus ou prisonniers de guerre.

Au cours des premiers mois, nous avons pu résoudre les problèmes les plus urgents liés aux transferts. Avec l'aide du Bureau central pour la protection des droits des militaires du ministère de la défense, nous avons identifié et traité les unités les plus fautives, expliqué aux commandants la nécessité de suivre les ordres de l'état-major général et, dans certains cas, des commandants de rang supérieur sont intervenus directement. Le problème n'a pas disparu, mais il n'est plus critique. La plateforme numérique Army+ a également facilité les transferts entre unités.

Le défi consiste désormais à coordonner les transferts entre les différentes agences du secteur de la sécurité, par exemple entre les forces armées, la garde nationale ou les services frontaliers. Des travaux sont

Interview d'Olha Reshetylova par Olseksiy Tarasoc pour Radio NV.

Traduction en français et publié sur le site du [Comité belge du Resu](#).

LIGNES DE MIRE

en cours pour intégrer Army+ dans les structures du ministère de l'intérieur.

L'Ukraine est en guerre avec la Russie depuis plus de dix ans, mais cette institution n'existait pas jusqu'à présent. Il n'y avait qu'un numéro d'urgence sur le site web du ministère de la défense. J'ai parlé à des soldats qui m'ont dit que leurs commandants leur réclamaient 20 % de leur salaire. Mais ils ne faisaient pas confiance à la ligne d'urgence. « Nous ne pouvons pas donner notre nom », m'ont-ils dit. « Nous pourrions donner le nom de notre commandant, mais il ne lui arriverait rien et nous serions punis. » Avez-vous entendu des choses de ce genre ?

Absolument. Ces cas existent. Et peut-être que dans certains cas, la ligne d'assistance a fonctionné comme elle le devait. Mais il existe déjà une méfiance générale parmi les militaires à l'égard des institutions militaires. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'un médiateur militaire. D'autres structures ne fonctionneraient pas, car il faut comprendre la psychologie des personnes en uniforme : elles évoluent dans des hiérarchies strictes. Elles savent que si leur commandant apprend qu'elles ont déposé une plainte, elles pourraient subir des conséquences.

C'est pourquoi mon bureau permet de déposer des plaintes confidentielles. Je demande toujours aux militaires de demander explicitement la confidentialité s'ils craignent des représailles. Nous ne contactons pas directement les commandants et ne divulguons pas l'identité des plaignants sans leur consentement. Notre objectif est de protéger ceux qui signalent des abus.

Dans la plupart des cas, nous ne nous contentons pas de transmettre les plaintes. Nous assurons souvent un suivi auprès du militaire et vérifions les faits. Un exemple : un soldat a déposé une plainte affirmant qu'il subissait des pressions. Le lendemain, il nous a répondu par écrit qu'il souhaitait retirer sa plainte car le problème avait été « résolu ». Nous n'y avons pas cru. Nous l'avons appelé. « Êtes-vous sûr ? Quelqu'un a-t-il découvert que vous aviez signalé les faits ? » Il a insisté pour dire que tout allait bien. Mais nous avons vérifié, car nous savons comment les choses fonctionnent.

Une fois, nous avons envoyé une plainte au commandement des forces terrestres, qui l'a transmise, comme d'habitude, au commandant accusé d'avoir violé les droits. Le soldat est revenu vers nous et nous a demandé : « Que faites-vous ? » Nous avons dû rappeler au commandement des forces terrestres qu'en

vertu de la loi ukrainienne, les plaintes ne doivent jamais être transmises à la personne visée par la plainte.

Nous nous efforçons d'instaurer une culture de la responsabilité dans le secteur de la défense et de la sécurité. Il ne peut s'agir d'une simple formalité administrative.

Vous avez mentionné que certaines questions nécessitent un changement de vision du monde. Qu'entendez-vous par là ?

Ce sont les questions les plus difficiles, voire existentielles. Par exemple, la valeur de la vie humaine dans l'armée. Après 11 ans de guerre, en particulier chez les commandants qui ont connu des combats intenses, ce sens de la valeur peut s'atrophier. Lorsque la mort est omniprésente, l'instinct de survie s'érousse. Ce n'est pas le cas pour tout le monde, mais cela arrive.

C'est pourquoi il est essentiel d'avoir quelqu'un issu du monde civil, mais proche de l'armée, pour leur rappeler que nous ne sommes pas l'ennemi. Nous sommes là parce que nous croyons que chaque vie compte. C'est pourquoi je me concentre sur des questions telles que les déploiements prolongés, les cas de disparus au combat et les évacuations de zones à haut risque.

Ce ne sont pas des problèmes que l'on résout en modifiant une loi. Il faut dialoguer avec les commandants à tous les niveaux. Il faut écouter, parfois débattre. C'est un long processus.

L'armée ukrainienne est humaine. Mais la guerre est brutale et l'ennemi est impitoyable. Nous oublions parfois notre message central : que les personnes sont notre valeur la plus précieuse.

Autre exemple : l'incertitude. Même les hauts responsables, à tous les niveaux, ne savent souvent pas de quoi demain sera fait. Cela affecte le moral. Si un soldat est en formation, il doit savoir à l'avance dans quelle unité il sera affecté. S'il s'agit d'une permission, celle-ci doit être planifiée, même si cela peut être difficile. Les familles ont besoin de savoir quand elles verront leurs proches. Ce type de prévisibilité renforce la résilience intérieure des soldats.

Vous êtes une défenseuse des droits humains chevronnée. Mais vous êtes aujourd'hui confrontée à un système militaire rigide et hiérarchisé, et nous sommes en pleine guerre. De nombreux commandants doivent vous considérer comme une menace. Comment vivez-vous cette expérience ?

Je ne suis pas une menace, mais oui, je vois parfois de la douleur sur leurs visages, comme s'ils se disaient : « Oh non, c'est encore elle. » Je m'y attendais, je m'attendais même à plus de résistance.

À l'heure actuelle, probablement parce que je représente le commandant en chef, ils ne peuvent pas m'ignorer. Qu'ils le veuillent ou non, ils doivent s'engager.

Je ne leur présente pas de réponses toutes faites. Je les consulte, nous discutons des problèmes lors de réunions d'information, je leur demande de m'appeler. Je respecte leur charge de travail, j'essaie donc d'être efficace. En général, nous sommes sur la même longueur d'onde. Ils comprennent aussi les problèmes. Mais avec tout ce qu'ils ont à faire, la réforme systématique n'est tout simplement pas une priorité.

L'armée ne changera pas d'elle-même, non pas parce qu'elle ne le veut pas, mais parce qu'elle en est physiquement incapable tant qu'elle est en guerre. Donc non, je n'ai pas rencontré de véritable résistance. Nous travaillons ensemble. Je bénéficie du soutien des commandants à tous les niveaux. Bien sûr, il y a des cas difficiles, et nous cherchons des solutions.

Comme je l'ai dit dans d'autres interviews, j'essaie de cultiver un réflexe : mieux vaut ne pas enfreindre les règles, sinon Reshetylova va commencer à appeler. De 7 heures du matin à minuit, je suis en contact avec eux. Je sais que ce n'est probablement pas leur activité préférée. Mieux vaut donc se conformer, et nous aurons moins de discussions.

Vous avez mentionné que les plaintes peuvent être déposées de manière confidentielle. Comment vérifiez-vous les informations ?

Il existe de nombreux moyens. Il faut comprendre le fonctionnement interne de chaque unité et savoir qui sont vos sources fiables. Il s'agit parfois d'un sous-officier supérieur, parfois d'un officier de coopération civilo-militaire. Nous recueillons les profils du plaignant et du commandant, en particulier dans les situations de conflit.

Nous travaillons également avec le Service militaire chargé de l'application de la loi, des agents de santé mentale et même les services de contre-espionnage. Il s'agit d'un réseau horizontal. Nous sommes à l'écoute de chaque unité.

Bien sûr, il arrive que des soldats manipulent le système. Après vérification, nous concluons parfois que la plainte n'était pas fondée. Cela arrive.

Un débat est en cours sur l'opportunité de rétablir le parquet militaire en Ukraine. Certains estiment que nous avons besoin de procureurs qui comprennent l'armée. Nous avons vu des commandants faire l'objet d'une enquête après l'assaut du 10 mai près de Kharkiv. Le Bureau national d'enquête s'en charge. Quel est votre point de vue ?

Le débat plus large porte sur la justice militaire en tant que système. Le Parlement examine actuellement un projet de loi sur la police militaire. Il est également question de rétablir les tribunaux militaires.

Nous disposons déjà d'un bureau du procureur spécialisé dans la défense qui fonctionne bien. Faut-il recréer le bureau du procureur militaire qui a été dissous en 2019-2020 ? Je n'en suis pas sûr. La plupart des connaissances institutionnelles ont disparu. Il faudrait former une nouvelle génération de procureurs.

Les procureurs spécialisés actuels font globalement leur travail. Je ne pense pas que des changements radicaux soient nécessaires, juste des renforts. Ils manquent de personnel, ce qui entraîne des retards dans les poursuites pour crimes de guerre. Souvent, les affaires sont bloquées devant les tribunaux parce que les procureurs ne peuvent pas assister à toutes les audiences.

La police militaire ? Oui, elle est indispensable. Nous devrions commencer par étendre les pouvoirs du Service chargé de l'application de la loi militaire. Un projet de loi est déjà en cours d'élaboration. C'est la première étape logique.

Nous devons également mener une réflexion plus large sur la structure de la justice militaire. Cela ne peut se faire du jour au lendemain. Et nous devons nous demander : pourquoi la créons-nous ?

Pour les crimes de guerre, avons-nous besoin de juges qui sont également des officiers militaires ? Je ne le pense pas. Un soldat serait-il capable de juger équitablement un général ? Cela pourrait créer un conflit.

Nous avons besoin de spécialisation, certes. Mais pas nécessairement de grades militaires. Et ces processus doivent être irréprochables, avec des procédures solides et des preuves tangibles. Ce sont les meilleures personnes dont dispose notre société. Même s'ils commettent des erreurs, ils méritent que justice soit faite.

La semaine dernière, le président a soumis au Parlement le projet de loi sur le médiateur militaire. Il pourrait être adopté dans deux ou trois mois. Pourquoi

LIGNES DE MIRE

cela a-t-il pris autant de temps ? Vous avez été nommé en décembre, mais le projet de loi n'a été soumis qu'à la mi-mai.

Comme j'ai participé à son élaboration, je peux vous dire que cela a pris du temps. Nous avons longuement débattu de sa constitutionnalité.

C'est ma cinquième année dans la fonction publique, et j'ai pris conscience de la différence de perspective entre le gouvernement et une activiste. La mise en œuvre est une toute autre affaire. La loi martiale ajoute des contraintes supplémentaires. Créer une nouvelle institution au sein du système existant est extrêmement difficile.

C'est pourquoi nous avons mené des discussions approfondies avec les juristes du président, des experts et la société civile, afin de rendre cette loi aussi compatible que possible avec les structures de gouvernance actuelles.

Finalement, nous avons convenu qu'il s'agirait d'un fonctionnaire nommé par le président et doté d'un bureau d'appui, le Bureau du médiateur militaire, dans le cadre du contrôle démocratique civil du secteur de la sécurité et de la défense.

Ces débats juridiques nous ont ralenti, mais je pense que nous avons produit la meilleure version possible du projet de loi.

Quels sont les pouvoirs qui vous font actuellement défaut en tant que médiateur militaire ? Que pouvez-vous déjà faire ?

Ma plus grande limite est le manque de personnel. Traiter des centaines de plaintes par jour avec les ressources dont je dispose est tout simplement impossible. Nous risquons le surmenage. L'institution a besoin de moyens pour traiter les plaintes, proposer des réformes et coordonner son action avec les unités militaires.

En termes d'autorité, je peux interagir avec l'armée. Mais j'ai besoin de procédures claires, et c'est ce que le projet de loi établit : des règles pour les inspections, les conclusions, les recommandations et la manière dont les unités militaires doivent répondre. À l'heure actuelle, j'envoie des lettres officielles. Ils répondent, bien sûr, mais il n'y a pas de procédure standardisée. C'est ce que nous avons inscrit dans la loi. Nous avons besoin d'une base juridique pour dire : voici comment fonctionne le médiateur militaire, et voici son mandat.

UNE FORMATION MILITAIRE ALIGNÉE SUR LA DÉMOCRATIE

Ludwig Antônio Carlos Will

LES ACADÉMIES MILITAIRES doivent être supervisées par des organes gouvernementaux afin que l'autonomie des hommes en uniforme soit diminuée, afin qu'ils manifestent une attitude de subordination aux autorités et aux lois civiles, afin que l'enseignement militaire maintienne l'engagement de préparer le soldat-citoyen.

Depuis de nombreux siècles jusqu'à aujourd'hui, les groupes combattants dans diverses guerres ont toujours manifesté la présence d'un leader dirigeant l'ensemble, car au fil du temps s'est fixée la certitude que son existence se révèle essentielle pour tenter de garantir que les opérations militaires soient menées de manière méthodique en vue de minimiser les risques et les pertes et de maximiser les chances de succès. À cette fin, il lui a incombé d'organiser les soldats en unités et sous-unités, de distribuer les tâches et responsabilités, de coordonner les stratégies et tactiques, de prendre des décisions rapides et efficaces, d'inspirer et motiver les combattants, de diffuser des informations pertinentes, de maintenir la cohésion de la troupe et d'assumer la responsabilité des actions de l'équipe.

Dans la préhistoire dite, les sociétés tribales possédaient des conducteurs de guerriers choisis sur la base du courage, des compétences de chasse, de l'expérience au combat et de la capacité à mener le groupe de combattants à la confrontation avec l'ennemi, ce qui était une conséquence du respect et de la confiance déposés par les membres du groupe. Dans certains clans, ils pouvaient aussi émerger par un processus héréditaire, c'est-à-dire par un passage du pouvoir de père en fils.

La pertinence de leur présence et de leurs actions a amené les dirigeants de toutes les époques à instituer des programmes destinés à leur préparation. Dans la Grèce antique, à Sparte, les leaders militaires étaient sélectionnés parmi les meilleurs guerriers qui avaient passé l'agogée, un programme d'entraînement militaire nécessaire pour conquérir le statut de citoyen spartiate, accueillant les garçons à partir de sept ans et les libérant à trente ans, qui se centrait sur le développement de l'habileté tactique, de la discipline et du courage. À Athènes, la plupart d'entre eux provenaient de l'élite aristocratique. En plus d'apprendre la stratégie, ils recevaient une éducation plus large qui incluait la philosophie et la rhétorique. À Rome, le processus formatif impliquait deux aspects. L'un d'eux, de manière similaire aux Spartiates, impliquait l'étude de la philosophie, de la rhétorique et de l'histoire. L'autre, appelé cursus *honorum*, se référait

LIGNES DE MIRE

à une séquence de charges publiques qu'un citoyen ambitieux de l'élite pouvait suivre, à savoir tribun, préteur et consul.

Au Moyen Âge, la formation des leaders était plus large. Elle commençait par le rassemblement des fils de la noblesse, spécialement les premiers-nés, à partir de sept ans. À ce début, ils s'inscrivaient dans la catégorie des pages et après quatorze ans devenaient écuyers, quand ils apprenaient l'équitation, l'escrime, la chasse, la stratégie et incorporaient les valeurs du code de la chevalerie constitué par l'honneur, la loyauté et le courage. Ils étudiaient l'histoire, la politique et la religion dans les châteaux et les cours. Ils participaient à des tournois pour démontrer leurs compétences martiales et gagner prestige et reconnaissance. Ils combattaient dans de vraies batailles aux côtés de commandants plus expérimentés en vue d'obtenir de l'expérience.

Le 18^e siècle se révèle marqué par le renforcement du système méritocratique basé sur les compétences et le début de l'éducation formelle destinée à professionnaliser leurs leaders, maintenant vus comme membres du corps des officiers. En effet, dans cette période de l'histoire sont apparus les premiers établissements militaires d'enseignement, dont les exemples sont l'École Militaire en France et l'Académie Royale Militaire de Woolwich en Angleterre. Leur préparation incluait l'étude des mathématiques, de l'ingénierie, de la tactique, de la stratégie, de la géographie et des langues étrangères, accompagnée d'une conduite disciplinée et de l'observance d'un code d'honneur composé du courage, de la loyauté et du devoir. Il y avait aussi un schéma de mentorat, où les officiers plus jeunes se dirigeaient vers le lieu de bataille, proches de commandants expérimentés, servant comme aides de camp. Il n'était pas rare qu'ils prestent service dans des armées étrangères visant à gagner de l'expérience et du prestige.

De plus, au 19^e siècle s'est produit l'approfondissement du mouvement de professionnalisation, notant que dès son début est apparue la fameuse Académie Militaire de West Point aux États-Unis. Là, et aussi dans d'autres, les étudiants étudiaient les mathématiques, l'ingénierie, les tactiques de combat, l'histoire militaire, la géographie, les langues étrangères, la stratégie, la logistique et l'administration militaire, en plus d'un entraînement physique intense. Beaucoup de cette étude était réalisée au moyen des manuels militaires émergents, aussi utilisés sur les fronts de lutte. Notons que l'apprentissage de l'ingénierie se trouvait lié à la construction de fortifications, ponts et

chemins de fer. Beaucoup d'acquisitions d'habiletés découlaient de campagnes coloniales en Afrique, Asie et Amériques. De précieuses expériences furent acquises par l'implication dans les guerres d'unification et beaucoup de connaissances assimilées vinrent par des cours de spécialisation, par l'échange de connaissances entre hommes en uniforme de pays amis et par la participation à des exercices militaires conjoints.

Presque toutes ces matières ont continué à être étudiées au vingtième siècle, mais la formation des officiers fut largement modelée par les deux conflagrations mondiales, spécifiquement les guerres de tranchées et de mouvement, par la guerre froide, la dissuasion nucléaire et les conflits asymétriques. Des cours avancés et des écoles de commandement et d'état-major furent créés, ainsi qu'eut lieu l'encouragement aux échanges internationaux et à la réalisation d'entraînements dans d'autres nations, spécialement la formation pour gérer les crises et prendre des décisions rapides sous pression.

De nos jours, cette formation se révèle très complexe à cause de l'intervention de divers facteurs, spécialement l'avancement technologique qui incorpore des outils numériques, des simulations virtuelles et l'intelligence artificielle. Avec l'augmentation des menaces cybernétiques se produit beaucoup d'entraînement pour traiter les opérations dans l'espace numérique. La coopération internationale avance rapidement par des exercices conjoints, la concrétisation de l'interopérabilité et l'action dans des missions de maintien de la paix. Le combat contre la désinformation devient crucial car il peut impacter les opérations militaires en cours. Les programmes de troisième cycle en partenariat avec les universités se révèlent essentiels dans certains domaines comme les relations internationales et la gestion des ressources. Il tend à être obligatoire de maîtriser les tactiques de combat contre les groupes terroristes et les mouvements insurgés.

À partir de l'émergence des États nationaux, le corps des officiers dûment qualifié et constitué en groupements appelés subalternes, intermédiaires, supérieurs et généraux, ainsi que les autres situés dans des échelons inférieurs, s'expose comme une catégorie sociale, c'est-à-dire un groupe organisé qui ne se trouve pas intégré dans l'activité productive, car ils occupent une place à l'intérieur de l'État et y exercent une fonction spécifique qui est sa défense. Sans doute, de tels États se placent en position d'avantage clair face à d'autres dépourvus de ce

corps spécialisé. Cependant, ceux qui ont embrassé le régime démocratique et dont les premiers furent l'Angleterre, les États-Unis et la France, ont commencé à se confronter à un problème sérieux. Bien qu'ils se trouvaient dotés d'un appareil indispensable de protection contre d'autres qui osaient menacer leur intégrité, ils ne possédaient aucune ressource effective qui assurât la non-intrusion de cet appareil dans la politique et sa non-menace au régime démocratique lui-même.

Pour tenter de résoudre ce problème, ils créèrent plusieurs mécanismes limitateurs tels que ceux qui suivent. Ministère de la Défense dirigé par un civil, garantissant que les décisions militaires soient alignées avec les politiques gouvernementales. Préviation constitutionnelle de la subordination des Forces Armées au pouvoir civil. Lois spécifiques destinées à établir les fonctions et les limites des institutions militaires. Supervision du Congrès par des commissions parlementaires orientées vers l'accompagnement des activités militaires, l'investigation de possibles abus et l'approbation de budgets. Réalisation d'inspections régulières et d'audits pour garantir la transparence et la conformité avec les lois. Accompagnement du Pouvoir Judiciaire concernant le respect de la législation pertinente. Installation d'un code de conduite interdisant l'interférence politique. Établissement d'alliances et d'accords internationaux fournissant des pressions supplémentaires pour maintenir l'ordre démocratique.

Il vaut la peine d'ajouter que cette grande préoccupation et ce soin sont bien propres aux pays occidentaux, spécialement ceux possédant de vieux et stables régimes démocratiques. Voyons que durant la Guerre Froide, quand les nations de l'Europe Centrale et Orientale alignées ou faisant partie de l'ancienne Union Soviétique sont devenues indépendantes et ont exprimé le désir de s'approcher de l'Occident ainsi que de faire partie de l'OTAN, de tels pays ont exigé la concrétisation de plusieurs changements parmi lesquels sont apparus l'engagement envers la démocratie démontré par des élections libres et justes, la liberté de presse et le respect des droits humains aux côtés du contrôle civil des Forces Armées. En plus de ce contrôle, ils ont recommandé l'inclusion de la gestion participative en substitution au style administratif centralisé, avec rigidité hiérarchique et obéissance inconditionnelle, visant à créer un environnement où les préoccupations et suggestions des hommes en uniforme de bas grade soient prises en considération.

La formation du corps des officiers dans ces pays mérita une attention spéciale dans le sens de la rendre

compatible avec la démocratie. Beaucoup de mesures furent prises, telles que celles qui suivent. Éducation aux droits humains. Étude de l'histoire politique du pays avec emphase sur l'évolution démocratique. Cours d'éthique militaire avec focus sur le respect aux institutions démocratiques. Examen de la Constitution pour identifier la structure de l'État, les droits et devoirs des citoyens et le rôle des Forces Armées. Analyse de situations historiques ou hypothétiques qui testent la loyauté des hommes en uniforme aux principes de la Charte Constitutionnelle. Approche de sujets relatifs à l'importance de la gestion transparente et responsable. Sensibilisation aux questions liées à l'inclusion et au respect de la diversité à l'intérieur et à l'extérieur de la caserne. Implication dans des opérations de maintien de la paix parrainées par l'ONU. Simulation de crises politiques où les militaires doivent agir selon la loi. Visites au parlement et aux tribunaux pour renforcer la compréhension de la dynamique de l'État. Insertion dans des projets sociaux touchant la population civile.

L'enseignement directif séculaire céda l'espace à la collaboration. Notons que le design pédagogique annuel dans les académies a penché vers le côté des contributions collectives. La planification participative à West Point aux États-Unis prend en compte les suggestions provenant des cadets après les activités développées par eux dans des comités et groupes de travail sur les améliorations du curriculum et des pratiques d'apprentissage. Et à l'Académie Navale, les mêmes intègrent des commissions qui débattent l'inclusion de nouvelles disciplines et méthodes didactiques alternatives. À la Royal Academy de l'Armée Britannique, le feedback des cadets est considéré essentiel pour la planification pédagogique, spécialement dans le domaine du leadership. L'Université des Forces Armées Allemandes accueille leurs propositions liées à l'éthique militaire et aux études stratégiques. À Saint-Cyr, en France, ils adoptent les recommandations pertinentes aux nouvelles méthodologies d'enseignement. Dans beaucoup d'académies est aussi proposé un rôle de matières optionnelles limitant la directivité et promouvant la personnalisation de la préparation selon les intérêts et la carrière future de chacun. Au Portugal, il y a l'offre d'histoire militaire, stratégie et langues étrangères, et en Italie sont offerts les études stratégiques, langues étrangères et technologie militaire.

Dans ces académies, la planification participative se manifeste soutenue par la gestion éducationnelle participative qui se distance de la forme centralisée.

LIGNES DE MIRE

Ce prototype d'administration stimule le sens de responsabilité et d'appartenance, bloque la manifestation de conduites arbitraires, valorise le principe de transparence, induit les comportements de respect et coopération, privilégie le dialogue et la médiation des conflits, grandit le travail en équipe et la diversité d'opinions.

La salle de classe où le cadet passe la plus grande partie du jour se montre aussi éloignée de la rigidité discrétionnaire. Dans les académies des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Allemagne se produisent fréquemment des sessions de discussions, débats et questionnements capables de développer l'esprit critique et la capacité de leadership ainsi que de promouvoir le respect pour les opinions des autres. De plus, ceci se fait aussi présent dans les académies brésiliennes, notant qu'elles manifestent deux autres pratiques harmoniques à la démocratie, bien que découlant de l'usage de la pédagogie techniciste. Une d'elles concerne les constantes évaluations faites par les étudiants relatives à la performance des instructeurs dans les cours, lesquels ont l'habitude de les prendre en compte dans l'altération de leurs conduites en classe. L'autre se réfère aux analyses habituelles des épreuves appliquées. Sur leur base, les étudiants sollicitent l'annulation d'items, la révision des poids attribués aux questions, le recalcul des notes obtenues et même l'invalidation totale.

La cohabitation d'étudiants en uniforme avec des civils est un événement très important pourvu qu'il y ait un effort conscient pour promouvoir l'inclusion, le respect mutuel, la tolérance et l'égalité. Ce contact qui permet l'interaction entre groupes avec des formations et cultures distinctes sert à la préparation pour la vie dans une société diverse et plurielle. Exemple typique de cette jonction est le Royal Military College du Canada, où les cadets se trouvent aux côtés d'étudiants civils qui participent aux mêmes programmes académiques, fréquentent les mêmes cours et beaucoup habitent sur le campus. Ils peuvent opter pour l'un des quatre cours de graduation, à savoir ingénierie, sciences sociales et humaines, sciences appliquées et sciences militaires. Autre exemple est l'École Polytechnique, une des institutions les plus prestigieuses de France. Elle offre une formation en ingénierie et sciences, et tant les étudiants militaires que civils partagent les mêmes salles de classe et activités. Dans ce pays comme dans beaucoup d'autres du continent européen, le militaire est vu comme un citoyen en uniforme. Il n'existe pas de séparation marquante entre hommes en uniforme et civils, étant donné que tous

deux possèdent les mêmes devoirs et droits prévus dans la Charte Sociale Européenne. Une telle proximité facilite la cohabitation et favorise la soumission des militaires aux préceptes du régime démocratique.

De plus, l'élargissement de l'inclusion se montre encore plus propice, car en plus de refléter la composition démographique du pays, il procure l'abondante représentativité sociale. Il se trouve présent dans diverses nations de la planète. À West Point aux États-Unis ont eu lieu des efforts significatifs pour augmenter le nombre de femmes, noirs, hispaniques et autres minorités. L'Académie Militaire unifiée des Forces Armées d'Australie se trouve engagée à inclure plus de femmes et indigènes. La National Defence Academy de l'Inde maintient une politique d'incorporation qui vise à recruter des citoyens de diverses ethnies, régions et religions du pays. Et l'Académie Militaire de Chosun en Corée du Sud se dédie à insérer plus de femmes et étrangers.

Les transgressions disciplinaires commises par les cadets, jugées et pénalisées par un conseil formé par les cadets eux-mêmes comme partie d'un système qui promeut l'autogestion, le sens de justice, la responsabilité collective et affaiblit significativement l'autoritarisme de la rigidité hiérarchique, vient d'être effectuée dans quelques académies. À West Point existe le Cadet Disciplinary Committee chargé de juger les violations du code d'honneur. À la Royal Military Academy Sandhurst du Royaume-Uni se trouvent en action des conseils disciplinaires qui évaluent et établissent des pénalités pour les infractions pratiquées dans le quotidien scolaire.

Le style de leadership utilisé par les militaires dans les opérations d'entraînement est fondamental pour la démocratie et doit être en harmonie avec elle. Il a besoin alors d'être démocratique. Un modèle avec ce caractère aide à prévenir les abus de pouvoir et garantir que les actions soient en conformité avec les lois et la constitution. Il tend à faciliter l'intégration avec la société civile en promouvant la confiance mutuelle entre hommes en uniforme et civils. Il peut encourager la réflexion critique et le respect pour la diversité d'opinions, une conduite pertinente dans un environnement démocratique. Exemple illustratif de ce style apparaît dans les institutions militaires allemandes, car elles adoptent l'auftragstaktik, une forme décentralisée de conduite de la troupe car un commandant de groupement reçoit seulement une tâche à concrétiser. Il a la liberté de décider comment l'exécuter basé sur ses jugements, communément soutenus par l'échange d'idées avec ses commandés et

les suggestions émanant d'eux. Dans l'académie germanique, les cadets réalisent des études théoriques, font des simulations et effectuent des exercices pratiques sur elle, développant les capacités de penser de forme méthodique et indépendante et de s'adapter à des situations dynamiques et imprévisibles.

La pratique de l'engagement civique comme activité extra-classe est très significative car elle contribue à la formation de militaires conscients de leurs droits et devoirs comme citoyens et valorisant le respect aux lois et aux institutions démocratiques. Elle procure des bénéfices à leur formation éthique et citoyenne et fortifie les liens entre les Forces Armées et la société, essentiels pour la cohésion nationale et la stabilité démocratique. Aux États-Unis, les cadets de West Point participent à diverses activités dans des communautés localisées dans l'entourage de l'académie telles que nettoyage de parcs, aide à des organisations de charité et assistance à des vétérans de guerre. Au Canada, ils concrétisent des travaux dans des abris, soutiennent des organisations non gouvernementales qui s'occupent de l'égalité et de l'inclusion et font campagne de collecte de fonds. En Corée du Sud, ils s'impliquent dans des actions d'aide aux personnes âgées et collaborent avec des institutions orientées vers les immigrants et personnes avec des nécessités spéciales. Les cadets brésiliens ont l'habitude d'effectuer la distribution d'aliments et de matériels scolaires dans des communautés nécessiteuses, entreprendre des campagnes de collecte d'items essentiels pour les nécessiteux et participer au Projet Rondon contribuant au développement communautaire dans diverses régions du pays. Il vaut la peine d'observer que ces actions s'inscrivent dans la catégorie du volontariat. Cependant, l'engagement civique comporte d'autres activités qui doivent aussi être exercées, telles qu'acheminer des pétitions et réclamations aux politiques, faire boycott de produits nocifs, accompagner l'exécution de politiques publiques, contribuer avec des idées, opinions et propositions dans des débats collectifs et participer à des campagnes de sensibilisation.

Finalement, il faut dire que les académies militaires doivent être supervisées par des organes gouvernementaux afin que l'autonomie des hommes en uniforme soit diminuée, afin qu'ils manifestent l'attitude de subordination aux autorités et aux lois civiles, afin que l'enseignement militaire maintienne l'engagement de préparer le soldat-citoyen. Notons, cependant, que la majorité d'entre elles n'est pas sujette à cette supervision mais bien subordonnées aux

respectifs Ministères de la Défense. Cependant, dans les pays qui intègrent la communauté européenne, elles font partie du réseau d'enseignement supérieur, lequel est régi par le Processus de Bologne, Stratégie de Lisbonne et Stratégie Europe qui a pour objectif principal de faciliter l'échange de diplômés. En tant que modalité de l'éducation universitaire, la formation militaire est aussi obligée de suivre les orientations prévues, et les organes civils et centraux de l'éducation de chaque pays ont l'obligation de monitorer les institutions éducatives militaires quant au respect de celles-ci.

Il est nécessaire de faire aussi une intervention sélective dans les cultes aux traditions pour retirer les dissonants de la démocratie. Comme beaucoup le savent, ils répondent à de multiples objectifs comme ceux qui suivent. Ils aident à créer un sens d'identité et d'appartenance entre les membres des Forces Armées, renforcent des valeurs communes et détachent l'histoire partagée, tous pertinents pour la maintenance de la cohésion et unité de la troupe. Les rituels et les cérémonies renforcent la hiérarchie et la discipline ainsi que sont des formes d'honorer et respecter ceux qui ont servi avant et contribué à modeler l'établissement militaire. Cependant, il existe quelques cultes qui ont besoin d'être éliminés. C'est le cas par exemple de la commémoration du jour des Forces Armées au Myanmar qui ont un long historique de coups et répression. C'est le cas aussi du Brésil qui jusqu'à une période récente se souvenait du trente et un mars comme la date du mouvement révolutionnaire, qui en réalité fut une exécutable dictature civile-militaire prolongée pendant plus de vingt ans.

En outre, il reste à exposer qu'il n'est pas nécessaire de faire aucun effort intellectuel pour inférer qu'il se révèle pratiquement impossible qu'un cadet formé selon la description précédemment présentée devienne un officier avec tendance à pratiquer des actes révoltés contre des dirigeants légalement élus par le peuple, exercer le rôle d'agent du pouvoir modérateur, et, principalement, appliquer des coups d'État modernes ou postmodernes contre des dirigeants politiques sélectionnés et légitimés par le vote populaire.

POUR UNE POLITIQUE DE SÉCURITÉ DE GAUCHE: EXEMPLE DANOIS POUR UNE DISCUSSION CONSTRUCTIVE

Jakob L. Ruggaard et Per Clausen

LIGNES DE MIRE

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL exige une nouvelle politique de sécurité. La gauche doit tirer les conséquences des connaissances historiques qu'elle a défendues. Cela signifie que les démocraties libres et les États sociaux doivent être en mesure de se défendre contre les fascistes et les États voyous à l'Est et à l'Ouest. Jakob Ruggaard et Per Clausen parlent d'une nouvelle politique de sécurité socialiste

Nous sommes à l'aube d'un nouvel ordre mondial. Et si nous ne ressaisissons pas, nous pourrions également être à l'aube d'une nouvelle ère d'autoritarisme. Où des dirigeants antidémocratiques acceptent de dénoncer haut et fort les droits, les institutions et les principes, tout en divisant le monde entre eux et leurs amis oligarques.

Cela exige de nouvelles réponses politiques de la part de la gauche. Par les temps qui courent, personne ne peut éviter de donner des réponses claires, concises et concrètes sur la manière dont nous pouvons sauver le droit international, la justice et la solidarité - et défendre nos sociétés égales et démocratiques de bien-être. Surtout pas nous, la gauche.

Car pour que le monde ne tombe pas trop facilement entre les mains d'États voyous autoritaires, il faut une gauche forte, avec des réponses offensives en matière de politique de sécurité et une stratégie claire pour gagner l'avenir.

UN MONDE SANS JUSTICE ?

Le monde est à la croisée des chemins. Un bouleversement. Et les atrocités crient vers le ciel.

L'Israël de Netanyahu utilise la faim comme arme contre la population civile de Gaza. La nourriture et l'aide humanitaire de base ne parviennent pas à entrer. Pendant ce temps, Israël prépare une invasion à grande échelle qui poursuivra les massacres et chassera encore davantage la population palestinienne déjà durement touchée de Gaza.

En Ukraine, Poutine et son régime dictatorial tentent de s'emparer des terres ukrainiennes et d'asservir et d'opprimer la population. Parce qu'ils ont des ambitions impérialistes et grand-russes. En totale contradiction avec la loi, le droit et la justice.

Donald Trump a placé les États-Unis du côté des dictateurs dans ces deux conflits. Il envoie des armes et une aide militaire pour des milliards de dollars, aidant ainsi Netanyahu à tuer les Palestiniens, à bloquer l'aide humanitaire et à les expulser de leurs foyers à Gaza.

Jakob L. Ruggaard est membre de l'Alliance rouge-verte (Danemark).

Per Clausen est membre du Parlement européen pour l'Alliance rouge-verte/

<https://solidaritet.dk/en-ny-verdensorden-kraever-en-ny-socialistisk-sikkerhedspolitik>

Traduction Michel Lanson pour le site du Réseau Bastille.

Et il utilise la dépendance aiguë des Ukrainiens vis-à-vis des armes et des renseignements étasuniens pour les pousser à céder leur territoire à Poutine et les richesses de leur sous-sol à Trump lui-même. Pendant ce temps, les États-Unis – avec des pays comme Israël, la Corée du Nord et la Russie – votent contre la condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine à l'ONU.

Avec Trump, nous sommes donc face à un vulgaire voleur qui soutient l'oppression des peuples et des territoires par des forces d'extrême droite, en totale contradiction avec le droit international et la justice humaine, et en alliance avec des États voyous. Peut-être parce qu'il a lui-même des ambitions territoriales visant à arracher le Groenland aux Groenlandaises, contre leur volonté.

Ce sont malheureusement des tragédies bien connues, mais elles ont des conséquences considérables.

Tout d'abord, cela signifie que les institutions internationales, le droit et la justice sont plus que jamais sur la défensive. Nous assistons à l'expansion d'un groupe élargi de régimes autoritaires et dangereux. Et nous voyons les États-Unis se ranger politiquement et idéologiquement de leur côté, en opposition ouverte à nos démocraties et à nos sociétés de bien-être, que Trump, Vance, leurs amis milliardaires oligarques et leur mouvement MAGA considèrent ouvertement comme des ennemis à menacer, à combattre et à soumettre. Parce que nos réglementations menacent leurs intérêts de riches. Parce que nos sociétés de bien-être sont une épine dans leurs pieds.

Deuxièmement, la réalité dans laquelle nous nous trouvons signifie que nous ne pouvons plus compter sérieusement sur l'aide des États-Unis pour défendre les pays européens (ni même les petits pays de l'OTAN) si le conflit avec la Russie s'intensifie. Nous avons vu à quel point Trump se montre docile envers Poutine, qu'il considère sans doute comme un ami et une source d'inspiration (et un allié idéologique de MAGA dans la lutte contre les États-providence, la liberté et la démocratie).

Tout cela a des conséquences profondes qui nécessitent une révision complète de notre politique de sécurité au sens large. Pour tous les partis et tous les pays. Y compris pour nous, socialistes.

Les conséquences de l'évolution du monde sont effrayantes. Et beaucoup de personnes passent actuellement leur temps à « se déconnecter » ou à suivre passivement et avec une certaine inquiétude l'actua-

lité internationale, qui devient chaque jour de plus en plus folle. L'époque dans laquelle nous vivons est devenue plus incertaine et plus difficile. Les populations occupées d'Ukraine et de Gaza en paient le prix ultime. Nous ressentons tous et toutes cette incertitude.

En même temps, les événements violents actuels agissent comme un révélateur, et devraient nous permettre de voir plus clairement ce qui est réellement en jeu – et de développer la politique de sécurité socialiste moderne et claire dont nous avons besoin.

POLITIQUE DE SÉCURITÉ SOCIALISTE

La gauche a depuis longtemps de nombreuses idées importantes en matière de politique de protection, sur lesquelles nous pouvons fonder notre future politique de sécurité.

Nous avons :

- critiqué le fait que la soumission du Danemark aux intérêts des États-Unis rend le Danemark et le monde moins sûrs ;
- travaillé sans relâche à la création d'une union de défense nordique, qui n'a fait que gagner en importance et en actualité ;
- refusé de participer aux guerres d'agression impérialistes des États-Unis et aux opérations militaires menées pour les intérêts coloniaux européens ;
- critiqué une industrie de l'armement amoral et hypercapitaliste qui tire des profits colossaux en équipant les États les plus répressifs et les plus oppressifs du monde en armes, en systèmes d'armement et en technologies de surveillance ;
- insisté sans relâche sur le droit international, les droits humains, les conventions, les institutions internationales et la solidarité avec les peuples opprimés ;
- lutté pour étendre la société du bien-être et notre sécurité aux travailleurs et travailleuses danoises, ce qui rend le Danemark moins vulnérable aux forces d'extrême droite ;
- défendu le service public et la recherche & développement contre les attaques de la droite et combattu la désinformation, les géants de la technologie et les médias détenus par des oligarques ;
- été en première ligne dans la lutte contre le fascisme lorsque le Danemark a été occupé par les nazis et que les autorités danoises ont décidé de laisser les Allemands occuper notre pays sans résistance militaire.

LIGNES DE MIRE

Nous avons toutes les raisons d'en être fier-es. Ce sont des domaines politiques importants dans lesquels nous avons eu raison, et cela constitue une force considérable pour l'avenir.

Mais, si nous voulons être honnêtes et faire notre bilan, nous n'avons pas suffisamment formulé une politique de sécurité socialiste cohérente qui tire toutes les conséquences de ces idées. Cela est devenu évident avec les grands bouleversements de notre époque.

UNE INDÉPENDANCE RÉELLE

Le plus frappant est que l'indépendance réelle vis-à-vis des États-Unis, sur laquelle la gauche insiste depuis de nombreuses années, ne peut en réalité être obtenue qu'au prix d'un renforcement significatif de notre capacité de défense et d'une coopération étroite en matière de politique de défense avec les pays démocratiques avec lesquels nous partageons le plus d'intérêts et de valeurs.

Pour qu'une coopération nordique en matière de défense ait un sens, les pays nordiques doivent avoir collectivement la force de peser de tout leur poids dans les cercles de coopération européens, au sein de l'OTAN, de l'UE et dans le cadre de relations bilatérales avec les pays alliés. Cela exige, entre autres, que nous disposions globalement d'une défense moderne efficace et performante. Et le Danemark doit bien sûr en assumer sa part de manière solidaire.

Des investissements sont nécessaires pour restaurer notre défense. Surtout après les décennies de coupes budgétaires et d'erreurs dans les priorités en matière de défense des partis dits responsables, nous privant de la capacité de nous défendre contre les menaces et nous transformant en une armée chargée de suivre les États-Unis dans des guerres illégales et destructrices. Ce furent des décisions catastrophiques. Il est nécessaire et juste de donner la priorité aux investissements pouvant corriger cette erreur.

Car il n'y a rien de socialiste à lutter pour maintenir une faible capacité de défense au Danemark, nous plaçant en réalité dans une relation de dépendance vis-à-vis des États-Unis et nous rendant incapables de formuler une politique étrangère et de sécurité indépendante et critique dans la période décisive à venir.

Dans l'un des pays les plus performants en matière de protection sociale – qui, sur la base d'idées socialistes et de lutte des travailleurs et des travailleuses, a créé la plus grande sécurité et la plus

grande liberté pour la classe ouvrière dans le monde et une des démocraties les plus performantes (malgré ses lacunes) – il n'y a rien de socialiste non plus à se dépouiller en matière de politique de défense et de sécurité au moment où le fascisme frappe sérieusement à la porte.

Au contraire. Le socialisme, c'est la lutte pour un monde pacifique, pour le droit international et la solidarité contre les expéditions agressives des forces autoritaires.

Les forces politiques et les pays qui peuvent de manière la plus réaliste et la plus cohérente mener le combat pour le droit international, la solidarité internationale, les institutions internationales, le bien-être, l'égalité, la sécurité et la démocratie ne doivent pas rester faibles et sans défense dans le monde plus brutal auquel nous sommes confronté-es.

Nous devons avoir le pouvoir et l'influence nécessaires pour lutter pour nos valeurs et nos idéaux. Car, que cela nous plaise ou non, nous ne pouvons plus tenir ces valeurs pour acquises. C'est pourquoi la réponse ne peut être de se retirer complètement du débat, de fermer les yeux et de donner à notre défense en difficulté un nouveau coup de tronçonneuse, comme le suggèrent deux auteurs dans Solidaritet.

Oui, nous devons bien sûr œuvrer pour un monde pacifique, fondé sur le dialogue, la détente et le désarmement militaire mutuel, comme nous l'écrivons dans le programme de l'Alliance rouge-verte. Mais nous n'y parviendrons pas en laissant le Danemark sans défense à une époque où le fascisme, les forces autoritaires et l'impérialisme progressent comme rarement auparavant.

Lorsque nous entendons le bruit des bottes à l'horizon et que les pays démocratiques sont menacés par des puissances dictatoriales, nous devons être en mesure de nous défendre et d'apporter notre aide solidaire. Telle est la réponse socialiste.

DES RÉPONSES SOCIALISTES OFFENSIVES

La politique de défense menée par le gouvernement danois est profondément problématique. Elle traduit une soumission naïve aux États-Unis, même après tout ce que nous avons vu.

Le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen, continue d'affirmer vouloir acheter des armes et des systèmes d'armement aux USA. C'est naïf et irréfléchi. La nouvelle loi du gouvernement sur le PET, qui vise à surveiller massivement les Danois-es et qui devrait fonctionner avec la tech-

nologie Palantir. Oui, vous avez bien lu. Alors que les États-Unis convoitent le Groenland, le gouvernement veut donner à la société de surveillance Palantir, entachée de scandales, l'accès à la surveillance massive des Danois-es. C'est une menace massive pour la sécurité avec Donald Trump à la Maison Blanche.

Ce ne sont là que deux exemples parmi d'autres qui montrent que le gouvernement refuse de tirer les conséquences du fait que les États-Unis agissent comme un ennemi. C'est une erreur et c'est dangereux.

Nous ne devons pas renforcer notre dépendance vis-à-vis des États-Unis avec tout ce que nous savons aujourd'hui. Nous devons faire le contraire : construire une indépendance stratégique globale et planifiée. Cela nécessitera des investissements, mais ils nous permettront d'être libres.

Dans le même temps, la politique de défense de droite du gouvernement est l'expression d'un optimisme profond et infondé envers le marché. Une naïveté presque béate envers l'industrie de l'armement.

Sans aucune exigence réelle en matière de contrôle des exportations ni aucune pression politique contre les profits excessifs et les dividendes de plusieurs milliards versés aux actionnaires, le gouvernement jette sans discernement des milliards à une industrie qui ne peut équiper l'Ukraine et l'Europe, car elle vend une grande partie de son matériel à Israël, au Qatar et à l'Arabie saoudite. Nous devons mettre un terme à cela. Nous devons reprendre le contrôle contre le chaos destructeur du marché.

Nous, socialistes, devons élaborer une nouvelle politique offensive qui nous permette à la fois de défendre les démocraties, les États sociaux et les sociétés du bien-être contre les dictateurs et de défendre le droit international contre les voyous d'extrême droite. Car nous ne devons pas laisser notre pays à la merci de la première grande puissance venue qui convoite notre territoire ou nos ressources naturelles.

Voici à quoi pourrait ressembler une politique de sécurité offensive sous forme de titres :

- La défense doit signifier défense. Rejet et lutte contre toute guerre d'agression impérialiste.
- Contrôle strict des exportations d'armes – pas d'armes pour les États voyous, mais des armes pour l'Ukraine.

- Propriété publique de la production d'armes.

- De bons salaires et de bonnes conditions de travail pour celles et ceux qui travaillent dans la défense et sont prêt-es à payer le prix ultime.

- Aucun investissement dans la sécurité ne doit se faire au détriment du bien-être ou de la transition écologique.

- Nous devons investir dans la sécurité au sens large : préparation, protection contre le changement climatique, transition écologique, indépendance technologique, énergétique et stratégique vis-à-vis des États voyous, y compris les États-Unis.

- La production d'armes doit rester locale dans la mesure du possible : les investissements doivent de préférence aller au Danemark ou aux pays nordiques.

- Nous devons investir massivement dans la diplomatie et œuvrer de manière déterminée en faveur du dialogue, des accords mutuels de désarmement, de la détente et de la paix.

- Nous devons créer plus de sécurité au travail, une société sociale plus forte, une société (et un monde) plus égalitaire – c'est l'un des moyens les plus importants pour empêcher les forces d'extrême droite de s'implanter au Danemark.

LA TÂCHE DE LA GAUCHE

Insister sur une politique de sécurité socialiste pour une nouvelle ère n'est ni une « manœuvre anti-démocratique » ni un « virage à droite ».

Au contraire, cela signifie prendre au sérieux les importantes conclusions en matière de politique de sécurité que la gauche a historiquement défendues. Continuer à bâtir sur l'héritage historique et l'expérience des socialistes. Nous ne devons plus jamais nous retrouver dans une situation comme celle du 9 avril [Le 9 avril 1940, les forces nazies ont envahi le Danemark et la Norvège – NdT], où des forces autoritaires peuvent nous écraser sans combat ni résistance.

Malheureusement, la solidarité et la résistance contre les dictateurs sont d'une grande actualité dans le monde d'aujourd'hui.

Nous avons un monde à gagner. Contre le fascisme, la dictature, les méthodes brutales, l'impérialisme et les États voyous. Nous ne le gagnerons pas si nous ne pouvons pas nous défendre nous-mêmes et défendre nos proches.

À PROPOS DE STOPREARM EUROPE

Gin Vola

LIGNES DE MIRE

CE RÉSEAU A PUBLIÉ un court appel à la mobilisation contre un plan qui volerait l'argent destiné aux politiques sociales et à la construction de la paix pour favoriser l'industrie militaire et les guerres. Aucune mention des guerres en cours sur le continent comme à l'extérieur n'est faite. La liste des organisations signataires, publiée dans le site du réseau, montre que, en plus de quelques partis politiques (des membres d'European Left, comme le PTB), il s'agit d'ONG, collectifs et associations pacifistes, dont la majorité se démarquent par leur refus de soutenir l'Ukraine dans sa guerre de résistance contre l'invasion russe. L'ENAAT, par exemple, publie régulièrement des dossiers parlant d'une guerre de l'OTAN contre la Russie, et niant le droit à la défense armée des Ukrainiens·nes : selon la tradition gandhienne, le gouvernement ukrainien aurait dû appeler les Ukrainien·nes à la résistance non violente face à l'armée russe.

Deux éléments en particulier sont frappants lorsqu'on regarde la liste des adhérents :

1) l'absence d'organisations d'Europe du nord et de l'Est (à l'exception de deux signataires nordiques). Il est évident que, en l'état actuel, il est difficile pour les Européens de l'Est d'adhérer à un tel réseau. Cela contribue donc à isoler la gauche d'Europe de l'est et à fracturer l'internationalisme européen en opposant les intérêts des populations occidentales et orientales : cette fracture, c'est exactement ce que souhaitent les impérialismes russe et états-unien.

2) la majorité écrasante d'organisations italiennes : partis politiques, ONG, centres de recherche, associations culturelles catholiques ou laïques, collectifs et comités locaux souvent installés dans les mêmes villes. Or il est fondamental d'avoir à l'esprit qu'aujourd'hui, l'Italie est le pays où la propagande pro-poutinienne est de loin la plus forte en Europe occidentale, y compris à gauche. Pour preuve, les sondages depuis 2022 montrent qu'à peine un italien sur cinq pense que la Russie est l'unique responsable de la guerre en Ukraine. Ainsi, depuis le début de l'invasion à grande échelle, le soutien des italiens à l'Ukraine est descendu de 57 % à 32 %. En Europe, seule l'opinion publique roumaine est plus pro-russe que l'opinion publique italienne, celle-ci se trouvant à la fois à l'extrême droite (notamment au sein de la Ligue) et à gauche de l'échiquier politique. On peut décider de ne pas croire aux sondages : il suffit alors de regarder les journaux et la télévision italiens pour s'en convaincre.

LA GAUCHE ITALIENNE DANS STOPREARM: DU CAMPISME À LA PROPAGANDE PRO- POUTINIENNE

La majorité des partis de gauche italiens ont adopté, depuis 2022, une position campiste ou pacifiste ; certains, cependant, contribuent à répandre les arguments de la propagande poutinienne. C'est le cas de Rifondazione Comunista (PRC). Le 5 mai, son secrétaire intervenait à une conférence d'European Left « pour la paix et contre l'austérité » organisée par le PCF, en affirmant que « les coûts de la guerre contre la Russie sont et seront payés par les peuples européens. [...] Les partis socialistes, les libéraux, le centre sont obsédés par la guerre contre Poutine. Tout cela renforce l'extrême droite ». Bien évidemment, il ne mentionnait jamais la guerre menée par le régime d'extrême droite russe, car d'après lui, « nous avons besoin d'une sécurité commune avec la Russie ».

Quant aux associations, Attac Italie se démarque aussi pour son campisme et son refus de soutenir la résistance ukrainienne. L'éditorial qui lance la campagne contre le réarmement explique qu'il faut « essayer de soigner des fractures, comme celle qui a mené tant d'organisations de gauche et antifascistes, surtout mais pas seulement en Europe de l'Est, à soutenir l'envoi d'armes européennes en Ukraine au nom du droit de résistance. On ne peut ignorer que, en Europe orientale et balte, la peur d'être les prochaines victimes d'une invasion est répandue, et cela crée un terreau fertile à l'inculture politique dominante, qui prétend garantir la sécurité par les armes ».

C'est également la position de Sinistra Italiana et d'ARCI (qui compte de nombreux adhérents et constitue un indéniable outil de propagande, mais dont les capacités de mobilisation politique sont moindres), qui s'opposent à la livraison d'armes et prônent depuis 2022 une solution diplomatique, par des négociations – qui vraisemblablement devraient être menées par les grandes puissances européennes, puisque les Ukrainien·nes sont toujours absent.es de toutes les prises de parole sur le sujet. StopRearm Europe est donc une initiative qui puise presque exclusivement dans la tradition du pacifisme italien, pacifisme qui n'a jamais eu le courage de faire un bilan critique de ses multiples échecs et qui, refusant de se pencher sur la guerre en Ukraine d'un point de vue internationaliste, accepte les pires arguments venant de Russie (conflit inter-impéria-

liste, Ukraine terre de nazis, les peuples d'Europe de l'est sont dépourvus de culture politique...).

Ce n'est pas un hasard si, lors de la manifestation qui a eu lieu à Rome le 10 mai dans le cadre de StopRearm Europe (quelques centaines de participant.es), la guerre russe contre l'Ukraine était complètement passée sous silence : la gauche radicale italienne est majoritairement hostile à l'Ukraine. Dans plusieurs milieux antifascistes italiens, la propagande pro-poutinienne a d'ailleurs réussi à s'installer depuis 2014. Ainsi à plusieurs reprises, en 2022 comme en 2025, des personnes portant des drapeaux ukrainiens ont subi des agressions lors de fêtes antifascistes locales, où des collectifs exposaient en revanche le Ruban de Saint Georges, « symbole officiel de la gloire militaire russe » d'après une loi russe de 2022.

LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES (M5S)

Un parti politique signataire saute particulièrement aux yeux, car il dispose d'un retentissement important et d'une capacité de mobilisation non négligeable : le M5S, dont le passé dans la coalition de gouvernement avec la Ligue de Salvini devrait suffire pour se convaincre qu'il ne se positionne pas à gauche et qu'il n'est pas un allié fiable dans la lutte contre l'extrême droite. Or les liens de ce parti avec l'oligarchie et le gouvernement russes sont officiels, par l'intermédiaire de l'ambassade russe à Rome ainsi que de voyages en Russie de représentants du parti, entre autres comme invités au congrès de Russie Unie (le parti de Poutine). Il n'est pas anodin de remarquer que ce sont en particulier ceux qui, aux yeux de l'opinion publique, apparaissaient comme « l'aile gauche » des 5étoiles qui se sont chargés d'établir ces liens. Rien d'étonnant donc à ce que le M5S vote constamment, au parlement italien comme au Parlement européen, contre la livraison d'armes à l'Ukraine et contre les sanctions à la Russie. Ce parti est sans aucun doute parmi les principaux responsables de la propagande poutinienne en Italie, qui s'appuie sur de nombreux outils liés directement ou indirectement au M5S (sites web, think tank, canaux telegram, journaux, intellectuels qui organisent des meetings en défense de la Russie...).

Là encore, il faut remarquer que l'entrée du M5S dans le groupe de la GUE en tant que membre observateur a contribué à fracturer la gauche européenne, entre les partis favorables au soutien à l'Ukraine et ceux qui s'y opposent. Durant la législature précé-

LIGNES DE MIRE

dente, le M5S faisait en revanche partie du groupe européen d'extrême droite EFD2, avec UKIP et l'AfD.

Or la question se pose de comment mener une campagne « contre la guerre » sans jamais mentionner ni s'opposer à un régime qui mène des guerres impérialistes depuis trois décennies... Car tous les sujets évoqués dans le mince appel de StopRearm Europe (le militarisme, l'écocide, le racisme, la casse des services publics...) sont au cœur du régime poutinien et de la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine, et il ne suffira pas de manifester contre l'augmentation du budget militaire européen pour y répondre.

STOPREARM EUROPE EN FRANCE

Les signataires français sont peu nombreux par rapport au 260 signataires italiens : l'Association Europe solidaire sans frontières, Nos révolutions (site web lié à une petite ONG), Égalité, ATTAC. La question s'est posée de s'appuyer sur les organisations qui nous sont proches pour porter notre position anti-impérialiste et décoloniale. Il est cependant évident qu'une position pro-ukrainienne serait ultra-minoritaire et sans un véritable espace pour déployer nos positions internationalistes et en soutien des résistances anti-impérialistes. Preuve en est qu'ATTAC France n'a pas pu prendre la parole à la réunion en visio qui a eu lieu le 5 mai, où d'ailleurs la guerre d'invasion russe n'a jamais été évoquée – mais où certains dirigeants d'organisations italiennes ont tout de même pu exprimer leur mépris vis-à-vis des pays de l'Est...

Ce cadre pourrait certes évoluer dans les prochains temps... Mais en l'état actuel, StopRearm Europe semble être une initiative italienne, qui donnera lieu à des manifestations pacifistes en Italie sur les bases décrites ci-dessus. Toute adhésion ne sert aujourd'hui qu'à cautionner des mouvements pro-poutiniens ainsi que le pacifisme inconséquent de la gauche italienne, qui au lieu de demander le retrait des troupes russes d'Ukraine, réalise un saut logique épouvantable et demande le désarmement de la résistance ukrainienne, en croyant que par un coup de baguette magique cela apportera la paix...

LA MACHINE À TUER EN MASSE

Pablo Elorduy

L'utilisation de l'intelligence artificielle dans la guerre n'est plus seulement une dystopie, mais une réalité qui détruit des milliers de vies. L'armée israélienne utilise beaucoup ces technologies qui ont redéfini la guerre et le rôle des êtres humains dans celle-ci, en tant que victimes et bourreaux, dans un cadre réglementaire plutôt symbolique.

Le 18 février, une enquête publiée par l'Associated Press a montré comment l'armée israélienne a beaucoup augmenté son utilisation de la technologie de Microsoft et Openai¹. Cette enquête, qui se base sur « des documents internes, des données et des interviews exclusives avec des fonctionnaires israéliens actuels et anciens et des employés de l'entreprise », est la première preuve de ce qui est dénoncé depuis des mois : l'utilisation par l'armée israélienne de modèles d'IA commerciaux, comme le GPT, pour commettre un massacre. Les noms de ces logiciels capables de tuer des dizaines de personnes après une simple opération auraient pu être ceux d'autres productions cinématographiques : Hasbora, Replicator, Hivemind. Ceux des entreprises qui les créent et les vendent sur le marché de la fumée qu'est aujourd'hui l'IA sont un peu plus connus : Palantir, Anduril ou Shield ai². Et ils ne fonctionneraient pas, du moins pas à leur pleine capacité, sans les données fournies par les géants de la technologie, Google, Amazon, Microsoft, Meta ou Openai, de plus en plus séduits par le bruit des sabres numériques et par le projet culturel, économique et politique incarné par le nouveau César américain, Donald Trump.

La chercheuse Jessica Dorsey ne laisse planer aucun doute : « La guerre est et restera une initiative humaine, même avec l'avancée de la technologie ». Dorsey est professeure à la faculté de droit de l'université d'Utrecht et codirige le projet Realities of Algorithmic Warfare [Réalités de la guerre algorithmique], qui étudie les utilisations théoriques de la technologie et la pratique de la sélection automatique des cibles militaires³.

1. Sam Mednick, Garance Burken y Michael Biesecker : « Compañías tecnológicas ayudan a Israel a usar inteligencia artificial en guerras », AP, 18 février 2025.

2. Aitor Jiménez y Ada Valdivia : « Palantir y la inteligencia artificial militar española : una historia de privatización, racismo y crímenes », *El Salto*, 23 janvier 2024.

3. Voir sa page web : www.uu.nl/en/research/institutions-for-open-societies/contesting-governance/projects/realities-of-algorithmic-warfare.

Pablo Elorduy est journaliste. Il est l'un des fondateurs du journal numérique *El Salto*.

Article paru dans *Nueva Sociedad*, n° 316, mars-avril 2025 et en français sur le site du Réseau Bastille, le 29 mai 2025.

LIGNES DE MIRE

Cette utilisation des machines est un facteur de plus en plus déterminant dans les conflits armés, à travers des algorithmes meurtriers, les redoutables essais de drones, les systèmes de renseignement et de cybersécurité, la reconnaissance faciale ou les menaces de guerre hybride comme les cyberattaques ou l'utilisation de deepfakes, des méthodes d'usurpation d'identité numérique. La question n'est donc pas de savoir si les machines se soulèveront un jour pour écraser l'humanité, mais comment elles sont déjà utilisées pour faire la guerre, violer les libertés civiles et faire taire les populations dissidentes. Leur utilisation intensive par les Forces de défense israéliennes (FDI), qui parlent depuis des années de l'IA comme d'un « multiplicateur de force », envoie un message clair au monde : la machine à tuer en masse n'est pas une hypothèse, mais une réalité capable de changer la guerre et d'accélérer le génocide.

L'AVANTAGE DES ÉTATS-UNIS ET L'UTILISATION MASSIVE PAR ISRAËL

Comme toujours en matière de guerre, le complexe militaro-industriel américain a une longueur d'avance tant dans l'utilisation – les exécutions extrajudiciaires par drones remontent au mandat de Barack Obama, dans la première décennie du siècle – que dans les débats sur la fonctionnalité de l'IA dans les conflits⁴. Le pas entre ce qu'ils font déjà et ce qu'ils feront à l'avenir est petit ; c'est ce qui rend difficile, dans la pratique, de faire la différence entre la guerre algorithmique et la guerre par l'IA. Certains disent que la différence, c'est comme appuyer sur un bouton, comme le résume l'ancien directeur de la CIA, David Petraeus : « À un moment donné, un humain dira : « OK, machine. Tu es libre d'agir selon le programme informatique qu'on t'a donné », au lieu de la piloter à distance ».

Cependant, comme le souligne un rapport de la Now Institute qui étudie les implications sociales et politiques de cette technologie, les discussions au sein du Pentagone se sont concentrées sur les hypothèses d'une utilisation malveillante via les systèmes dits CBRN, acronyme anglais qui désigne l'ensemble des armes à potentiel de destruction massive telles que les armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires⁵. Ces visions, souvent techno-fétichistes,

qui mettent en avant les aspects les plus sombres et fantaisistes de l'IA, prennent le pas sur l'étude de ses utilisations actuelles, appelées ISTAR : intelligence, surveillance, sélection des cibles et reconnaissance, dont le fonctionnement n'est pas vraiment examiné par le public, surtout parce qu'il y a toujours, presque toujours, un humain « dans le circuit » de la prise de décision. Cependant, les machines offrent de plus en plus aux humains la possibilité de prendre plus de décisions et plus rapidement grâce à l'utilisation militaire de systèmes d'aide à la décision basés sur l'IA et les DSS (systèmes d'aide à la décision).

L'utilisation de drones a été massive tant en Ukraine qu'au Moyen-Orient. Non seulement à Gaza, où l'unité 8200 de cyberguerre des FDI a reconnu le filtrage des cibles par l'IA, mais aussi en Syrie ou en Libye, les technologies autonomes ou semi-autonomes sont capables de sélectionner et de tuer, apportant une valeur ajoutée, celle de la « rapidité » dans la prise de décision, qui est l'un des principaux problèmes que les experts civils et militaires identifient comme déterminants dans l'utilisation et l'abus de ces machines de guerre pensantes. Cette vitesse signifie également un plus grand nombre d'erreurs. En novembre 2024, le think tank Public Citizen a mis en garde :

La guerre autonome augmente le nombre de victimes humaines, augmente considérablement le risque d'attaquer les mauvaises cibles, met davantage les civils en danger et augmente la probabilité que le personnel militaire qui s'appuie sur des algorithmes pour générer des listes de cibles éprouve un sentiment de déconnexion émotionnelle et morale par rapport à l'attaque qu'il approuve⁶.

Un an plus tôt, en novembre 2023, une enquête des médias palestiniens-israéliens *+972 Mag* et *Local Call* révélait l'utilisation du logiciel Hasbora – littéralement « l'Évangile » – par les FDI pour sélectionner des cibles à Gaza⁷. Le saut quantitatif est important : avant l'arrivée des algorithmes, les FDI pouvaient établir une liste de 50 cibles par an, alors que dans la

Used in Military Contexts », *AI Now*, 22 octobre 2024.

6. Savannah Wooten : « Deadly and Imminent: The Pentagon's Mad Dash for Silicon Valley's ai Weapons », *Public Citizen*, 11/2024.

7. Yuval Abraham : « "A Mass Assassination Factory": Inside Israel's Calculated Bombing of Gaza », *+972 Mag*, 30 novembre 2023.

4. Ángel Ferrero : « ¿Es el dron el kaláshnikov del siglo XXI? », *El Salto*, 23 octobre 2023.

5. « New ai Now Paper Highlights Risks of Commercial ai

campagne de génocide lancée en octobre 2024, le volume est de 100 cibles par jour.

« Le grand nombre de cibles augmente la probabilité de nouvelles attaques, en grande partie à cause du biais cognitif », disent Marta Bo et Jessica Dorsey, de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)⁸. Ce biais, expliquent-elles, « fait référence à la tendance humaine à agir, même quand l'inaction donnerait, logiquement, un meilleur résultat ». Ce n'est pas le seul biais signalé par les experts. Un autre est la tendance à accepter les recommandations de la machine, surtout dans des situations stressantes et avec des contraintes de temps : c'est ce qu'on appelle le biais d'automatisation.

LE RÔLE DES ENTREPRISES DE LA SILICON VALLEY

La complicité d'entreprises comme Google, Amazon ou Microsoft dans cette opération d'extermination via les logiciels Hasbora, Lavender ou Where's Daddy ? a été dénoncée par la campagne No Tech for Apartheid⁹. La raison : sans les infos fournies par les réseaux sociaux et le big data, grâce à des accords comme le projet Nimbus, signé en 2021 par Google et Amazon avec les autorités israéliennes, les forces de défense israéliennes n'auraient pas eu les moyens de mener un massacre de cette ampleur.

Début février de cette année, Google a modifié ses directives, supprimant une clause introduite en 2018 qui lui interdisait de développer l'IA à des fins militaires, en particulier pour les armes et la surveillance, sous prétexte que les démocraties « ne peuvent pas rester à la traîne » dans ce domaine d'innovation. La boîte fondée par Larry Page a donc retiré de ses engagements éthiques les sections qui disaient qu'elle ne fournirait pas de logiciels pour « des armes ou d'autres technologies dont le but principal ou l'utilisation est de causer directement des dommages aux personnes », ni de « technologies qui collectent ou utilisent des infos à des fins de surveillance en violation des normes internationalement acceptées ».

8. M. Bo et J. Dorsey : « Symposium on Military ai and the Law of Armed Conflict : The "Need" for Speed – The Cost of Unregulated ai Decision-Support Systems to Civilians », *Opinio Juris*, 4 avril 2024.

9. P. Elorduy, « Amazon, Google y Microsoft son la columna vertebral tecnológica de este genocidio », *El Salto*, 7 août 2024.

Cependant, il ne s'agissait pas d'un changement de politique. À peine deux semaines auparavant, le *Washington Post* publiait une enquête sur la façon dont Israël avait demandé à Google d'étendre d'urgence l'utilisation d'un service appelé Vertex, pour l'application d'algorithmes d'IA à ses propres données¹⁰. Même si on ne sait pas comment ces services sont utilisés directement, le même article mentionne que le directeur général de la Direction nationale de la cybersécurité du gouvernement israélien a dit lors d'une conférence que « grâce au cloud public Nimbus, des choses incroyables se passent pendant les combats, des choses qui jouent un rôle important dans la victoire ; je n'entrerai pas dans les détails ».

Openai a aussi fait un pas vers l'intégration dans la nouvelle ère de la puissance dure. En 2024, l'entreprise a annoncé une révision de ses politiques éthiques et est devenue membre du circuit des sous-traitants de l'armée américaine, participant via son logiciel à des missions du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM). En janvier, la société de Sam Altman, la plus connue parmi celles qui se concentrent sur l'IA, a annoncé un accord avec Anduril, fabricant de missiles, de drones et de logiciels pour l'armée américaine. Le PDG de cette entreprise, financée par Founders Fund, un fonds dans lequel participe Peter Thiel, a souligné que la collaboration avec Openai apportera « des solutions responsables qui permettront aux opérateurs militaires de prendre des décisions rapides et précises dans des situations de forte pression ».

Selon *Wired*, Anduril travaille sur l'une des armes considérées comme les plus avancées de tout le catalogue de l'IA militaire : les essaims de drones. Les drones sont une réalité dans la guerre depuis la première décennie du 21^e siècle, mais leur avenir passe par leur multiplication et leur coordination via un modèle de langage étendu (LLM, pour « large language model »), qui relègue de plus en plus l'opérateur humain à un rôle secondaire.

En novembre 2024, Palantir et la start-up Anthropic ont annoncé un accord avec Amazon Web Services (AWS), le cloud d'Amazon, sa branche la plus lucrative, pour y rendre disponibles les services de Claude, le concurrent des modèles GPT¹¹. On re-

10. « Google Rushed to Sell AI Tools to Israel's Military after Hamas Attack », *The Washington Post*, 21 juin 2025.

11. P. Elorduy : « Amazon ha puesto en venta el planeta Tierra », *El Salto*, 29 novembre 2019.

LIGNES DE MIRE

trouve le même refrain : mettre à disposition des outils complexes pour accélérer la prise de décision dans le cadre d'« opérations gouvernementales vitales », comme le décrit Palantir sur son site web.

Toujours en novembre, Meta a annoncé son entrée dans le secteur de la guerre via Llama, son modèle llm, et son partenariat avec Scale ia, un prospère sous-traitant de la défense, selon les infos de The Intercept qui soulignaient aussi les défauts du produit de la boîte de Mark Zuckerberg¹². Une enquête de Roberto J. González pour le Watson Institute a estimé à 53 milliards de dollars le montant total des contrats signés par le Pentagone avec des entreprises technologiques¹³. On a l'impression que ce n'est que le début.

LE TAUX D'ERREUR DE L'IA NE SERA JAMAIS NUL

Dans un article publié en octobre 2024, les chercheuses Heidi Khlaaf, Sarah Myers West et Meredith Whittaker recommandaient « que pour limiter la prolifération des armes basées sur l'IA, il pourrait être nécessaire d'isoler les systèmes d'IA militaires » des « données personnelles commerciales » fournies aux principales plateformes sociales¹⁴. « Il faudrait remettre en question le rôle des entreprises technologiques, car une grande partie du discours est mené par elles et il n'y a pas de véritable responsabilité démocratique de leur part », défend Jessica Dorsey, qui ajoute qu'il faudrait faire plus « pour garantir une transparence et une responsabilité significatives des entreprises technologiques lorsque leurs systèmes sont utilisés à des fins militaires¹⁵ ».

Pere Brunet, professeur de langages et systèmes informatiques à l'Université polytechnique de Catalogne, pense qu'il faut repenser le concept du cloud et des réseaux sociaux : « Les administrations doivent prendre soin de la population et, donc, on ne peut pas

laisser nos données entre les mains du secteur privé. Et il faut avoir la garantie qu'elles sont utilisables pour le bien des gens et pas pour d'autres fins », résume ce chercheur¹⁶.

Brunet utilise le néologisme « tecnotraficantes » (tecnotrafiqants) pour définir les fanatiques de l'IA qui prolifèrent dans toutes sortes de textes universitaires et journalistiques. Les louanges acritiques à l'égard de ces technologies ont imprégné la vision médiatique dominante de l'IA dans son ensemble, présentant comme une solution ce qui n'est aujourd'hui qu'un balbutiement technologique. Dans une large mesure, l'IA actuelle ne pense pas. Elle n'est donc pas intelligente, mais prédit et crée des modèles à partir de statistiques et d'informations déjà codifiées. Pour Brunet, l'IA est aujourd'hui dans une phase préliminaire et n'a pas résolu trois problèmes déterminants, sans solution à court ou moyen terme, ni un quatrième élément tout aussi problématique, qui n'est pas lié aux solutions apportées par l'IA mais aux conditions requises pour son fonctionnement.

Le premier problème, souligne Brunet, est l'inexactitude inhérente aux intelligences artificielles, en particulier celles basées sur le llm. « Il y a un pourcentage d'erreur qui ne sera jamais nul », explique Brunet, qui mène actuellement des recherches pour le Centre Delàs d'études pour la paix. Le deuxième facteur, plus connu, est celui des biais. Cette critique est plus fréquente dans les études et les publications qui traitent du racisme, du sexisme et d'autres types de discrimination dans l'utilisation apparemment neutre du langage algorithmique. Troisièmement, il y a le fait qu'on ne peut pas expliquer les processus par lesquels l'IA propose une solution, ce qui n'a pas de réponse à court terme. « Le quatrième problème, c'est l'empreinte écologique, dont on parle de plus en plus », souligne Brunet.

Comme il le souligne dans un article publié par le Forum Transitions, la consommation énergétique de l'IA augmente de 26 % à 36 % chaque année et les émissions de CO2 équivalentes croissent également de manière exponentielle¹⁷. Amazon et Microsoft ont déjà conclu des accords pour avoir accès à l'énergie des réacteurs nucléaires pour alimenter leurs centres de données, et on estime que les besoins générés par l'IA vont nécessiter de nouveaux centres avec une

12. Sam Biddle : « Meta-Powered Military Chatbot Advertised Giving "Worthless" Advice On Airstrikes », *The Intercept*, 24 novembre 2024.

13. R.J. González : « How Big Tech and Silicon Valley are Transforming the Military-Industrial Complex », Watson Institute, 17 avril 2024.

14. H. Khlaaf, S. Myers West y M. Whittaker, « Mind the Gap: Foundation Models and the Covert Proliferation of Military Intelligence, Surveillance, and Targeting », *ARXIV*, 18 octobre 2024.

15. Entretien avec l'auteur.

16. Entretien avec l'auteur.

17. P. Brunet : « Inteligencia artificial y cambio global », *Foro Transiciones*, 10 janvier 2025.

consommation équivalente à celle de cinq réacteurs nucléaires.

Les quatre facteurs mentionnés par Brunet, qui s'appliquent à l'IA dans son ensemble, ont une importance particulière dans son application militaire. Le fait qu'elle ne soit pas encore perfectionnée ne la rend pas moins dangereuse. Voyons ça par étapes. D'abord, la question environnementale est déterminée par un fait : selon l'accord de Paris sur le climat (COP21), les États ne sont pas obligés de quantifier les émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur militaire. Ainsi, à mesure que la demande de produits autonomes basés sur des algorithmes et l'IA à usage militaire – ou à double usage – augmentera, les émissions responsables de la crise climatique augmenteront, même si les autres secteurs parviennent à atteindre zéro émission.

Les trois autres éléments qui définissent l'IA ont aussi un poids crucial dans l'application militaire de ces technologies. D'abord, la fiabilité est devenue un sujet de plaisanterie pour les experts en défense. Une question posée aux systèmes actuels sur le type d'armement lourd à utiliser pour détruire des bâtiments donne des résultats médiocres, comme le soulignent les forums d'amateurs de missiles. Mais le principal facteur de risque dans ce domaine est la sélection des cibles, qui est déjà effectuée à l'aide de systèmes algorithmiques, ce qui augmente à la fois le risque d'erreurs d'identification et celui que personne ne soit jamais tenu responsable de ces erreurs. L'une des failles signalées par l'article de l'Associated Press est de nature linguistique, en raison d'une traduction automatique incorrecte de l'arabe vers l'hébreu qui a conduit à une sélection erronée des cibles¹⁸.

En fait, les infos fournies par les fdi elles-mêmes admettent une précision de 90 % dans la reconnaissance des cibles, ce qui revient à admettre qu'un assassinat extrajudiciaire sur dix coûte la vie à un innocent. L'application militaire de l'IA entraîne donc un plus grand nombre d'erreurs causées soit par une identification déficiente, avec des biais racistes et sexistes, soit par le fait qu'il n'y a pas de responsable ultime, ce qui favorise les comportements irresponsables.

Dorsey démystifie un peu le discours de ces techno-trafiquants sur l'application de l'IA :

Même si on promet souvent que ces systèmes sont plus « efficaces » ou « précis », la réalité sur le terrain montre une autre histoire : si ces systèmes étaient plus précis ou efficaces pour éradiquer la menace du Hamas, par exemple, la guerre ne durerait pas aussi longtemps et les dégâts à Gaza, par exemple, ne seraient pas aussi importants. Les dégâts causés aux civils sont catastrophiques et, comme l'a conclu Amnesty International en décembre, génocidaires¹⁹. Ces systèmes exacerbent les conceptions erronées des obligations et des interprétations juridiques et permettent une destruction rapide et à grande échelle²⁰.

Le troisième facteur, l'inexplicabilité des décisions, prend une importance sinistre lorsqu'il s'applique au domaine militaire. Les systèmes ne sont pas conçus pour expliquer les étapes de leurs décisions. Ça rend la responsabilité encore plus difficile à établir dans le domaine militaire.

L'ÉTAT DE LA RÉGLEMENTATION

Le deuxième mandat de Donald Trump à la Maison Blanche a commencé, comme prévu, par l'abrogation des mesures de protection et de sauvegarde contre les systèmes d'IA – le décret exécutif d'octobre 2023 approuvé par le gouvernement de Joe Biden – et la publication d'un nouveau décret exécutif visant à « lever les obstacles » à l'innovation dans le but, entre autres, de garantir la « sécurité nationale²¹ ». Trump a aussi nommé David Sacks, un entrepreneur sud-africain-américain et membre du groupe informel de la « mafia Paypal » (dont sont issus Elon Musk et Peter Thiel), comme responsable des politiques en matière d'IA²².

En janvier dernier, Trump annonçait aux côtés des dirigeants d'Open IA, d'Oracle et de Soft Bank le lancement de Stargate, un projet de 500 milliards de dollars destiné à protéger la sécurité nationale des

19. Amnistía Internacional : « “Es como si fuéramos seres infrahumanos”. El genocidio de Israel contra la población palestina de Gaza. Resumen ejecutivo », 5 décembre 2024.

20. Entretien avec l'auteur.

21. « Removing Barriers to American Leadership in Artificial Intelligence », orden ejecutiva, 23 janvier 2025, www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/removing-barriers-to-american-leadership-in-artificial-intelligence/.

22. « Qué es la “mafia Paypal”, un grupo del que salieron algunos de los hombres más ricos de Silicon Valley », BBC Mundo, 2 janvier 2018.

LIGNES DE MIRE

États-Unis et de leurs alliés²³. Le site Tech Policy prédisait une utilisation « intensive » de ces systèmes par la nouvelle administration, notamment pour la surveillance et le contrôle de la population, ainsi que pour la « déportation massive » confiée au tsar anti-immigration, Tom Homan²⁴.

Les fonds de capital-risque ont augmenté leurs investissements dans les technologies de défense ces dernières années et les entreprises technologiques elles-mêmes se sont tournées vers la « sécurité » pour augmenter leurs marges bénéficiaires. Avec les États-Unis en tête de cette nouvelle industrie de l'armement, il est peu probable que les autres puissances internationales choisissent la prudence. Malgré les utilisations de plus en plus fréquentes de l'IA, la loi sur l'intelligence artificielle de l'Union européenne, entrée en vigueur en 2024, ne prévoit pas les utilisations militaires ou de sécurité nationale de cette technologie. L'UE n'a rien fait de spécifique sur ce front, souligne la chercheuse Jessica Dorsey. « Il faut travailler beaucoup plus pour aborder l'IA militaire d'un point de vue européen », dit-elle.

En juillet 2023, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a demandé aux États d'adopter avant 2026 un « instrument juridiquement contraignant visant à interdire les systèmes d'armes autonomes létales qui fonctionnent sans contrôle ou supervision humaine et qui ne peuvent être utilisés dans le respect du droit international humanitaire ». Le Comité international de la Croix-Rouge a aussi demandé l'interdiction des systèmes trop complexes à comprendre ou à expliquer et qui ne sont pas contrôlés par des humains. Mais la volonté d'arriver à cet accord pourrait ne pas suffire face au potentiel destructeur de l'IA sur l'ordre international basé sur des règles, déjà bien mal en point.

Comme on l'a souligné, les risques liés à l'utilisation de l'IA menacent directement le droit international humanitaire et l'ordre international des droits de l'homme. Dans le cas du droit international humanitaire, on craint que les niveaux de protection les plus bas soient appliqués par défaut, comme le dénonce

Brianna Rosen²⁵. Parmi les propositions des organisations qui alertent sur l'avancée incontrôlée de cette technologie, il y a celle de doter les drones et les robots suicidaires d'une étiquette indiquant un humain responsable de leur utilisation, afin d'éviter le libre-service meurtrier que semble favoriser l'utilisation de ces systèmes.

Just Security recommande aussi de s'assurer que les opérations avec des drones soient supervisées et approuvées par deux personnes, comme pour les protocoles d'utilisation des armes nucléaires, et de renforcer les systèmes d'audit et de vérification. La transparence et la responsabilité semblent être les seules solutions pour réduire les risques liés à l'utilisation de l'IA militaire. Dorsey conclut :

Le défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est que les progrès technologiques de l'IA poussent les humains à la marge de la prise de décision, ce qui soulève des questions sur leur place dans la guerre. Ces questions existentielles méritent beaucoup plus de recherche et de débat, mais le rythme auquel la technologie évolue et l'obsession apparente pour la « nécessité de la vitesse » empêchent ou défavorisent un dialogue aussi crucial²⁶.

Comme le rappelle Pere Brunet, la déshumanisation qui conduit à l'utilisation de machines pour anéantir est le fait des êtres humains, et non de l'IA ou des algorithmes, et il appartient à l'humanité de coopérer face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur tous les peuples. « Ni le changement climatique, ni les pandémies, ni les inondations ne connaissent de frontières. Il faut donc peut-être changer de paradigme et consacrer à tout ça l'argent qui est actuellement consacré à l'armée²⁷ », conclut ce chercheur.

23. « Announcing The Stargate Project », *Openai*, 21 janvier 2025.

24. Stephanie Haven : « Navigating Trump's ai Strategy: A Roadmap for International ai Safety Institutes », *Tech Policy Press*, 20 novembre 2022 ; P. Elorduy : « La liga de los deleznales : Trump lanza el no va más para su segundo mandato », *El Salto*, 17 novembre 2024.

25. B. Rosen : « How to Make Military ai Governance More Robust », *War on the Rocks*, 6 août 2024.

26. Entretien avec l'auteur.

27. Entretien avec l'auteur.